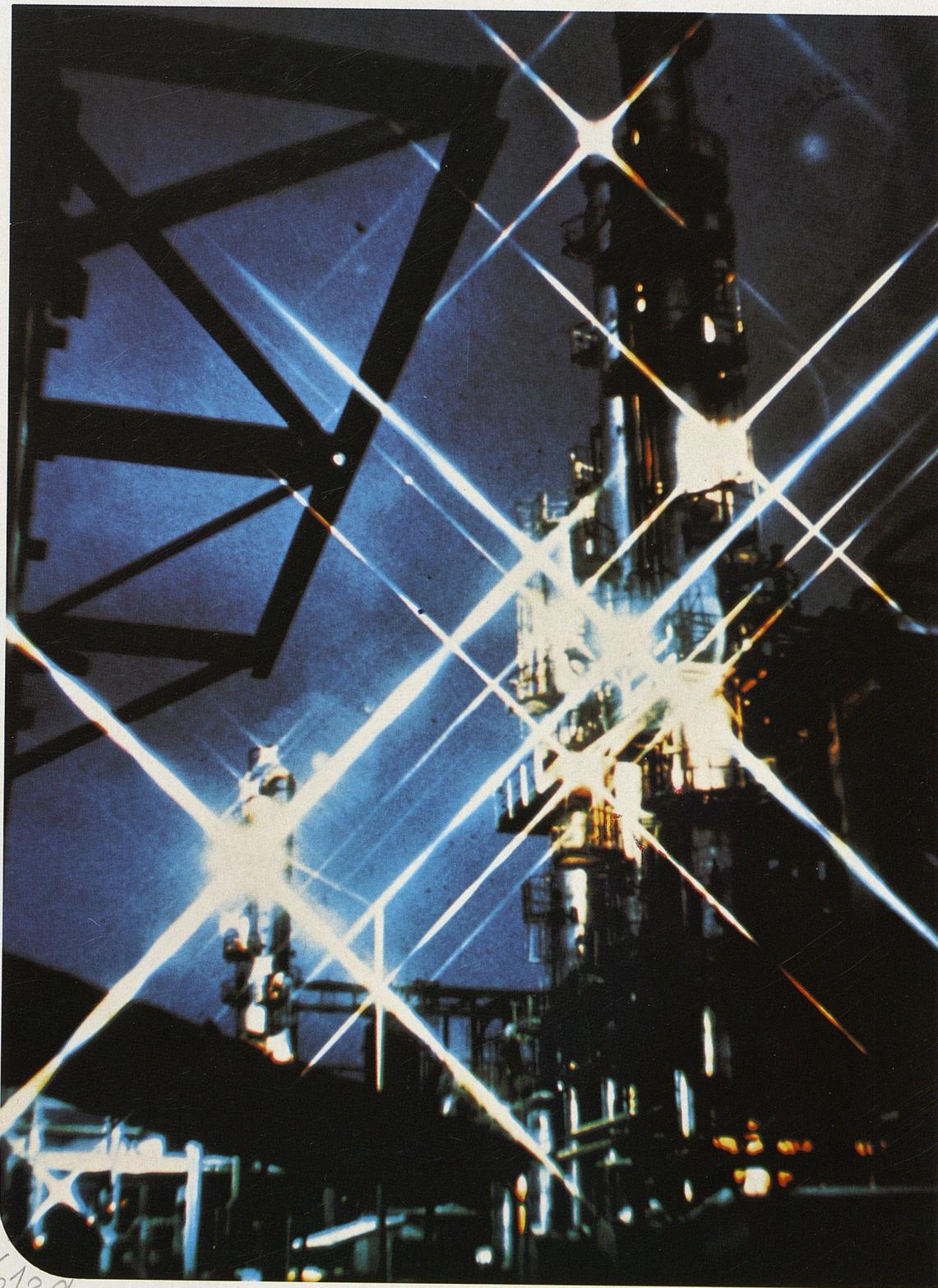




nouvelles du  
**MEXIQUE**

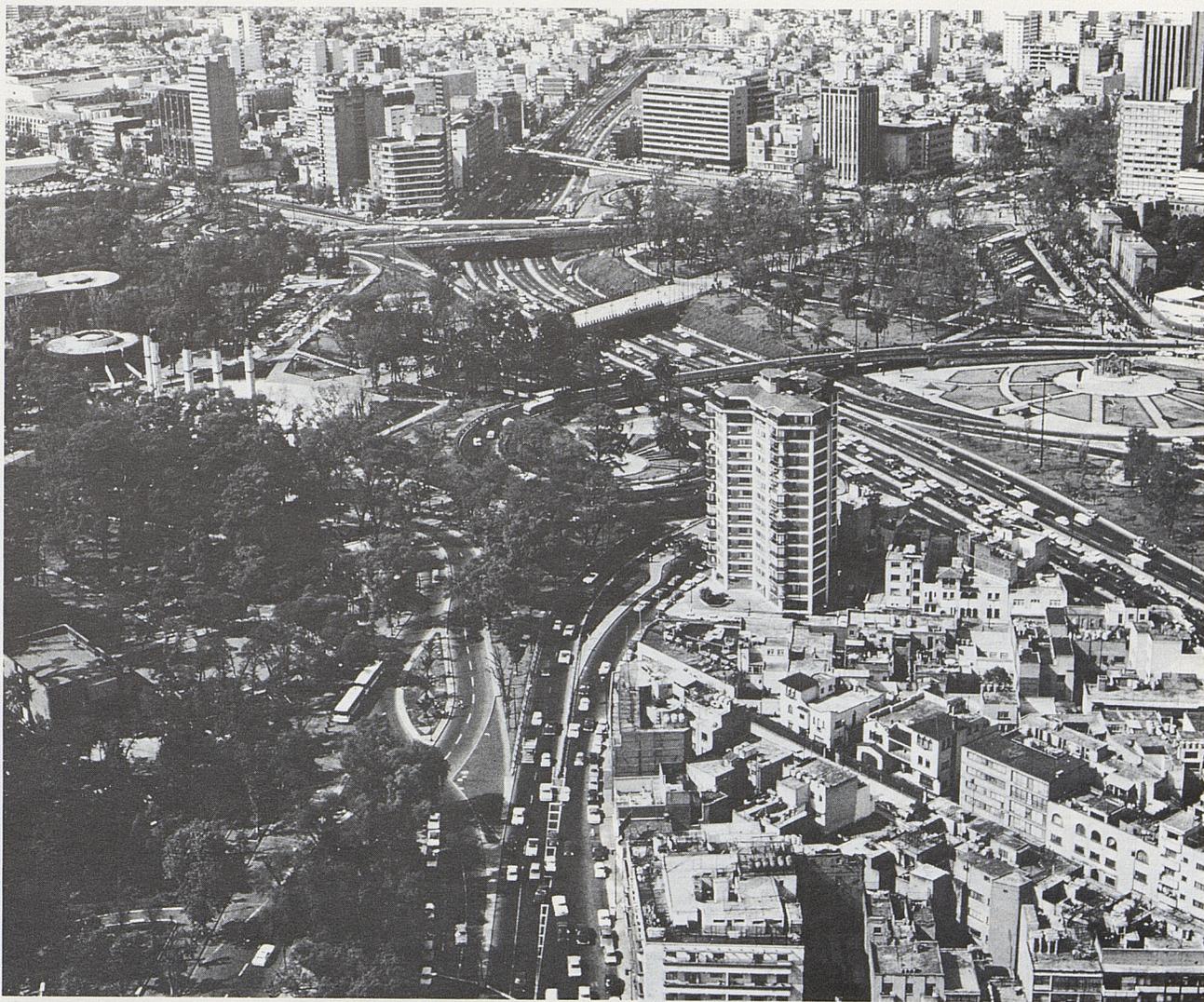


40 p. 6139

Seconde époque Numéros 1 à 4

mai 1979 mai 1980





**le  
Mexique  
en  
marche**

Y.P. 0139

## Le nouveau système alimentaire mexicain

# L'énergie et l'alimentation constituent les deux priorités nationales <sup>(1)</sup>

*déclare*

*le Président*

*José*

LOPEZ PORTILLO

*extraits du discours prononcé le 18 mars 1980  
à l'occasion du XLIII<sup>e</sup> anniversaire de l'expropriation*

**Pétrole : objectif atteint (2)**

Le secret du redressement national ne réside pas seulement dans les sacrifices des travailleurs mexicains, mais surtout dans l'efficacité et leur sens des responsabilités.

On sait déjà que, grâce à la générosité de notre sous-sol, mais surtout grâce aux efforts des travailleurs mexicains, le niveau de production pétrolière prévue pour 1982, sera atteint dès cette année. Nous commencerons à bénéficier, dès cette année, des revenus annoncés depuis trois ans.

Dans cette perspective, je demande aux travailleurs et aux dirigeants de convertir ce résultat — qui n'a rien de magique mais qui provient de la conjonction harmonieuse des besoins, des possibilités et de la structure de notre pays — en une plate-forme, c'est-à-dire, une base



*Le Président José López Portillo s'apprête à visiter les installations pétrolières en compagnie de M. Jorge Díaz Serrano.*

(1) Traduction : Gloria Ribé de Chevalier.

(2) Sous-titres de la rédaction.



*Le Président répond aux acclamations de la foule, à ses côtés Madame Carmen Romano de López Portillo, au second plan à gauche Monsieur José Ramon López Portillo, fils du président.*

solide qui nous permettra de répondre jusqu'en 1981 à la demande croissante de notre pays et de garantir une exportation de 1 105,000 barils par jour.

#### **Un effort supplémentaire de 10 %**

Nous avons dit maintes fois qu'en 1982, nous obtiendrons entre 2 250 000 et 2 500 000 barils par jour. Étant entendu que cet objectif sera atteint dès cette année, l'effort supplémentaire que je demande aux travailleurs a pour objet de doter notre économie d'une souplesse additionnelle de 10 %, permettant de satisfaire la demande interne et l'exportation et de renforcer la capacité de notre pays de faire face à tout problème nouveau, à tout risque imprévu.

#### **Que signifie cet effort ?**

Cette production accrue signifie que nous allons disposer des ressources nécessaires à notre autodétermination économique. Grâce à cette « plate-forme consolidée », soit une production de 2 500,000 à 2 700,000 barils par jour, à laquelle s'ajoute l'effort participatif de 10 %, nous allons pouvoir mettre au service de nos propres besoins les ressources potentielles dont nous disposons dans le cadre de ce grand effort national ; et nous allons disposer des devises nécessaires

à la poursuite d'autres objectifs prioritaires que nous n'avons malheureusement pas encore atteint.

#### **Deux priorités : énergie et alimentation**

Ainsi nous pourrions produire à la fois des produits énergétiques et des produits alimentaires. C'est pourquoi je fais appel à tous les mexicains qui peuvent consentir l'effort nécessaire à la mise en place d'un système alimentaire mexicain.

Celui-ci consiste en un programme global que nous proposons à la nation afin d'atteindre notre deuxième objectif prioritaire. L'énergie et l'alimentation constituent en effet les deux priorités nationales.

Si l'énergie est produite par l'État — qui s'est montré capable de résoudre le problème énergétique — les aliments, par contre, sont produits par les paysans. D'une manière générale le rôle de l'État reste celui d'un guide, d'un promoteur, mais, dans le cas particulier du système alimentaire mexicain que nous proposons, nous désirons dépasser ce rôle. L'État mexicain veut s'engager davantage dans l'Alliance pour la Production et partager les risques courus avec les paysans.

Sur la base d'objectifs nutritionnels réalistes reposant sur notre capacité de production, nous proposons un

programme global dans lequel sont définis des objectifs, des actions à mener et sont désignés les responsables. Telle est notre conception d'un système alimentaire mexicain dans lequel l'effort porté sur le secteur agropastoral, la pêche, l'industrie et la technologie alimentaire nous permettra d'enrichir et de conserver les aliments.

Il s'agit d'une optique — de production, de distribution et de consommation — intégrale car elle comprend chacun des sous-systèmes clefs de l'alimentation nationale tels que les céréales, les oléagineux, les fruits, les légumes, la viande, le poisson, le lait et les œufs.

### **Vers l'autosuffisance nationale**

Notre objectif est l'autosuffisance nationale.

Nous allons organiser le pays pour produire des aliments dans un contexte international qui nous démontre que la force stratégique décisive des pays en développement réside précisément dans leur production alimentaire.

Nous allons faire un grand effort national de la même manière que le font les paysans avec leurs fermes, leurs étables, leurs cultures maraîchères, leur production d'aliments enrichis, avec leurs marchés et leurs réseaux de distribution.

Le principe du système alimentaire mexicain est identique, si ce n'est qu'il se situe au niveau national et global.

Nous allons partager des risques, introduire des changements technologiques, soutenir une organisation paysanne à haut niveau ; nous allons augmenter la productivité, mettre en exploitation de nouvelles terres, stimuler de façon préférentielle l'industrie alimentaire ; nous allons établir des systèmes d'enrichissement et de conservation d'aliments, instaurer un réseau de distribution allant de la récolte à la livraison en passant par le stockage.

Enfin, nous allons mener une campagne vigoureuse d'éducation et de promotion pour modifier les habitudes alimentaires qui sont fréquemment mauvaises.

### **Accroître l'offre d'emploi de 4 % par an**

Il s'agit de produire un effort solide, un nouvel effort, pour maintenir d'une part une croissance économique minimale de 8 % et pour arriver d'autre part à une augmentation annuelle de 4 % des offres d'emploi.

Ces chiffres ont été atteints ces deux dernières années et nous sommes certains que nous pourrions maintenir ce rythme si s'accomplit l'effort national massif que nous sommes en mesure de fournir.

En accord avec ces grandes lignes, le plan qui sera, communiqué au peuple mexicain à très brève échéance, proposera ses objectifs spécifiques, ses caractéristiques et ses modalités, avec l'idée fondamentale de transformer les besoins des mexicains en demande authentique par

la seule voie par laquelle le mexicain peut satisfaire ses besoins : le travail.

Les Mexicains ne veulent ni de dons ni de charité, mais du travail, qui seul leur permettra de satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille. C'est ce que nous allons leur offrir.

### **Produire davantage pour freiner l'inflation**

Nous sommes conscients du fait qu'un effort soutenu permettant une croissance de 8 % entraîne nécessairement des pressions inflationnistes dans un monde dans lequel l'inflation est un phénomène généralisé.

Il ne s'agit pas de gonfler l'économie, mais de la contrôler, en partant de l'idée qu'il est possible de contrôler l'inflation, et ce, non pas en réduisant la demande, mais en augmentant la productivité. De fait, notre proposition actuelle, inspirée de celles qui nous ont été présentées par le Mouvement ouvrier organisé tend à résoudre ce problème de la productivité en ses aspects fondamentaux, en vue d'accroître la consommation, d'augmenter le volume de l'offre et de combattre ainsi l'inflation par le seul moyen souhaitable au Mexique, c'est-à-dire précisément par la productivité.

Tandis que l'effort porté sur la productivité se réalisera, nous intensifierons également le programme inachevé portant sur les produits de base et accélérerons les programmes déjà entamés de soutien aux marginaux et aux indigents.

### **Une politique de distribution équitable au service de la justice sociale**

Il s'agit donc d'établir, en fonction d'une croissance économique qui prenne en considération l'emploi, une politique de distribution et de redistribution.

Nous proposerons à la nation — sur la base de notre philosophie politique, de la loi constitutionnelle et du contenu idéologique et normatif de la révolution mexicaine — une relation plus juste entre salaires, prix, bénéfices et fisc en donnant à celui-ci sa signification de transfert des ressources vers la consommation et la satisfaction de besoins nationaux et en vue du financement des services publics.

La productivité devra stimuler le secteur paraestatal qui est, lui aussi, responsable de la redistribution des bénéfices. Nous progresserons de manière évidente ainsi que nous l'avons offert dans la réforme agraire, car les salaires, les prix, les bénéfices, le fisc, l'efficacité des entreprises semi-publiques et la réforme agraire sont autant de moyens dont dispose le pays et ses institutions pour distribuer et redistribuer le revenu national. Autrement dit, sans terminologie technocratique, c'est la manière de devenir plus justes et plus égaux.

Dans ces conditions, nous sommes en mesure de réorienter les subventions vers la production dont le pays a besoin et vers la consommation, favorisant ceux

qui y ont droit et non pas ceux pour lesquels elle n'est pas indispensable.

Les subsides pétroliers et pétrochimiques montrent clairement que cette politique est en train de prendre forme et qu'elle doit aussi se développer par la voie de la production, de la productivité et enfin, j'insiste, de l'orientation vers une consommation plus juste.

### **Un nouvel ordre économique mondial plus juste**

Un groupe responsable de mexicains a proposé l'entrée du pays au GATT dans le cadre du processus de libéralisation du commerce.

Cette proposition a été soumise à la nation et les différents secteurs du gouvernement ont recueilli les prises de position contradictoires des intérêts qui doivent légitimement s'exprimer sur un sujet aussi important que le destin du Mexique dans le marché mondial.

Après avoir pris connaissance de ces opinions variées et contradictoires, j'ai décidé que le moment n'était pas opportun pour que le Mexique adhère à ce système commercial.

En effet, ce plan ne nous accorde pas les éléments de protection et d'incitation absolument nécessaires à la souplesse de notre développement économique, conformément au plan global et aux plans sectoriels. Les avantages du GATT sont plus apparents que réels. Nous

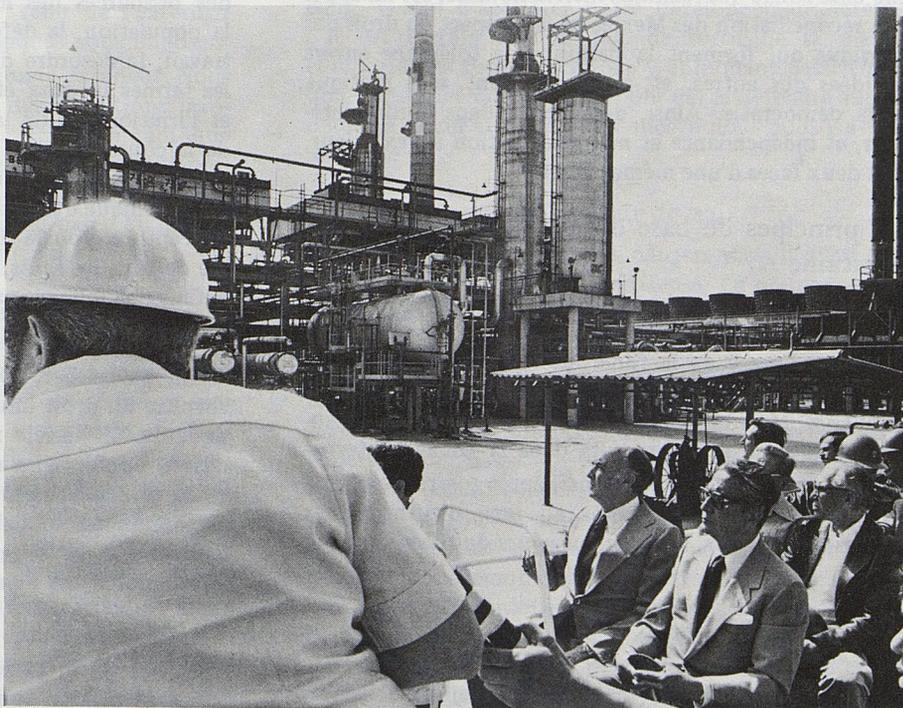
considérons en effet que les normes de libéralisation du commerce ne suffisent pas à la promotion d'un ordre économique mondial plus juste. Aussi préférons nous orienter nos efforts vers l'élaboration d'un nouvel ordre économique plus juste, même s'il nous faut faire appel à des négociations bilatérales, hors du GATT, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

Pour toutes ces raisons et celles qui seront évoquées en détail par les responsables de chaque secteur de la production (industrie, agriculture, travail, affaires étrangères et finances) notre décision est de différer et d'ajourner notre entrée au GATT.

Je suis conscient du fait qu'il nous sera difficile à l'avenir de retrouver des conditions aussi favorables que celles obtenues par nos négociateurs. Leur capacité de négociation n'est pas en cause. Ce qui est en cause est la philosophie même du système commercial proposé et notre actuel niveau de développement. Ce sont ces motifs qui m'amènent à adopter la décision que je viens de faire connaître.

Ce jour représente pour moi une date importante dans l'Histoire du régime que j'ai l'honneur de présider. J'ai été heureux de formuler nos objectifs, et je suis convaincu que, grâce au soutien et à l'effort de millions d'hommes, ces plans permettront de forger un Mexique conforme au rêve de Lázaro Cárdenas.

*Visite d'une raffinerie  
au côté du Président,  
M. Jorge Díaz Serrano.*



# Les nouveaux impératifs de la politique extérieure mexicaine

définis par Jorge CASTAÑEDA  
Ministre des Affaires Étrangères (1)

La pensée de Juárez, comme celle de tous les grands penseurs, en plus d'une dimension universelle, prend racine dans son propre sol. « Le droit d'autrui est la paix » : Ce célèbre apophtegme du « Benemérito » n'est pas seulement un principe universel (en termes juridiques contemporains il n'est pas autre chose que le principe de non intervention) ; il exprime aussi une expérience, un sentiment, profondément enracinés dans la conscience, dans la sensibilité de tout mexicain. Précisément parce que nous désirons ardemment que l'on respectât notre droit à une vie indépendante, nous sentons que le pays doit être profondément respectueux des droits des autres États. C'est là une base parfaite pour une vie de relations saine et féconde. C'est le principe qui régit notre politique extérieure. Jamais nous n'avons été accusés de le violer, ni par nos concitoyens ni dans les tribunes internationales.

La phrase célèbre du grand patriote, en plus d'être une base solide des relations internationales, est un appel à la réconciliation des Mexicains, au respect du droit des individus qui forment la nation, à la tolérance envers les idées des autres, et, par conséquent, à la pratique de la démocratie. Ainsi, démocratie dans l'ordre intérieur, et indépendance et non-intervention à l'extérieur, sont deux faces d'une même réalité.

Les principes de base de la politique extérieure mexicaine (2)

Les trois grands principes qui sont la base de l'ordre international et de notre politique extérieure — prohibition de l'usage de la force, non-intervention et libre détermination des peuples — ont de nets antécédents en Juárez. Mais ces trois principes, par suite des changements qui se sont produits dans la société internationale, ont été formulés dans l'après-guerre avec plus de rigueur et ont été élevés au rang d'authentiques normes impératives. De plus, au cours du dernier siècle,

de nouveaux problèmes et de nouvelles solutions ont surgi, et ils ont eu un impact décisif sur notre politique extérieure.

En premier lieu, la géographie des relations internationales et du droit international s'est grandement élargie. La société internationale actuelle est composée par plus de 150 membres de tous les continents et, non plus seulement des nations dites « civilisées » comme le proclame encore, avec un anachronisme offensant, le statut de la Cour Internationale de Justice.

Nous savons aujourd'hui que la plupart des problèmes internationaux sont universels et non locaux. Le monde de l'après-guerre comprend vaguement qu'aussi bien la paix que la prospérité sont indivisibles, mais nul ne se décide à agir en conséquence. La dégradation si soudaine de l'environnement, l'usage abusif des ressources des mers, l'augmentation démesurée de la population, la défectueuse division internationale du travail, le désordre du système monétaire international, les termes inégaux et injustes de l'échange commercial et l'irrationalité de la production, de la distribution et de la consommation d'énergétiques, sont des problèmes qui ne peuvent être résolus au moyen de l'action isolée et anarchique des États. Leur solution exige une nouvelle conception globale du monde ainsi que l'action concertée de tous les États, dans le cadre de principes recteurs définis et appliqués par tous.

En particulier, reste encore à écrire, un nouveau chapitre du droit international qui sera la mission historique du XX<sup>e</sup> siècle : le droit international de la coopération, conformément auquel, le bien-être de tous les États, principalement des plus désavantagés, relève de la responsabilité solidaire de toute la communauté des nations. La lutte pour un nouvel ordre économique international est l'un des grands défis de notre époque.

A ce défi répond la proposition que le Président López Portillo, a présenté l'année passée devant l'Assemblée des Nations Unies sur l'adoption d'un plan rationnel réglant la production, la distribution et la consommation des énergétiques.

(1) Extraits du discours prononcé, à Guadalajara, le 21 mars 1980, en présence du Président Lopez Portillo, par le Chancelier Jorge Castañeda, à l'occasion du 174<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Benito Juárez.

Traduction : G. Ribé de Chevalier.

## Une politique extérieure plus active

Le monde actuel impose de nouvelles responsabilités à tous les États y compris aux États moyens et aux plus faibles. Pour le Mexique ceci implique la nécessité de nous adapter, d'être à l'ordre du jour. Cela exige de nous une nouvelle politique extérieure fondée sur nos principes traditionnels, mais en adaptant ces derniers à la réalité que nous vivons. Nous ne pouvons plus ne pas tenir compte de ce qui se passe en dehors de nos frontières, en espérant ne pas en être affecté. Nous devons tous participer aux efforts communs pour préserver la paix, pour obtenir le désarmement et pour contribuer à la mise en place d'un nouvel ordre économique international.

Il serait faux de supposer que dans le monde actuel seules les grandes puissances peuvent avoir une influence pour la résolution des problèmes mondiaux. Les pays moyens et même les plus faibles disposent d'un champ d'action approprié et naturel. Ils peuvent apporter une médiation utile dans les conflits et proposer des idées constructives. L'efficacité de leur action dépendra en grande partie de leur prestige, de leur autorité politique et du fait de réagir en toute indépendance en faveur de causes justes. Notre situation actuelle est particulièrement propice au jeu d'un rôle important sur la scène internationale. Qui plus est, la protection même de nos intérêts spécifiques actuels nous oblige inévitablement à devenir un participant actif à la vie internationale. La complexité de notre économie, la variété de nos ressources et la nécessité de faire venir de l'extérieur des moyens financiers et technologiques nous imposent une ouverture plus grande sur le monde extérieur. Nous pouvons le faire aujourd'hui dans des conditions favorables. Le Mexique arrive à cette étape en tant que puissance moyenne authentique, que ce soit par l'importance et la qualité de sa population, par ses ressources, par ses cadres, par sa stabilité et aussi parce qu'il n'est pas dépourvu d'expérience internationale.

Le pays a besoin de modifier son attitude traditionnelle purement défensive face au monde. L'extérieur n'est plus, inéluctablement, comme nous le pensions dans le passé, seulement une source de malheurs sans nom que nous ne pouvions pallier. Il nous faut redéfinir ou tout au moins prendre conscience de ce qui est l'objectif principal de notre politique extérieure. Jadis, à l'aurore de l'Indépendance, l'objectif n'était que de survivre en tant que nation ; du temps de Juárez, de maintenir notre intégrité nationale ; à partir de la Révolution, de revendiquer nos ressources naturelles et de défendre internationalement nos principes internes ; juste après la seconde guerre mondiale, de maintenir notre indépendance politique dans les limites imposées par la guerre froide. Ces objectifs ont été atteints en grande partie. Aujourd'hui notre objectif est de nous servir des moyens d'action et des ressources offertes



Jorge CASTAÑEDA

par le monde extérieur — pour qui sait aller les chercher — afin d'accélérer notre développement interne. S'il est certain que le fait de sortir de sa maison comporte des risques, en nous y enfermant passivement non seulement nous ne pourrions pas la défendre aujourd'hui de façon efficace, mais encore nous nous y asphyxierions.

### Le non-alignement, facteur de paix

Le monde moderne a ses dangers mais il offre aussi de meilleurs instruments de défense. La bipolarité militaire, accentuée et croissante, a imposé des limites à l'usage de la force et, paradoxalement, a favorisé le pluricentrisme politique. Les grands blocs n'ont plus la cohésion d'antan ; de la même manière, la conception manichéiste qui préside les relations internationales appartient au passé. Le pluralisme idéologique est une réalité opérative. Tous les États, d'un côté ou de l'autre, industrialisés ou en voie de développement, tendent à faire passer leurs propres intérêts avant ceux de leurs puissances hégémoniques respectives. Ceci a conféré une latitude politique plus grande aux États actuels, surtout aux États moyens, pour défendre leurs propres intérêts. Mais, une fois de plus, la ferme volonté d'agir en toute indépendance constitue la condition essentielle. Le Président de la République et le pays ont démontré que telle est leur volonté. Sur cette base nous pouvons agir avec fermeté.

L'attitude indépendante d'un nombre croissant de pays est un facteur de paix. Le non-alignement — je fais référence plutôt au concept qu'à l'alliance même — est un des facteurs de stabilité les plus puissants du monde moderne. Nous ne pourrions même pas envisager l'hypothèse d'un monde divisé en deux blocs monolithiques et antagonistes, chacun d'entre eux étant composé d'États clients, politiquement soumis et économiquement dépendants des superpuissances. C'est pour cela que le retour à la guerre froide des années cinquante nous inquiète. C'est pour cela que l'Europe, en dépit des récentes actions et menaces faisant appel à la force et les dangereux bouleversements en Asie occidentale, s'est refusé à abandonner la détente internationale, durement gagnée au cours des dernières décennies. Le Mexique aussi a fait appel à la raison et à la prudence, en soulignant les dangers d'un retour au passé. Nous continuerons à le faire.

#### La diversification de nos relations et de nos échanges

Nous sommes pleinement conscients du fait que, pour d'innombrables causes évidentes, nos relations avec les États-Unis constituent la pierre angulaire de notre politique extérieure. C'est une réalité irréfragable, et pas une option politique délibérée, ni un désir, ni un objet de refus fondé sur notre expérience histo-

rique ; c'est une réalité objective. En dépit de l'asymétrie accentuée du pouvoir et de toutes les autres difficultés naturelles, le Mexique d'aujourd'hui et les États-Unis peuvent et doivent maintenir des relations saines, réciproquement bénéfiques et basées sur le respect mutuel. J'en suis profondément convaincu.

Cependant, pour les raisons mentionnées, s'impose encore plus un autre impératif de notre politique extérieure : la diversification de nos relations internationales de tout ordre : politique, économique et culturel. Une telle politique doit être menée avec les pays de toutes régions, de toute idéologie, petits, moyens et grands. Il est des États dont la population s'élève à peine à une dizaine de millions d'habitants, et qui pourtant maîtrisent des technologies de pointe qui intéressent le Mexique ou qui disposent de ressources essentielles pour notre pays. Avec d'autres, qui se trouvent à un niveau comparable de développement surtout sur le plan industriel, nous pouvons coopérer étroitement pour développer ensemble des technologies appropriées à notre situation ou pour nous compléter industriellement. Il n'est pas la peine de dire que nous devons aussi profiter de ce que peuvent offrir les grandes puissances à cet égard.

Le principe de la diversification s'applique de façon évidente à notre principal produit d'exportation, le pétrole, surtout dans la mesure ou notre production



*Le Chancelier Castaneda recevant les félicitations du Président Lopez Portillo et du Professeur Carlos Hank Gonzalez à l'issue de son discours fixant les nouvelles orientations de la politique extérieure du pays.*

et notre exportation augmenteront. La vente de pétrole n'est pas seulement une transaction commerciale, mais encore un acte international complexe, qui affecte de manière vitale nos relations avec l'étranger. Dans un marché favorable aux producteurs, qui persistera certainement encore quelques années, nous n'aurons pas de problème pour le vendre au prix international et en devises. Mais un usage intelligent de nos excédents nous amènera à obtenir, dans la plupart des cas, un peu plus que leur valeur monétaire. Son utilisation optimale consisterait à vendre ces excédents là où nous obtiendrions en échange ce dont le Mexique aura particulièrement besoin dans les étapes successives de son développement et que certains pays peuvent nous offrir. Ceci peut consister en certains produits ou matières premières, et en d'autres cas, en technologie spécialisée, en investissements orientés spécifiquement vers nos besoins prioritaires de développement, en accords avantageux de coopération industrielle, ou aussi, pourquoi ne pas le confesser, en élément politique sobrement évalué.

#### Le danger majeur d'une dépendance pétrolière excessive des États-Unis vis-à-vis du Mexique

Notre stratégie en matière de ventes de pétrole doit aussi bien conjuguer des éléments purement commerciaux que la capacité des acheteurs à contribuer à notre développement et les facteurs politiques internationaux. Parmi ces derniers se trouve tout d'abord notre intérêt naturel à ne pas concentrer excessivement notre exportation vers quelques pays, en particulier les États-Unis. Ce n'est pas tellement à cause du risque qu'une proportion trop élevée de nos ventes aux États-Unis nous ferait dépendre d'eux, comme on dit souvent, mais plutôt à cause du danger majeur d'une dépendance pétrolière excessive des États-Unis vis-à-vis du Mexique.

Nous ne prétendons pas utiliser notre pétrole comme une arme politique mais bien plus en tant qu'instrument essentiel d'une politique extérieure plus active qui apporte une contribution plus grande que dans le passé au développement du pays.

#### Révision de la politique mexicaine vis-à-vis de l'Amérique Latine

Une politique extérieure plus dynamique est d'ores et déjà indispensable et même inéluctable. Elle correspond simplement aux conditions et aux besoins actuels du pays et du monde. C'est ce qu'a voulu dire le Président López Portillo quand il a annoncé, il y a un mois, que son gouvernement avait l'intention d'ébaucher et de mettre en œuvre une politique plus active et dynamique.

C'est dans ce canevas que s'inscrivent certaines initiatives récentes et futures du gouvernement de la République. Ainsi, notre adhésion au Conseil de Sécurité, avec l'appui virtuellement unanime des membres des Nations Unies et après trente quatre ans de non-participation à cet organe, est un symbole de notre présence croissante dans la vie internationale, tout en nous imposant de nouvelles responsabilités. Mais cette adhésion nous offre aussi la possibilité de consolider le prestige légitime du Mexique si nous savons défendre des causes justes, concilier des intérêts antagonistes et œuvrer pour la paix. C'est ce que nous comptons faire.

De la même manière, conformément aux instructions du Président de la République, une profonde révision de notre politique vis-à-vis de l'Amérique centrale et de l'Amérique Latine en général a été entreprise. Comme il l'a dit lui-même, c'est au Nicaragua que se prépare l'avenir de l'Amérique Latine. L'Amérique centrale vit à l'heure du changement. Nous devons nous adapter à tout ceci ; c'est en fonction de ces réalités que nous devons agir.

C'est au même dessein que répond l'initiative suivante :

Dans l'œuvre de Juárez, nous l'avons dit, la démocratie politique en ce qui concerne l'intérieur et l'indépendance en ce qui concerne l'extérieur se complètent et s'intègrent. La Réforme politique, entreprise par ce gouvernement, aura des efforts positifs pour notre comportement extérieur. Réciproquement, certains actes internationaux de grande importance peuvent renforcer cette réforme et contribuer à enrichir ainsi notre vie politique. Le Président de la République a décidé que les Ministères de l'Intérieur, des Affaires Étrangères, du Travail et de la Prévoyance Sociale et le Parquet Général de la République, étudieraient à fond les avantages et les inconvénients de la participation du Mexique aux pactes internationaux suivants : les deux Pactes des Nations Unies de 1966, l'un sur les droits civils et politiques, et l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels ; la Convention Inter-Américaine des Droits de l'Homme de 1969 ; la Convention Américaine sur l'Asile Territorial de 1954 ; la Convention Américaine sur les Droits Politiques de la Femme ; la Convention des Nations Unies pour la Disparition de toute Forme de Discrimination de la Femme de 1979.

L'adhésion à ces pactes est, avant tout, une ratification de principes et par conséquent vient compléter la Réforme Politique et l'enrichir.

Cette nouvelle politique extérieure comporte des risques, entraîne des dangers. Avec l'inspiration de Juárez, source pérenne d'énergie spirituelle, avec la confiance et l'unité de tous les Mexicains, et sous la ferme direction du Président de la République, nous saurons les affronter.



*José Andrés OTEYZA*

Un propos fondamental a guidé le gouvernement de la République dans l'élaboration de ce Plan ; celui de favoriser une croissance économique dynamique ordonnée et soutenue.

#### LA RÉORIENTATION NÉCESSAIRE (2)

A partir de 1965 la croissance industrielle du Mexique s'est faite à un rythme mineur. La décroissance, particulièrement notoire durant la première moitié des années soixante, s'est caractérisée par des périodes d'essoufflement relatif suivies de phases d'essor de courte durée. Ce comportement est l'expression des défauts de structure caractéristiques de ce secteur, et qui constituent, à son tour, le produit d'un modèle de développement économique qui a prouvé ses limites.

Le Mexique, à l'égal d'autres pays, a adopté la politique de substitution d'importations par suite de problèmes de balance de paiements avec l'extérieur. Face à la lente évolution des exportations de matières premières, on s'est efforcé de corriger le déséquilibre en produisant à l'intérieur ce que précédemment on importait. On a développé ainsi la production de biens de consommation manufacturés. Cependant, le progrès du processus d'industrialisation a exigé une importation croissante de machines, d'équipement et de biens intermédiaires. En contrepartie, les exportations du secteur ne se sont pas suffisamment développées, de sorte que l'on dut recourir à l'endettement extérieur.

(1) Article écrit spécialement pour la revue « Nouvelle du Mexique ».

(2) Sous-titres de la Rédaction.

# PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (1)

par José Andrés OTEYZA

*Ministre du Patrimoine National et du Développement Industriel*

Paradoxalement, la recherche d'une moindre dépendance de l'extérieur, a eu comme résultat, à la longue, une dépendance plus aiguë qui culmina, finalement, en une crise économique sévère.

Les caractéristiques assumées par le secteur industriel au cours du processus de substitution sont, entre autres, une industrie orientée vers le marché intérieur, peu efficiente en termes de marché international ; une demande nationale territorialement concentrée ; une structure du marché dans laquelle coexistent des entreprises oligopolitiques ayant un net avantage sur une multitude d'autres, petites et dispersées ; un système financier qui favorise les premières et se désintéresse des dernières ; un approvisionnement insuffisant en matières premières dont dispose le pays et des limitations croissantes pour accéder à des étapes plus avancées de substitution.

Ainsi, dans un cadre de concentration du revenu, d'inégalités entre la ville et la campagne ; entre les villes grandes et petites, entre salariés et patrons ; entre la participation et la marginalisation, se précisait de façon urgente la nécessité d'introduire l'action de mesures et de mécanismes de réorientation. Dans cette perspective, le Plan contribue à assurer les bases pour que l'économie se développe au cours des prochaines quatre années et jusqu'en 1990 de sorte qu'il y ait convergence entre les différentes branches industrielles et entre l'ensemble de l'industrie et le reste des activités productives. Un problème traditionnel des nations qui ont suivi un patron de croissance semblable à celui du Mexique est la dépendance financière. Pour le pays, la possibilité

de surmonter cette barrière prend sa source de façon importante dans sa réserve d'hydrocarbures, dont l'exploitation permet d'aspirer à une plus grande autodétermination en matière de ressources par l'exportation, et soutient la stratégie présidentielle de réorientation de la structure économique du pays.

Des objectifs stratégiques essentiels pour la Nation et, par extension, pour le Plan sont aussi bien constitués par l'emploi — l'un des grands problèmes nationaux — que par la nécessité de garantir un minimum de bien-être à toute la population. Ne pas résoudre le premier en un laps de temps politiquement et socialement acceptable, implique la diminution des possibilités d'atteindre le second. Des éléments additionnels de la stratégie à suivre sont la réorientation de la production vers les biens de consommation de base ; le développement de branches de la haute productivité, internationalement compétitives et capables de substituer des importations ; une meilleure intégration de la structure industrielle, qui aboutisse à une meilleure utilisation des ressources naturelles ; la déconcentration territoriale de l'activité économique, qui oriente les investissements vers les côtes, les frontières et autres localités, et la recherche d'un équilibre des structures du marché, combattant les tendances à l'oligopolitisation dans des branches dynamiques et articulant la grande entreprise avec celles petite et moyenne.

#### L'ALLIANCE POUR LA PRODUCTION

Pour que cette stratégie puisse se révéler effective, ses objectifs, classés par étapes, doivent se traduire en buts spécifiques coïncidant entre eux. Cela implique la programmation du développement économique. Le Mexique ne doit pas se contenter d'être un pays exportateur de pétrole brut. Cette ressource et d'autres non renouvelables doivent se transformer pour créer des sources d'occupation permanentes, en développant des branches d'activité qui leur ajoute une valeur directe ou indirectement. L'assignation adéquate des excédents est une tâche centrale de la programmation.

De semblables ressources confèrent à l'économie un plus haut degré d'autodétermination et, en même temps, fortifient la position financière de l'État, en le dotant d'une capacité directrice qui lui faisait défaut. Une plus grande solidité des finances publiques n'est, sans doute, qu'une condition nécessaire pour la programmation d'une économie mixte. De par son caractère propre, celle-ci exige des instruments pour concerner des actions, contrôler leur cours et les évaluer. Dans ce sens, les buts à atteindre par le secteur privé et social sont une indication. Ils doivent surgir du dialogue et de la conviction et culminer en des pactes concertés. Une fois l'action décidée et adoptée, les buts acquièrent un caractère obligatoire. A ce moment ils deviennent exigibles de la part de l'État. C'est là l'essence de l'Alliance pour la Production, établie sous le mandat du Président José López Portillo, comme expression de la solidarité

nationale qui a nécessité le dépassement de la crise et, aujourd'hui, la consolidation du processus de récupération.

Le succès du Plan dépend de l'accomplissement de l'ensemble de buts qu'il établit pour les secteurs publics, social et privé. Cela est dû à ce que ceux-ci sont articulés dans un cadre de convenance aussi bien global que sectoriel et régional.

La stratégie indiquée, ainsi que les correspondantes mises en œuvre en matière de politique économique, n'auraient que peu de fondements si elles ne pouvaient s'exprimer en buts concrets, non seulement souhaitables mais également possibles à atteindre.

Afin de préciser quantitativement les objectifs généraux du Plan, en particulier la partie qui se réfère de façon directe à l'industrie, on a projeté une possible trajectoire future de l'économie mexicaine. Cette trajectoire-base témoigne de l'effet prévisible d'actions qui ont déjà été arrêtées et de celles qui le seront à l'avenir, si l'on maintient le schéma actuel de politique économique. A partir de cette trajectoire, en introduisant des changements dans la marge, le Plan Industriel peut jouer de façon décisive pour l'obtention des objectifs indiqués par l'actuel gouvernement.

#### L'ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE

Les succès que l'on obtiendrait avec la trajectoire-base seraient substantiels. De 1979 à 1982 ils sont comparables à ceux que connut le pays pendant la décennie soixante, la période de plus rapide croissance économique dans un passé récent. Le produit intérieur brut atteindrait un taux moyen de 6,7 % entre 1982 et 1990. Le compte courant de la balance de paiements enregistrerait un surplus à partir de 1981 et jusqu'en 1990 en accumulant pendant ce laps de temps 38 000 millions de dollars. Sans les revenus du pétrole le secteur extérieur maintiendrait un déséquilibre qui porterait au maximum la capacité d'endettement du pays. Cependant sous la trajectoire-base, certains problèmes critiques ne seraient pas résolus, pas plus que ne seraient jetées, les bases pour les résoudre à l'avenir.

En utilisant de façon plus complète la capacité de mobilisation des ressources qu'offre l'excédent financier provenant des exportations des hydrocarbures, le Plan a pour but une élévation programmée de l'emploi supérieur à 5 % par an à moyen et court terme. Cela implique l'accélération de la croissance du produit intérieur brut, partant de taux supérieurs à 7 % en 1979 et arrivant à des taux de l'ordre de 10 % en 1982, chiffre qui se maintiendrait pendant le reste de la prochaine décennie. La branche des hydrocarbures à elle-seule contribuerait de façon directe à plus d'un point des dits taux, sans compter ses effets indirects sur le reste de l'économie. L'industrie absorberait environ 30 % de la croissance annuelle de l'emploi qu'il est possible d'atteindre parmi les buts du Plan. Le reste corres-

pondrait aux activités de l'agriculture et de l'élevage et, surtout, aux services. La croissance annuelle du produit industriel serait en moyenne supérieur de 2 points à la croissance du produit intérieur. D'autre part, le Plan ne se borne pas à traduire en dépenses additionnelles les surplus obtenus dans la trajectoire de base ; il va plus loin en adoptant comme critère l'utilisation prudente de la capacité d'endettement du pays, sans mettre en péril son équilibre financier intérieur.

Les objectifs du Plan industriel étant, l'accroissement de la production de biens de consommation de base ; l'essor des industries de haute productivité capables d'entrer en compétition sur les marchés internationaux ; l'utilisation des ressources naturelles du pays en les transformant et en leur ajoutant de la valeur ; et la promotion de la structure industrielle au moyen du développement de branches productrices de biens de capital, on a établi un système hiérarchisé de priorités sectorielles qui articule le développement industriel à long terme.

#### LA DÉCENTRALISATION DE L'INDUSTRIE

En relation avec la division territoriale des activités industrielles, le Plan a, comme objectifs, la décentralisation de l'industrie de la zone métropolitaine de la ville de Mexico et l'établissement de la nouvelle implantation industrielle dans des régions qui, possédant des ressources naturelles et humaines, offrent un vaste potentiel de croissance. Cela se traduit par un schéma de priorités régionales, qui divise le pays en trois zones et qui servira de base à l'organisation spatiale de l'industrie. Les zones préférentielles identifiées pour cette régionalisation sont les ports industriels de Coatzacoalcos, Tampico, Salina Cruz et Lázaro Cárdenas, avec leurs zones d'influence respectives, les principales localités frontalières, le corridor qui unit les villes de Quéretaro et Leon, dans la Bajío, et d'autres points choisis.

Il existe un certain parallélisme entre la centralisation territoriale et le caractère oligopolitique de nombreux marchés qui impliquent, à leur tour, l'existence d'une multitude de petites entreprises dispersées. L'élimination de la grande entreprise se suffirait pas d'ailleurs pour atténuer cette polarisation.

Ainsi, le Plan Industriel cherche, d'une part, à ce qu'un plus grand nombre de grandes entreprises aient accès à des marchés qui, parfois sont des réserves pour certaines d'entre elles et, d'autre part, à ce que les petites et moyennes entreprises soient mieux articulées

avec le productif. Pour ces dernières le Plan prévoit un ensemble de stimulants fiscaux et financiers.

#### UN NOUVEAU SCHÉMA DE STIMULANTS

Pour orienter et développer l'industrie le Gouvernement Fédéral possède un ensemble d'instruments. Certains opèrent de façon directe et d'autres ont, comme propos, de promouvoir des actions de la part des secteurs privé et social. Parmi les premiers il y a l'investissement public et l'infrastructure économique et sociale ainsi que les entreprises paragouvernementales. Les deuxièmes comprennent des encouragements fiscaux, des appuis financiers, des mécanismes de protection industrielle, le développement de la technologie et la promotion de projets d'investissement.

Un nouveau schéma de stimulants prévu par le Plan doit se substituer à la dispersion existante. Il se base sur des critères sélectifs de caractère sectoriel, régional et temporel pour donner une impulsion à ce qui est important et pour ralentir ce qui ne l'est pas. Le système qui est mis en vigueur actuellement se caractérise par l'action de ces stimulants d'une façon globale et simultanée. Ainsi on donne de l'unité à la politique de développement industriel et l'on clarifie, pour l'entrepreneur, la règle du jeu.

Le Plan Industriel exige un mécanisme d'action concertée avec le secteur des entreprises privées, mécanismes permettant de suivre le cours de ces actions et de les évaluer correctement. Le plan exige un schéma opérationnel de planification qui doit s'inscrire dans le cadre de l'Alliance pour la Production. Dans ce but les Programmes de Développement ont été définis. Dans chacun seront précisés les stimulants spécifiques et les mesures de production. En contrepartie, les entreprises favorisées s'engageront à atteindre des buts déterminés d'investissement, de production, de fixation des prix, d'exportations et d'utilisations des composantes nationales. Les entreprises étrangères devront, en outre, fixer les modalités de leur *mexicanisation* en un laps de temps déterminé.

Cet effort n'est qu'un premier pas pour mener l'industrie vers de nouvelles voies, dans un cadre normalisateur qui institutionnalise les instruments de la planification indicative. Ce cadre doit être le produit du dialogue permanent entre tous les groupes qui participent à l'industrie nationale et entre ceux-ci et le Gouvernement Fédéral.

# L'ÉCONOMIE MEXICAINE

## SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES A COURT TERME

Par Gustavo ROMERO KOLBECK  
Directeur de la Banque du Mexique

### Antécédents : Le Développement Stabilisateur et la période 1970-1976

L'évolution de l'économie mondiale au cours des dernières années de la décennie 1950-1960 et au cours des années 60 – étape dite du « développement stabilisateur » – se caractérise par un niveau élevé de croissance économique et un comportement stable des prix. Ainsi, le taux de croissance moyen du produit réel de 1958 à 1970 a été de 6,7 %, alors que l'indice de prix du produit national brut a augmenté de 3,8 % en moyenne pendant la même période. Pendant la période antérieure (de 1940 à 1957), l'accroissement de la production et des prix a été de 6 % et 10,2 %, respectivement.

La structure de la production s'est également transformée. La participation du secteur agricole au produit national brut s'est réduite de 10,8 % durant la période inflationniste à 9,1 % pendant les années du développement stabilisateur, alors que la participation du secteur industriel a augmenté de 25,9 % à 30,9 %. Le secteur manufacturier en particulier a augmenté à un rythme de 8,6 % durant la période stable, sa participation au produit national brut passant de 17,1 % en 1950 à 22,8 % en 1970. Par ailleurs, la dimension du secteur extérieur comme proportion de la demande globale a été réduite dans une proportion moyenne de 19,9 % de 1940 à 1957 à 13,7 % – également en moyenne – entre 1950-1970.

Structure de la production : 1945-1970 (Participation moyenne)		
	1945-1947	1958-1970
Agriculture	18,08	14,57
Industrie	26,53	30,84
Services	55,39	54,59
	100,00	100,00

Source : Banco de México, S.A. Rapports annuels.

Ces chiffres montrent clairement que l'évolution de la structure productive a répondu de façon exacte aux orientations des politiques économiques suivies. On utilisa des stimulants fiscaux, des mesures protectionnistes et des investissements budgétaires, afin de promouvoir une industrialisation rapide.

Vers la fin de la décennie, cependant, divers indices révélèrent que la balance des paiements était devenue plus sensible à la dépense globale, ce qui indiquait l'épuisement du modèle de développement suivi jusque-là. En 1970, le déficit en compte-courant fut presque le double de celui enregistré l'année précédente, de sorte que la nouvelle administration, préoccupée par l'étendue du déficit décida une réduction considérable de la dépense publique pour le budget de 1971, ce qui amena une baisse substantielle de l'activité économique cette année-là. Le produit réel augmenta à peine de 3,4 % (le chiffre le plus bas des derniers douze ans).

A partir de cette année-là, l'évolution de l'économie changea de cours et marqua un taux d'inflation beaucoup plus élevé que par le passé, ainsi qu'une chute progressive du taux de croissance. Les causes de ce processus résident pour une partie non négligeable dans l'accélération du rythme de l'inflation mondiale à partir de 1973. Par ailleurs les effets de certaines mesures de politique économique adoptées dans un but de distribution du revenu, et les réactions que ces mesures provoquèrent dans certains groupes sociaux distincts contribuèrent également à créer des pressions inflationnistes.

Ainsi, comme résultat des conditions défavorables de l'économie mondiale, la demande extérieure de produits mexicains fut réduite tandis que les fortes augmentations des prix du pétrole ajoutées à deux années particulièrement défavorables pour l'agriculture, eurent un effet négatif sur les importations. Comme conséquence, le déficit commercial passa de 1 700 millions de dollars en 1973 à 3 100 millions en 1974 et à 3 600 en 1976. Naturellement, cela ne put être financé qu'au moyen d'une augmentation de la dette extérieure. Le total de la dette extérieure du secteur public passa de 3 300 millions de dollars en 1976 à 16 000 millions à la fin de 1976.

### La dévaluation de 1976 : récession et récupération

Le 31 août 1976, devant les croissantes sorties de capitaux, le Ministre des Finances annonça que la parité fixe (12,50 pesos par dollar) existant depuis 1954 était abandonnée. On laisserait le peso flotter afin que le marché détermine sa valeur d'équilibre. L'étendue de la dévaluation (45 %) fut plus grande que prévu en général.

Comme il fallait s'y attendre, la balance des paiements enregistra une amélioration sensible après la dévaluation. Le déficit en compte courant en 1977 fut de 1 700 millions de dollars, 41,5 % de moins que ce qui avait été enregistré l'année précédente. Si l'on exclut les paiements de la dette et les intérêts, le compte courant indiqua un excédent de 406 millions. Cependant l'amélioration fut moins la conséquence d'une augmentation des exportations, ou d'une réduction des importations, reflétant la contraction de l'activité économique. La chute des importations de biens de capital représenta le 98 % de la réduction totale des importations (542 millions) par rapport à 1976. Si l'on exclut les exportations de pétrole, par ailleurs, les exportations totales n'augmentèrent que de 418 millions (15 %).

La réduction de l'activité économique fut très sévère. La production réelle augmenta seulement de 2,8 % en 1977 (taux inférieur à celui de la croissance de la population). L'activité dans la production industrielle également se contracta pendant le premier semestre et commença à reprendre lentement au troisième trimestre, indiquant une augmentation de 3 % à la fin de l'année. Il est évident que, pratiquement toutes les composantes de la demande globale furent affectées par la dévaluation. La chute de l'investissement fut particulièrement forte, et la production de biens d'investissement baisse de 6,6 % en 1977 par rapport à l'année antérieure.

L'impact sur les prix fut également très significatif, comme on pouvait s'y attendre après une dévaluation de cette ampleur. L'indice des prix de gros, qui avaient progressé à un taux annuel de 14 % de janvier à août 1976, augmenta, rien qu'en septembre de 6 %, de 8 % en octobre, de 8,2 % en novembre et de 5 % en décembre. L'augmentation de l'indice du coût de la vie fut logiquement moindre : l'augmentation accumulée au cours des six mois qui suivirent la dévaluation ne dépassa que légèrement 20 %. Une augmentation exceptionnelle de 23 % fut autorisée sur les salaires, aussitôt après la dévaluation, afin de prévenir une plus grande baisse du salaire réel. L'incertitude sur le marché des changes qui prévalut pendant le premier semestre de 1976 et qui aboutit aux sorties massives de capital, mentionnées plus haut ne se résorba pas après la dévaluation ; les sorties continuèrent pendant les derniers mois de 1976 et le processus de substitution de monnaie (dollars contre des pesos) ou « dollarisation » de l'économie, enregistra un rythme accéléré. Les obligations totales non monétaires stipulées en monnaie nationale aux mains des institutions financières privées subirent une baisse de 10 % de septembre

à décembre, tandis que les obligations en dollars augmentaient de 38 %.

La situation du crédit refléta, elle aussi, la « dollarisation » de l'économie : en 1975 seulement 5 % du total des crédits octroyés par les institutions financières privées fut remis en dollars ; les chiffres correspondants à 1976 et 1977 sont de 22 à 25 % respectivement. Étant donné la restriction du crédit qui se manifesta durant les mois qui suivirent la dévaluation, les éventuels emprunteurs avaient à choisir entre un crédit limité et cher en monnaie nationale ou augmenter de leur charge en dollars avec le risque de change conséquent.

La réduction des épargnes financières en monnaie nationale obligea naturellement les institutions financières à réduire les crédits octroyés en pesos au secteur privé. Entre septembre et décembre 1976, le crédit additionnel accordé au secteur privé en monnaie nationale en termes nominatifs a augmenté de moins de la moitié de la moyenne enregistrée au cours des deux années antérieures.

Devant cette situation, les principaux objectifs de politique économique en 1977 furent de rétablir la confiance du public et de freiner l'inflation.

Pour ce faire, différentes mesures de politique monétaire furent prises et la croissance de la dépense publique fut réduite de façon substantielle. De cette façon, l'augmentation des taux d'intérêt intérieurs qui se produisit en mai 1977, ajoutée à la réduction du taux de croissance des prix enregistrée au cours du deuxième semestre de cette année, porta les taux réels à des niveaux positifs pour la première fois depuis 1972. De même l'intervention plus active de « El Banco de Mexico » dans le marché des changes eurent pour effet de réduire les fluctuations des cours. Ces mesures évitèrent que les spéculateurs procèdent à des achats de dollars. Aussi les épargnes financières en monnaie nationale se sont-elles reconstituées graduellement. A son tour, le déficit budgétaire, en tout qu'élément du produit intérieur brut, se réduisit de 8,4 % à 6,1 % en 1977.

Ainsi s'écoula l'année 1977. L'économie évolua d'une situation initiale caractérisée par une chute notable de l'activité économique et par des taux d'inflation élevés, à une autre, à la fin de la période, dans laquelle l'inflation se réduisit sensiblement et où l'on percevait déjà une reprise au niveau de l'activité économique. Cependant, comme il a déjà été dit, le produit per capita fut réduit durant l'année et le chômage augmenta.

En dépit de ces aspects négatifs, les politiques adoptées durant 1977 portèrent leurs fruits, puisque en 1978 le produit intérieur brut s'est accru de 7 % à prix constants et que l'indice du coût de la vie augmenta seulement de 16,2 %. La demande ajoutée se maintint en augmentation durant toute l'année, ainsi que la captation de l'épargne publique (voir tableau 2), ce qui

MOUVEMENTS FINANCIERS 1975-1978 (en milliards de pesos)					
	Déc. 1976 Déc. 1975	Avr. 1977 Déc. 1976	Déc. 1977 Mai 1977	Déc. 1977 Déc. 1976	Déc. 1978 Déc. 1977
Changement dans la captation totale de la Banque privée et mixte	16,6	17,3	81,9	99,2	139,6
Monnaie nationale	- 7,7	12,7	60,7	73,4	123,2
Comptes chèques	8,6	- 2,4	32,5	30,1	35,9
Passif non monétaires à court terme 1/	- 13,8	19,1	- 13,6	5,5	6,7
Passifs non monétaires à long terme 2/	- 2,5	- 4,0	41,8	37,8	80,6
Monnaie étrangère	24,3	4,6	21,2	25,8	16,4
Source : Banco de México, S.A.					
1/ Comprend : les dépôts à terme retirables à dates préétablies, les comptes épargne, les bons financiers et les bons hypothécaires.					
2) Comprend : les billets à ordre, les certificats de dépôt et les dépôts à terme fixe.					

permet de financer une bonne partie de l'investissement. Ce qui précède fut dû à la stimulation de la demande associée à la reprise des investissements du secteur public. Du fait de la substantielle réduction du courant inflationniste, la réaction de l'économie à cette augmentation de la demande encouragea la production et non les prix. Pour les mêmes raisons on enregistra, au cours de l'année 1978, une forte augmentation du volume de l'investissement du secteur privé.

#### Perspectives à court terme

La vigoureuse croissance amorcée à partir du deuxième semestre 1978 s'est poursuivie en 1979.

Le trait le plus important de l'évolution de l'économie est donné par l'augmentation de l'investissement brut réel, dont la croissance semble devoir être, pour la première moitié de l'année, de 18,3 %. Cette donnée est très significative à deux points de vue. Premièrement parce que la reprise économique s'étant traduite par une vigoureuse reprise de l'investissement, on peut prévoir que le récent progrès des indices de production, loin de constituer un phénomène strictement transitoire, ouvre de plus grandes possibilités d'expansion à la production dans l'avenir. Deuxièmement parce que l'accroissement de l'investissement facilite le dépassement des problèmes qui surgissent dans tout processus d'expansion. Au cours des dernières mois on a constaté les symptômes d'une élasticité moindre de l'appareil productif par rapport à la demande. Cela est dû à ce que quelques branches industrielles travaillent à un niveau proche de la pleine utilisation de leur capacité installée, ainsi qu'à l'apparition de goulots d'étranglements dans des zones telles que les transports et la fourniture de cer-

taines matières premières.

Les effets de ces goulots d'étranglement sont appelés à s'atténuer partiellement à mesure que les investissements en voie de réalisation se traduiront par de résultats concrets. D'ores et déjà, en dépit du facteur de ralentissement constitué par la permanence de ces goulots d'étranglement, on a constaté pour 1979 un taux de croissance réelle supérieur à 7 % et l'on estime que ce taux pourrait être sensiblement plus élevé en 1980.

Une partie des pressions de la demande sur l'offre a été canalisée vers une plus grande masse d'achat de produits de l'extérieur. Actuellement, cela ne paraît pas être un problème car, pour une part, l'augmentation des exportations de pétrole permet de réaliser ces importations sans augmenter excessivement la charge financière de la dette extérieure ; de plus, lorsque les investissements actuels porteront leurs fruits, il sera possible de satisfaire à l'intérieur, une grande part de cette demande excédentaire.

En évaluant les réalisations du passé récent nous pouvons donc conclure que certains problèmes importants ont été surmontés et que d'autres ont surgi. On a rétabli la confiance — facteur qui a permis une augmentation importante de l'investissement —, on a atteint de nouveau des taux de croissance élevés dans la production et l'emploi, on a transformé en partie l'appareil productif en lui donnant une plus grande élasticité et une plus grande ouverture vers l'extérieur. Ces résultats ne constituent d'ailleurs que les prémisses sur lesquelles il convient de travailler pour déterminer un modèle de développement plus conforme aux objectifs nationaux et pour obtenir une meilleure distribution du revenu permettant un développement partagé par tous.

# Le pétrole au service du développement et de la justice sociale



Rapport de l'Ingénieur Jorge DIAZ SERRANO.

*Directeur de PEMEX  
(extraits du rapport du 18 mars 1980)*

Le Président Lopez Portillo a souligné dès le début que le pétrole doit jouer un rôle stratégique dans le développement économique et social du pays. Au Mexique le pétrole ne peut pas être considéré isolément, comme il s'agissait d'une ressource indépendante de la

conjoncture politique et des objectifs que le pays s'est fixés. Le pétrole, de par notre histoire et de par notre volonté, est au Mexique et pour le Mexique. C'est là le principe qui régit la politique pétrolière de la nation.

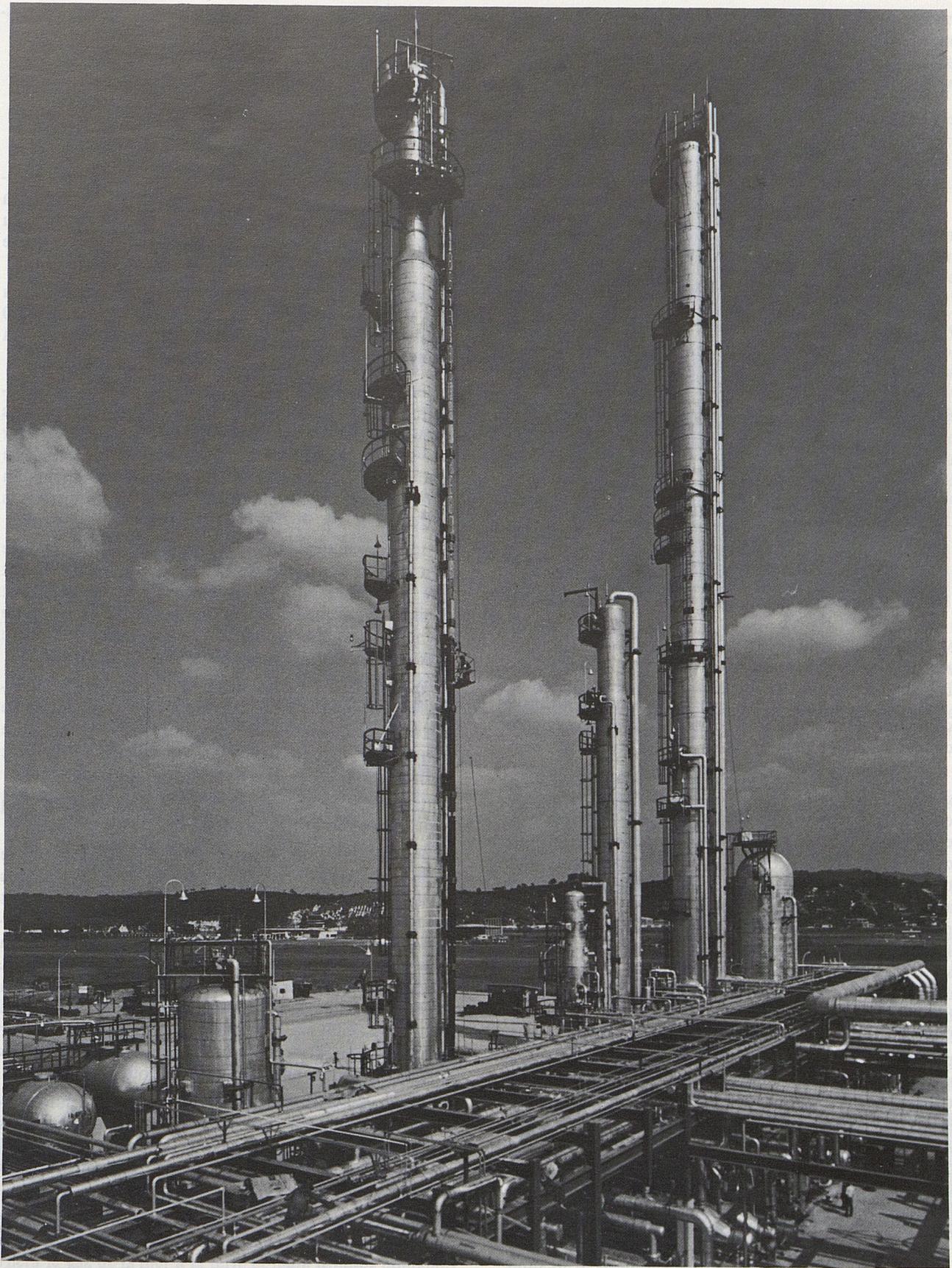
## 50 milliards de barils de réserves prouvées

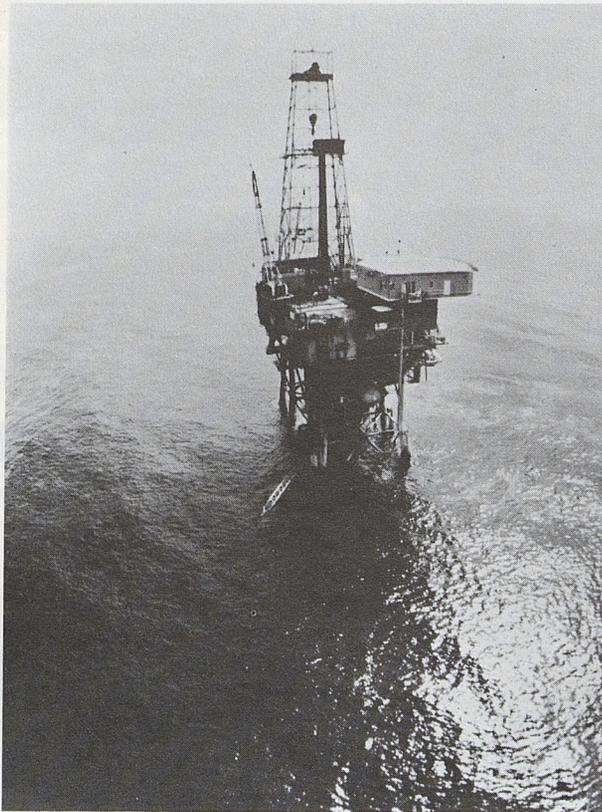
Au début du mandat du Président Lopez Portillo, il a été envisagé d'augmenter la production de pétrole brut, de produits condensés et de liquides dérivés du gaz afin de passer d'une moyenne de huit cent quatre vingt quatorze mille barils par jour en 1976 à deux millions deux cent quarante deux mille barils par jour en 1982.

Ces chiffres reposaient sur la connaissance de l'existence des premiers gisements du Chiapas et du Tabasco ainsi que de la présence de certains indices dans le Golfe de Campeche. Il était possible, grâce à un examen approfondi et en considérant la question sous une nouvelle

optique scientifique, technologique et commerciale, de connaître l'ampleur véritable de la région ainsi que les perspectives prometteuses qu'elle offrait et, par conséquent, de déterminer des objectifs de production.

C'est en partant de ces bases que l'on a élaboré un programme pour six ans, qui a été présenté au mois de décembre 1976. Dans le cadre de ce dernier il a été décidé que l'exportation d'excédents de pétrole brut et des dérivés du raffinage, de cent mille barils par jour en 1976, augmenterait progressivement pour atteindre une moyenne de un million cent cinq mille barils en 1982.





*Plate-forme de forage dans le Golfe du Mexique*

En outre, il était prévu que la capacité de raffinage doublerait et que les installations de l'industrie pétrochimique de base seraient multipliées par trois.

Le total des réserves prouvées d'hydrocarbures atteignait le 30 novembre 1976, comme cela a été indiqué en d'autres occasions, le chiffre de six milliards trois cent trente huit millions de barils. Au début du mandat du Président Lopez Portillo les critères de base permettant de déterminer les réserves ont été révisés et l'on est arrivé à la conclusion qu'au 31 décembre 1976 les réserves prouvées atteignaient en fait onze milliards cent soixante millions de barils. Les travaux de prospection se sont accélérés dans le même temps et l'on a procédé également à une étude approfondie du potentiel en hydrocarbures du territoire national. En conséquence, les réserves prouvées ont augmenté au cours des trois premières années du mandat de notre Président de telle sorte qu'elles étaient de quarante cinq milliards huit cent trois millions de barils le 31 décembre 1979. La prospection et l'évaluation du sous-sol pétrolier ont été poursuivies et je peux indiquer que les réserves prouvées d'hydrocarbures atteignent aujourd'hui cinquante milliards deux millions de barils, ce qui représente une augmentation de 69 % par rapport au point de départ que j'ai pris précédemment.

Étant donné ce nouveau chiffre, qui place le Mexique

au sixième rang dans le monde, le rapport réserves-production est de 64 ans.

### **Les gisements pétroliers les plus productifs**

Les principales régions qui ont contribué au changement de perspectives en matière pétrolière sont la Sonda de Campeche, la zone mésozoïque du Chiapas et du Tabasco, le bassin de Sabinas au Coahuila et la faille de Chicontepec dans l'état de Veracruz.

Le plateau continental qui entoure la péninsule du Yucatan est très vaste, puisqu'il couvre plus de 170 000 kilomètres carrés, et il s'étend surtout au Nord et à l'Ouest de la péninsule.

Bien que la plus grande partie de ce plateau continental ait été prospecté « off shore » par des méthodes sismiques, des travaux plus précis ont été effectués sur une superficie de huit mille kilomètres carrés au Sud du Golfe du Mexique, au large de l'état de Campeche, où l'on a découvert un important complexe de gisements pétroliers.

La zone contenant des gisements exploitables couvre sept cent kilomètres carrés et, si l'on ajoute à cela le fait que les roches saturées de pétrole sont extrêmement épaisses et très poreuses, on constate que le Golfe de Campeche est devenu maintenant la région pétrolière la plus importante du monde.

A ce jour le principal gisement de la Sonda de Campeche et celui d'Akal qui, avec une production de quarante deux mille barils par jour et par puits, est le premier au monde en ce qui concerne le rendement moyen par puits.

Le Golfe de Campeche produit déjà plus de cinq cent mille barils de brut par jour.

Par ailleurs, l'importante zone mésozoïque qui se trouve au Sud-est du pays, dans les états du Chiapas et du Tabasco, couvre sept mille kilomètres carrés et a tendance à s'étendre. On y a découvert jusqu'à maintenant 25 gisements dans lesquels la moyenne de la production par puits est de six mille barils par jour. A l'heure actuelle la production de la zone dépasse un million de barils de pétrole brut par jour et un milliard huit cents millions de pieds cubes de gaz naturel par jour d'où l'on tire cent vingt mille barils de produits liquides et mille tonnes de soufre par jour.

Le champ pétrolier le plus important est celui d'Antonio J. Bermudez, complexe qui regroupe plusieurs gisements et dont les roches ont une porosité telle qu'il est possible d'obtenir une grande productivité dans chacun des puits.

Ce gisement produit six cent mille barils par jour de brut, ce qui en fait le plus productif de tout le Mexique aujourd'hui.

## Les gisements de Sabinas et de Chicontepec

On a découvert dans la région de Sabinas six gisements de gaz dont la production par puits est en moyenne de dix millions de pieds cubes par jour, ce qui représente un chiffre élevé par rapport à ce que l'on obtient dans les autres puits de gaz du pays.

La faille de Chicontepec se trouve, elle, au Nord de l'État de Veracruz. D'une superficie de 3 300 kilomètres carrés, elle est constituée par l'accumulation de sédiments tertiaires atteignant une épaisseur de près de 2 500 mètres.

Les roches contenant le pétrole n'ont qu'une faible production, mais elles ne sont situées en moyenne qu'à 1 200 mètres de profondeur. Ces caractéristiques géologiques permettent de penser qu'il faudra, pour mener à bien l'exploitation, forer seize mille puits parfaitement rentables de 50 à 100 barils par jour. Comme point de comparaison on peut signaler, par exemple, que la production par puits aux États-Unis est en moyenne de 16 barils par jour.

### Chaque jour, 2 millions de barils de pétrole et 3 milliards de pieds cubes de gaz

En novembre 1979 nous avons indiqué que la production avait atteint un million huit cent vingt mille barils par jour, c'est-à-dire deux fois plus qu'en novembre 1976. La production pétrolière a, par conséquent, doublé en trois ans au Mexique.

Je suis heureux de pouvoir dire qu'aujourd'hui, 18 mars 1980, la production de Petroleos Mexicanos a été de deux millions soixante dix mille barils.

Le Président en exercice a mis tout particulièrement l'accent, depuis le début de son mandat, sur la conservation et la mise en valeur du gaz naturel.

Au cours des trois années écoulées des efforts intenses ont été faits pour le développement de la capacité de manipulation, de traitement et d'utilisation de ce produit dont le Mexique dispose en quantités qui s'accroissent de jour en jour.

Les résultats sont bons comme le prouve le fait que le gaz brûlé est passé, par rapport à la production totale, de 21 % en novembre 1976 à 6 % en 1979, alors que la production de gaz augmentait, dans le même intervalle, de 56 %.

A l'heure actuelle la production journalière est de trois milliards cinq cents millions de pieds cubes, dont 7 % sont brûlés dans l'atmosphère, la plus grande partie étant brûlée en mer dans le Golfe de Campeche. On a entamé la construction du premier gasoduc qui acheminera le gaz de la mer à la terre et nous pensons que, dans

un délai inférieur à une année, nous serons en mesure de le traiter et de l'injecter dans les réseaux de gaz naturel du Mexique. Nous arriverons ainsi à utiliser 97 % de cet hydrocarbure d'une grande importance.

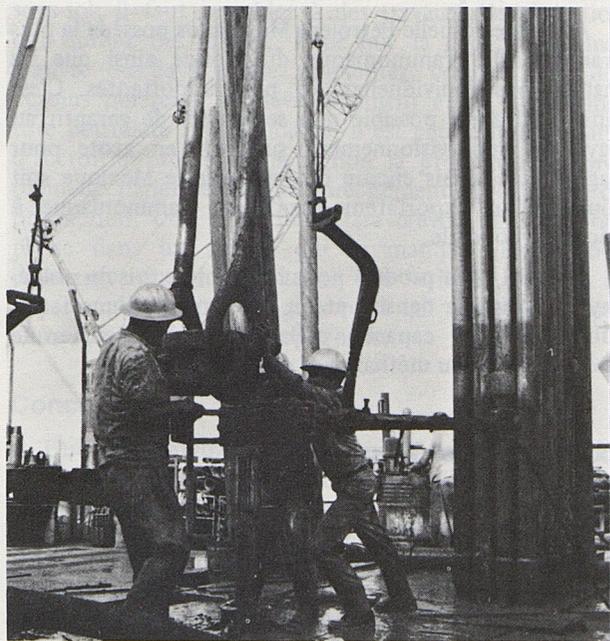
Les réseaux distribution du gaz sur le plan national se sont constamment développés et l'utilisation de ce produit a augmenté si rapidement que nous pouvons dire que le gaz naturel représente l'énergie la plus employée au Mexique.

Il est, par conséquent, essentiel de donner au gaz naturel la place qui lui revient dans le développement énergétique de tous les pays, grands ou petits, riches ou pauvres.

C'est dans ce but que Petroleos Mexicanos a terminé, au cours de la période qui nous occupe, la constitution du Système National du Gaz en reliant, par l'intermédiaire du tronçon de gasoduc Cactus-Monterrey, l'important réseau de gasoducs qui alimente le Nord de la République à celui qui dessert en gaz naturel le Sud et le Haut Plateau. L'infrastructure est donc en place pour alimenter l'appareil productif national en gaz, énergie dont l'exploitation et l'utilisation seront l'une des clés du développement du Mexique.

### Un million de barils de pétrole raffiné par jour

Le traitement du brut et des produits liquides a été, en décembre 1979, de un million cent mille barils par jour, c'est-à-dire, 42 % supérieur à celui du mois de décembre 1976. Il faut signaler, en outre, que la production nationale a dépassé, pour la première fois, en 1979,



*Ouvriers procédant à un forage terrestre*

le chiffre d'un million de barils de pétrole raffiné par jour.

La capacité de raffinage du brut a augmenté de 31 % au cours des trois années considérées et celle des produits liquides dérivés du gaz a augmenté de 78 %. Le Mexique se situe ainsi parmi les douze puissances ayant les plus grandes capacités de raffinage au monde. Cela a pu se produire grâce à la mise en marche des premières usines des nouvelles raffineries de Cadereyta et de Salina Cruz qui traitent, l'une comme l'autre, en continu autant de pétrole que la grande raffinerie d'Azcapotzalco.

### **La plus grande usine d'ammoniaque du monde**

Le programme de développement de la pétrochimie de base est destiné à satisfaire les besoins nationaux et, en second lieu, à occuper une part des marchés mondiaux.

En 1979 l'élaboration de produits pétrochimiques de base a représenté six millions trois cent mille tonnes, soit 60 % de plus que ce qu'elle était en 1976. Malgré cette augmentation remarquable, l'offre de divers produits importants est restée inférieure à la demande du marché national, bien que de nouvelles installations aient été terminées dans les meilleurs délais.

Les besoins nationaux sont si élevés que l'écart entre la production et la demande est considérable et que nous devons faire des efforts pour le réduire. C'est dans ce but qu'au cours de ces trois années on a mis en service 18 nouvelles usines pétrochimiques et 14 unités auxiliaires de traitement. On peut dire qu'en moyenne une nouvelle usine a été mise en marche au cours de chacun des mois de la période de trois ans considérée.

A l'heure actuelle Petroleos Mexicanos possède la plus grande usine d'ammoniaque du monde ainsi que les installations individuelles les plus importantes. C'est ainsi qu'il a été possible non seulement de garantir au pays un approvisionnement suffisant en azote pour l'agriculture, mais encore de faire que le Mexique soit toujours un exportateur important d'ammoniaque à l'échelle mondiale.

De plus, on a produit pour la première fois du polyéthylène à haute densité et on a augmenté d'une façon substantielle la capacité d'élaboration du soufre, de l'acrylonitrile, du méthanol et de l'éthylène.

### **Exportations et Transports**

En ce qui concerne notre commerce extérieur, les ventes de pétrole ont été l'élément prépondérant dans la structure des exportations des produits pétroliers. Les chiffres sont passés de trente quatre millions et demi de barils en 1976 à cent quatre vingt quatorze millions neuf de barils en 1979, ce qui représente une

augmentation en volume de 464 %. Il faut signaler qu'au mois de novembre 1979 on a commencé à exporter le pétrole marin, connu dans le commerce mondial sous le nom de « Pétrole maya », à un prix légèrement inférieur à celui du pétrole léger étant donné la différence de qualité existante.

Nous insistons sur le fait que les politiques en matière d'exportation d'excédents de pétrole se sont orientées vers la diversification des marchés, hors de toute spéculation, dans le respect des quantités et des prix fixés au terme des contrats et en traitant directement avec les compagnies de raffinage de grande renommée. Les prix ont toujours été supérieurs à ceux de l'OPEP.

A l'heure actuelle nous avons pour clients le Brésil, le Costa Rica, l'Espagne, les États-Unis, la France, Israël, le Japon, le Nicaragua et la Yougoslavie.

En plus du pétrole brut nous exportons du gaz liquéfié et du fuel-oil que nous avons commencé à vendre à l'étranger en novembre 1979.

Par ailleurs, nous avons pris les premières mesures pour pouvoir tirer profit de la valeur ajoutée à notre pétrole sur le marché européen, en prenant une participation dans la raffinerie Petronor située en Espagne.

Comme nous l'avons fait savoir en temps utile, nous avons signé avec des compagnies des États-Unis un contrat relatif à la fourniture de gaz naturel, énergie pour laquelle nous avons obtenu un prix raisonnable, et nous avons établi un système de révisions trimestrielles basées sur le pourcentage de variation des prix du pétrole brut sur le marché mondial. Les premières livraisons ont commencé en janvier dernier et représentent, au prix actuel, des revenus annuels de 9 milliards de pesos.

Le solde de la balance commerciale pour les produits du pétrole s'est considérablement amélioré au cours de ces trois années puisqu'il a atteint pendant cette période cent trente cinq milliards de pesos courants.

En 1979 la balance a été positive pour une valeur de 79 milliards de pesos, c'est-à-dire, dix fois supérieure à ce qu'elle avait été en 1976.

Le rythme de la construction et de la mise en marche de nouvelles installations a multiplié nos possibilités d'achat d'équipements et de matériels. Au cours de ces trois années 120 milliards de pesos ont été utilisés pour cela et, en 1979, les achats ont représenté environ quarante cinq milliards de pesos, dont 53 % ont correspondu à des importations.

A l'heure actuelle Petroleos Mexicanos fait 93 % de ses travaux d'ingénierie avec les ressources du pays. La technologie est nationale à 75 % et la construction est réalisée avec une main d'œuvre et des équipements mexicains.

Étant donné l'augmentation des installations industrielles il a fallu accroître le nombre de la main d'œuvre utilisée dans le domaine de l'ingénierie et c'est ainsi

que l'on est passé de deux millions six d'heures-homme en 1976 à trois millions huit en 1979.

Il a été possible de faire les investissements nécessaires à la réalisation de ces travaux grâce au perfectionnement des systèmes appliqués à la construction. Les modifications apportées, qui étaient considérées comme étant indispensables depuis un certain temps, ont permis de terminer et de mettre en service 516 installations importantes, dont 117 pour la production du pétrole et du gaz, 67 pour l'industrie, 169 pour le transport, le stockage et la distribution et 163 pour des activités complémentaires et sociales.

En ce qui concerne les biens d'équipement nous pouvons dire qu'au cours de ces trois années nous avons installé en moyenne un compresseur de grande capacité tous les huit jours et demi, nous avons posé cinq kilomètres et demi de gasoducs et d'oléoducs ayant jusqu'à 48 pouces de diamètre par jour, nous avons acheté et mis en service une usine industrielle tous les 13 jours, nous avons installé une citerne tous les 3 jours, ce qui équivaut à une augmentation journalière de la capacité de stockage de vingt mille cinq cents barils, nous avons construit une maison pour les employés tous les quatre jours et un logement pour les ouvriers toutes les douze heures.

Dans le domaine des constructions une rubrique importante est celle des canalisations et des installations portuaires. Celles-ci contribuent, dans la conjoncture actuelle, à sortir du goulot d'étranglement, qui avait ralenti jusqu'à maintenant le développement de l'industrie et la distribution de ses produits, et elles ouvrent, en outre, de nouvelles possibilités pour de vastes régions mexicaines qui peuvent ainsi s'engager sur la voie du progrès.

Le secteur pétrolier, conscient des problèmes que posent les moyens de transport et désireux d'éviter que l'ampleur de ses besoins ne porte préjudice à d'autres domaines de l'économie, a élaboré toute une stratégie connue sous le nom de « Bateaux, Canalisations et Ports », qui concentre sur la mer les courants de transport de plus grande envergure.

On fait à l'heure actuelle des travaux considérables dans ce but à Dos Bocas (Tabasco), Cayo de Arcas (Sonda de Campeche), Ostion (Veracruz), Altamira (Tamaulipas) et Lazaro Cardenas-Las Truchas (Michoacan).

Au cours de ces trois dernières années les activités déployées par Petroleos Mexicanos ont eu une profonde répercussion sur l'économie du pays d'un point de vue aussi bien sectoriel que géographique étant donné l'implantation de cet organisme.

Petroleos Mexicanos contribue à l'intégration du secteur industriel grâce à l'approvisionnement adéquat et bon marché qu'elle dispense aux domaines de l'électricité, des transports et des industries de transformation en matière de produits pétroliers.

On pourrait faire de multiples comparaisons entre les prix internes des produits de Petroleos Mexicanos et ceux qu'appliquent les autres pays à des produits analogues. Citons, à titre d'exemple, que le litre d'essence vaut 25 pesos au Brésil, 17 en Espagne et en Grande-Bretagne, 16 au Japon, et 6,49 aux États-Unis, alors qu'au Mexique nous la payons 2,80 pesos à la pompe à essence.

### **Notre objectif : l'augmentation continue de la capacité de production**

Pendant la période 77-79 les revenus propres de Pemex ont atteint trois cent soixante seize milliards de pesos, c'est-à-dire, qu'ils ont dépassé de soixante sept milliards les prévisions. Ce résultat a été obtenu essentiellement grâce à l'augmentation du volume des ventes sur le marché national et à l'accroissement des exportations de pétrole en volume et en valeur.

Le montant des versements effectués par cet organisme au fisc est passé de huit millions de pesos en 1976 à quarante sept milliards en 1979 et il sera encore plus élevé en 1980.

Les revenus propres ont été de cent quatre vingt quatre milliards de pesos en 1979, c'est-à-dire, 275 % supérieurs à ce qu'ils étaient en 1976.

Au cours des trois années écoulées les investissements ont atteint cent quatre vingt deux milliards de pesos, dont 34 % en moyenne ont représenté un financement extérieur.

En résumé le pétrole que contient notre sous-sol constitue un bien de grande valeur qui appartient à notre patrimoine national et auquel nous ne saurions renoncer. Mais, une fois qu'on l'a découvert dans le sous-sol, il faut procéder à des travaux d'exploitation qui durent des années. Pour que la capacité de manœuvre du pays puisse augmenter, compte tenu des besoins inhérents au développement et de la conjoncture pétrolière internationale, il est peut-être nécessaire d'accroître progressivement non la production à proprement parler mais plus précisément la capacité de production. Ceci nous permettra d'avoir plus de souplesse dans un monde qui en manque chaque jour davantage, qui traverse toute une série de troubles et qui comprend de nombreux pays qui voient anéanties leurs possibilités de développement.

### **Conclusion**

Que nous soyons ouvriers, employés ou techniciens de Petroleos Mexicanos, nous sommes prêts à faire notre devoir et à atteindre les objectifs qui nous seront fixés pour le bien de la majorité. Nous souscrivons totalement à la thèse selon laquelle le Mexique ne doit pas être un pays pétrolier mais une nation disposant de plus en plus de ressources pétrolières qui contribuent au soutien du développement économique dans le respect de la liberté et de la justice sociale.

# Les échanges commerciaux entre le Mexique et la France

par l'Ingénieur José PÉREZ MORENO  
Conseiller Commercial du Mexique  
et représentant de l'IMCE en France.

Le niveau atteint par le commerce entre le Mexique et la France est encore fort éloigné de celui qui correspond potentiellement aux intérêts des deux pays. Le fait est particulièrement surprenant, compte-tenu du caractère largement complémentaire des deux nations au point de vue de leurs ressources et de leurs besoins.

Le Mexique dispose de multiples ressources en matières premières et en denrées agricoles comestibles, notamment en produits hors saison. Il ne faut pas sous-estimer non plus les possibilités du Mexique et fournir au marché français des produits chimiques, des composants mécaniques et pièces de rechange et même des articles plus élaborés exigeant une importante participation de main d'œuvre.

De son côté, la France peut offrir des produits dont la fabrication n'est pas encore rentable au Mexique et mettre à la disposition de notre pays des technologies et des « know-how » facilement adaptables aux besoins mexicains.

Pour comprendre à quel point les échanges commerciaux sont restreints, il suffit de rappeler qu'en 1979, ils ont représenté 2,2 % du commerce extérieur mexicain et seulement 0,3 % du commerce extérieur français. Et ceci bien qu'au cours de l'année précédente, les exportations françaises vers le Mexique aient augmenté de 49,6 % et les ventes mexicaines à la France de 16,4 %. La France a réussi à devenir le quatrième fournisseur du Mexique, mais elle n'est encore que son onzième client. Par contre, si l'on envisage les échanges au point de vue de la France, on constate que le Mexique n'occupe dans le commerce extérieur français que la quarantième place en tant que client et le soixantième en tant que fournisseur.

La balance commerciale entre les deux pays a été traditionnellement négative pour le Mexique, et le déficit tend à s'accroître. De fait, il a pratiquement

triplé au cours des trois dernières années.

Comme on le voit, les exportations mexicaines en prix courants, ont augmenté si lentement que l'on peut les considérer comme pratiquement immobiles. Par contre l'accroissement des exportations françaises à destination du Mexique, est très marqué. Cette progression s'explique fondamentalement par l'acquisition de biens de capitaux dont le Mexique a besoin pour être en mesure de poursuivre son développement économique.

S'il est exact que les exportations mexicaines n'ont pas évolué quantitativement, on constate en revanche, que leur composition, leur structure s'est modifiée dans un sens favorable au Mexique. Tandis qu'en 1975, 15 % seulement des produits mexicains vendus en France étaient des produits élaborés comportant une valeur ajoutée plus ou moins élevée, on constate actuellement que la proportion des produits élaborés dans le total des ventes atteint 40 %. Cette modification structurelle s'explique en grande partie par les ventes de composants et pièces d'automobiles, des superphosphates, des asperges en conserve, de l'éthylène, des composés hétérocycliques et des bottes dans le style cow-boy. Par contre, en ce qui concerne la structure de nos exportations, il faut reconnaître que trois produits seulement, le café en grain, l'argent et le coton représentent encore 47 % de nos ventes.

Actuellement les perspectives offertes aux produits français, par le marché mexicain et aux produits mexicains par le marché français, sont extrêmement encourageantes. Il y a tout lieu d'espérer que les échanges entre les deux pays connaîtront, dans le proche avenir, un accroissement substantiel et que compte-tenu de l'intérêt des exportateurs mexicains, la balance commerciale cessera d'être aussi défavorable pour le Mexique.

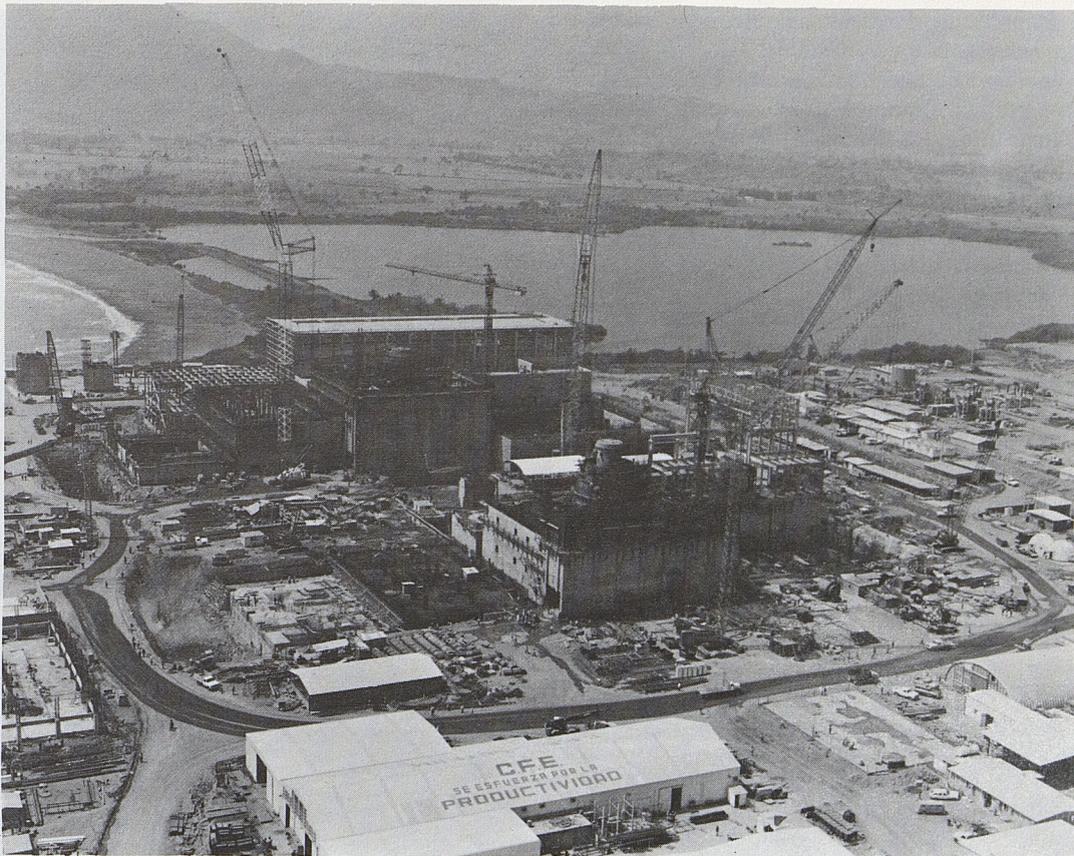
BALANCE COMMERCIALE FRANCO-MEXICAINE  
(millions de francs français)

	1979	1978	1977	Variations (%)	
				1979/1978	1979/1977
Exportations (1)	2,107	1,408	1,023	49,6	106,0
Importations (2)	491	422	459	16,4	7,0
Solde (3)	- 1,616	- 986	- 564	63,9	186,5
Couverture (3)	23,3 %	30,0%	44,9 %	- 22,3 %	- 48,1 %

(1) Valeur des produits français exportés vers le Mexique.  
(2) Valeur des produits en provenance du Mexique.

(3) Solde et couverture pour le Mexique.

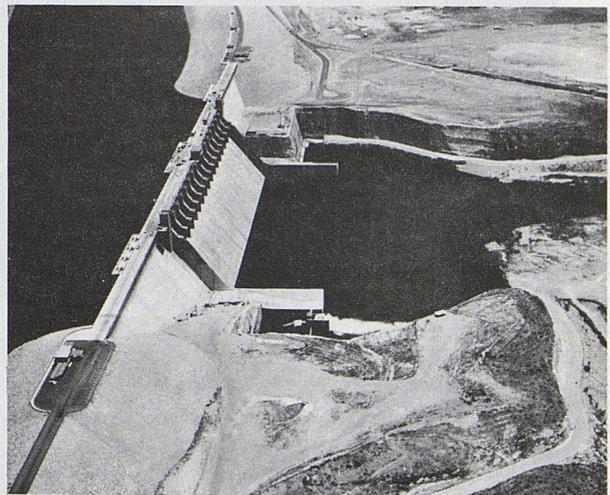
Sources : Ministère français de l'Économie. Douanes françaises.



*Usine nucléaire de Laguna Verde  
(État de Veracruz)*

## PRODUCTION ÉLECTRIQUE

DOUBLÉE  
TOUS LES  
SIX ANS



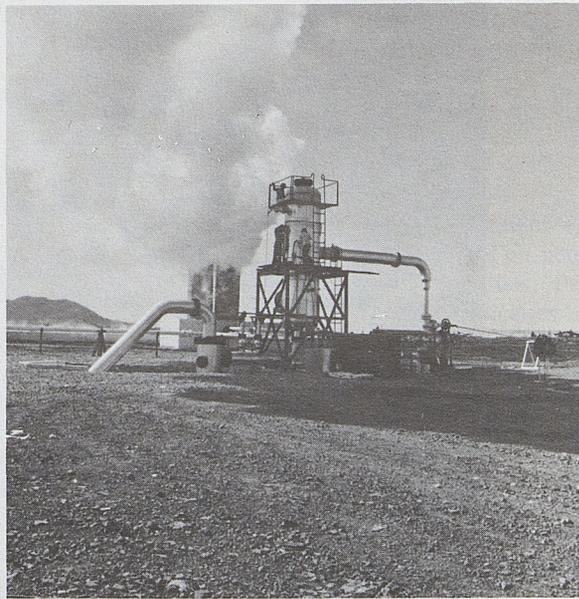
*Barrage de l'Amitié  
(État de Coahuila)*

## Les échanges commerciaux entre

Dans la République Mexicaine il incombe exclusivement à la Nation de *créer*, produire, transformer et distribuer l'énergie électrique, l'organisme public chargé de cette tâche étant la Commission Fédérale de l'Électricité. Cette Institution est semblable à l'Électricité de France, puisqu'elle conjugue les tâches de planifier, construire et gérer les installations nécessaires.

La Commission Fédérale d'Électricité a connu, au cours des quatre dernières décennies une croissance importante, avec un taux supérieur au 10 % annuel accumulé, c'est-à-dire, que l'on a tenu à doubler la capacité installée tous les 6 ou 7 ans. A la fin de 1979 on comptait approximativement 14 millions de KW et, au cours de cette même année, il y eut une production d'environ 60 mille GWH.

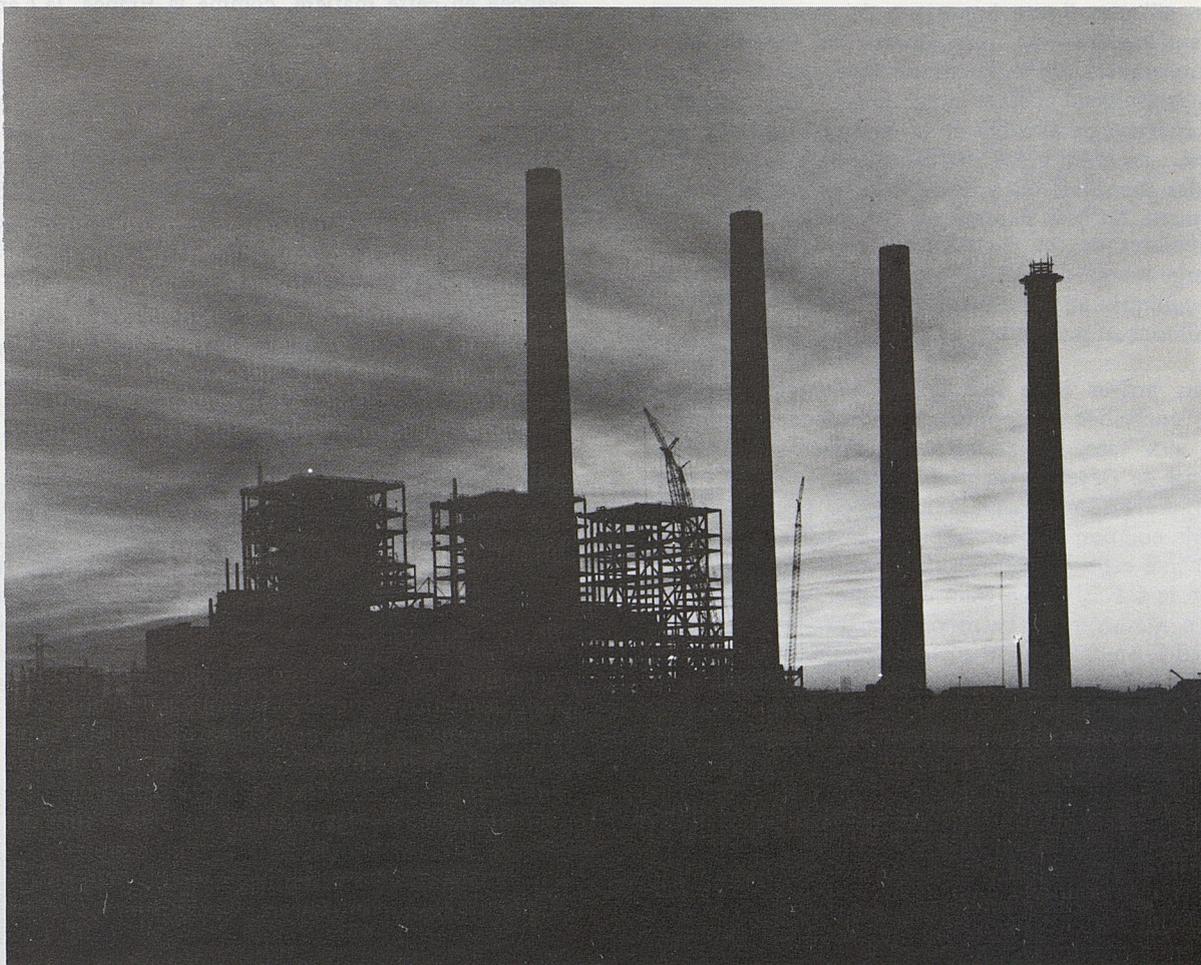
Trois ans plus tôt, en décembre 1976, on ne comptait que 10,6 millions de KW installés, ce qui montre que dans les trois ans de l'Administration du Président José Lopez Portillo, un peu plus de 3 millions 300 mille KW ont été mis en service, ce qui correspond à une



*Usine géothermique de Cerro Prieto  
(Basse Californie)*



*Le barrage de Chicoasén sur le Rio Grijalva  
(État de Chiapas)*



augmentation de 32 % ; et, à ce jour, 9 millions 300 mille KW additionnels, nécessaires pour satisfaire les futurs besoins de l'énergie électrique dans le pays sont en construction.

Le Mexique a un Plan National de Développement Industriel qui, conçu comme un instrument de programmation, propose la meilleure utilisation des ressources dérivées de l'exportation du pétrole pour stimuler et ordonner l'activité industrielle. Le dit plan prévoit un accroissement de l'industrie électrique dépassant les 12 % par an. Pour répondre à cette demande, il faudra que, en 1982, existe une capacité génératrice d'environ 20 millions de KW, ce qui signifie que, de 1976 à 1982, en six ans seulement, on aura doublé pratiquement la capacité électrique installée.

Compte-tenu des ressources en pétrole et gaz naturel dont dispose le Mexique, il semblait intéressant, pour le secteur électrique d'accroître l'utilisation de ces sources énergétiques. Mais, en fait, au niveau national, on tend à réserver pour d'autres usages prioritaires, les hydrocarbures et leurs dérivés. Ce qui a montré la nécessité de construire, en vue de produire de l'électricité, des usines utilisant d'autres ressources énergétiques,

*Usine thermo-électrique de Rio Escondido  
dans le nord du Mexique  
(État de Coahuila)*

comme l'eau, le charbon, l'uranium et la vapeur géothermique. Dans ce but, on construit actuellement 5 millions de KW avec des énergétiques autres que les hydrocarbures, distribués de la façon suivante : 2 millions 470 mille KW en usines hydroélectriques ; 1 million 200 mille dans l'usine thermo-électrique de Rio Escondido, État de Coahuila ; 1 million 300 mille KW dans l'usine nucléo-électrique de Laguna Verde, État de Veracruz, et 30 mille KW dans une unité de la géothermo-électrique de Cerro Prieto, Basse Californie.

Dans ce cadre, on trouve en cours de construction l'usine hydroélectrique de Chicoasen, dans la conque du Rio Grijalva, État de Chiapas, qui devra être terminée dans le cours de 1980 et aura une capacité installée, dans sa première étape, d'un million 500 mille KW. Il faut faire remarquer que son mur de soutènement en aggloméré d'une hauteur de 245 mètres, est la plus haute du monde dans ce genre et la quatrième entre toutes celles actuellement construites.

Par ailleurs, il est important de mentionner que, indépendamment du programme de diversification d'hydrocarbures, le Secteur Électrique s'est transformé en un instrument efficace pour mener à bien une politique énergétique flexible de la part du Gouvernement Fédéral ; en effet, grâce aux changements apportés aux centrales thermo-électriques celles-ci consomment indistinctement du gaz naturel ou du fuel-oil suivant les disponibilités de ces énergétiques, de qui permet une très large marge d'utilisation qui va de 200 millions de pieds cubiques au minimum de gaz naturel à 1 milliard 100 millions au maximum.

Pour arriver à ce que l'offre d'énergie électrique puisse continuer à répondre à la demande, conformément aux taux de croissance indiqués par le Plan National de Développement Industriel, le Secteur Électrique prévoit que pour la fin de ce siècle il faudra pouvoir compter sur une capacité installée 8 fois plus élevée que celle qui existe actuellement. Pour atteindre ce but, la C.F.E. est en train d'élaborer, en coopération avec le Ministère du Patrimoine et du Développement Industriel, un programme nucléaire mexicain pour lequel la collaboration d'autres pays possédant une technologie

avancée en cette matière, comme la France, le Canada et la Suède, a été demandée.

En ce moment, les autorités mexicaines négocient avec Sofratome pour connaître les possibilités de réalisation du programme nucléaire mexicain en utilisant une technologie française et des réacteurs PWR. Il y a également des négociations entre la Commission Fédérale d'Électricité et Électricité de France pour l'échange de technologie dans le fonctionnement des systèmes électriques du Mexique et de la France.

Le système électrique mexicain est d'ores et déjà pleinement unifié et il couvre tout le pays. Pour la fin de 1979 on prévoyait à peine plus de 9 millions d'utilisateurs et l'on s'attend à ce que, à la fin de l'Administration du Président Lopez Portillo, en 1982, on atteigne un total de 10,5 millions d'utilisateurs.

Par ailleurs, pour ce qui a trait à l'Électrification Rurale, au cours de la période de 1980 à 1982, on prévoit que la CFE sera en mesure de fournir l'électricité à un peu plus de 6 mille localités totalisant 3 millions d'habitants, et de donner du courant à environ 5 mille 100 puits permettant d'assurer l'irrigation de zones agricoles d'une superficie totale de 178 mille hectares.



*Le barrage "Presidente Adolfo Ruiz Cortines"  
sur le rio Mayo  
(État de Sonora)*

DOCUMENTS

# III<sup>e</sup> RAPPORT ANNUEL

de M. José LOPEZ PORTILLO  
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS

1<sup>er</sup> Septembre 1979



*"Le droit du Mexique à la mobilité sociale et au bonheur".*



## Démocratie politique et développement socio-économique grâce à l'essor pétrolier :

Deux thèmes majeurs du message du congrès du Président du Mexique.

*« Le pétrole constitue notre virtualité d'autodétermination ; il nous rend moins dépendants du financement extérieur et nous offre, pour la première fois dans notre histoire, la possibilité de mettre en œuvre un plan de transformation de notre pays à la hauteur de notre plus ambitieuse philosophie politique ».*

Ces paroles ouvrent le chapitre économique du Message au Congrès de l'Union prononcé le 1<sup>er</sup> septembre par le Président du Mexique, M<sup>r</sup> José Lopez Portillo, devant la nouvelle Chambre des Députés issue des élections du 1<sup>er</sup> juillet dernier. La cérémonie traditionnelle s'est déroulée pour la première fois au Palais des Beaux Arts en raison de l'accroissement du nombre des députés, porté de 300 à 400 par la Réforme politique de 1977.

A cet égard, le Président Lopez Portillo souligne le caractère « irréversible » de la Réforme Politique qui a permis à trois nouveaux partis de participer à la vie politique et d'être représentés au Congrès. « Nous acceptons – dit le Président – toutes les conséquences de la Démocratie ». Rappelant que 1,539 Mexicains qui avaient commis, pour des motifs politiques, des délits

de droit commun – meurtres, enlèvements, attaques, coups et blessures, vols – ont bénéficié de la récente Amnistie Politique, le Chef de l'État mexicain annonce, par ailleurs, son intention de poursuivre l'action entreprise contre la corruption et de soumettre au Parlement un projet de loi sur la responsabilité des fonctionnaires.

### Les semailles du pétrole

M<sup>r</sup> Lopez Portillo affirme que l'importance des ressources pétrolières mexicaines – 45 milliards de barrils de réserves prouvées assurant les 60 années à venir et une production d'un million six cents mille barrils quotidiens, dont un demi million d'ores est déjà destiné à l'exportation – permettra de financer les importations de biens d'équipement nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de modernisation du pays. Ce vaste projet envisage tous les aspects de la vie nationale : essor de l'industrie dans le cadre du Plan de Développement Industriel en cours d'exécution, modernisation des transports, soutien à l'agriculture considérée comme objectif prioritaire, appui à la petite et moyenne entreprise, décentralisation administrative,

démographique et économique dans le cadre du Plan d'Aménagement du territoire récemment adopté, développement de l'éducation, promotion ouvrière par la formation technique, politique du logement et élargissement de la sécurité sociale.

M<sup>r</sup> Lopez Portillo salue l'effort des travailleurs et techniciens qui s'attachent à colmater la brèche du puit IXTOC -I. Déplorant les dégâts écologiques provoqués par la marée pétrolière, le Président du Mexique dénonce les campagnes de presse, de caractère alarmiste, qui se développent, à cet égard, au Mexique et à l'étranger, parfois pour des motifs intéressés ; et il signale qu'il existe actuellement dans le monde 13 puits pétroliers, 10 terrestres et 3 maritimes, qui ont également échappé au contrôle des compagnies exploitantes sans éveiller par autant l'intérêt de la presse mondiale. Huit de ces puits se trouvent aux États-Unis, deux en Iran, un en Chine, un au Canada et un à Singapour.

#### **La responsabilité des pays producteurs de pétrole**

Proclamant la volonté du Mexique de se solidariser avec les autres pays producteurs et de poursuivre une politique de maintien des prix, le Président Lopez Portillo remarque que la possession d'amples ressources énergétiques ne constitue pas seulement, pour les pays producteurs un avantage, mais aussi une responsabilité « vis-à-vis d'une humanité affectée par une crise énergétique sans précédent ».

#### **Appui au nouveau régime du Nicaragua**

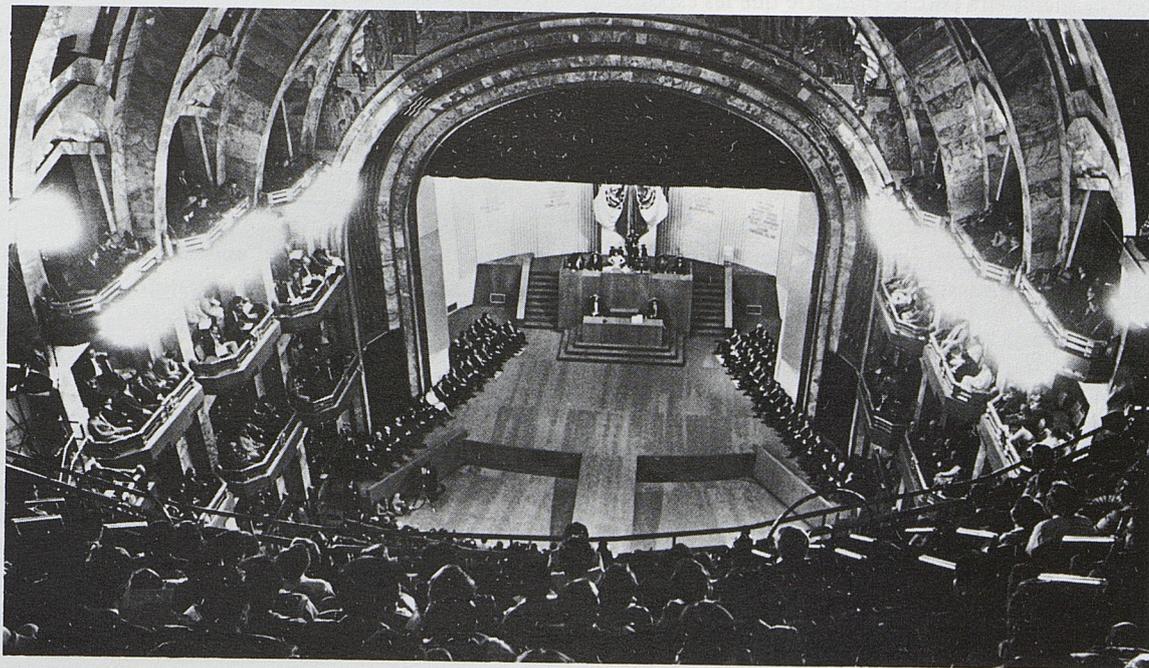
Réaffirmant les principes traditionnels de la politique

extérieure mexicaine : respect du droit d'asile, solidarité avec « les peuples d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie qui luttent pour conquérir leur juste place dans le monde », volonté de paix, désir de développer les relations avec tous les pays, le Président du Mexique rappela les nombreuses visites qu'il effectua au cours de l'année écoulée, dans les pays étrangers, notamment en Chine, au Japon. Le Président évoqua également les visites officielles au Mexique de nombreux Chefs d'États et de Gouvernements étrangers, en particulier le Président Giscard d'Estaing et le Roi d'Espagne, et il salua la naissance du nouveau parlement européen.

Soucieux de poursuivre le traditionnel effort du Mexique en faveur du désarmement, M<sup>r</sup> Lopez Portillo souligna que la signature par la France du Protocole N<sup>o</sup> du Traité de Tlatelolco et la ratification par l'URSS du Protocole N<sup>o</sup> II, ont permis de compléter le système de neutralisation atomique de l'Amérique Latine.

Le Président du Mexique réaffirma également son soutien à « la junte populaire de gouvernement du peuple frère du Nicaragua ». « Dans la mesure de nos possibilités, nous serons — dit-il — à ses côtés dans la difficile étape de la renaissance du pays ».

« Face aux grands empires du monde — conclut le Président Lopez Portillo — et devant vivre aux côtés du pays le plus puissant de la terre, nous avons réussi à préserver notre souveraineté et notre libre détermination en tant que nation. Le Mexique a fait la Révolution et a pris, de ce fait, l'engagement de résoudre les problèmes issus de la géographie et du voisinage, pour se gouverner librement et vivre pleinement son droit à la mobilité sociale et au bonheur. »



DOCUMENTS

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'O.N.U.

## LE PRÉSIDENT LOPEZ PORTILLO

### Propose un plan mondial de l'énergie

M<sup>r</sup> José Lopez Portillo, Président des États-Unis Mexicains, a prononcé le 27 septembre 1979, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, à l'occasion de la XXXIV<sup>e</sup> session de cet organisme, un important discours dans lequel il proposait un Plan mondial de l'Énergie. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de ce texte.

#### Préparer l'ère des énergies nouvelles (1)

Le désordre de l'économie mondiale a atteint tragiquement son apogée en 1973 avec les conflits entre les disponibilités et le prix réel des hydrocarbures ; conflits qui, à leur tour, ont une incidence directe ou indirecte sur le désordre latent, généralisent le problème énergétique et menacent tant le bien-être que les espoirs de progrès, le niveau de vie, voire la survivance des nations.

Nous sommes témoins de la transition énergétique obligatoire du monde. Nous pouvons soit être les protagonistes du changement et le diriger, soit en être les spectateurs passifs et en devenir les victimes.

Faute de définir en toute opportunité notre réalité en tant que problème, cette transition peut dégénérer en conflagration, la plus violente peut-être de l'histoire.

Amorcée dans les trente dernières années du XX<sup>e</sup> siècle sa durée, sa portée et ses conséquences étant encore imprévisibles. Cette transformation va exiger un ajustement de l'économie, de la science, de la technique et de la volonté politique, dont le coût ne manquera pas d'être élevé.

Pour comprendre la situation actuelle, il nous faut prendre conscience du fait que, dans quelques décennies, l'ère du pétrole en tant que premier et principal combustible prendra fin, et que nous sommes aujourd'hui sur la ligne de démarcation de deux âges de l'humanité.

Protagonistes de ce processus de mutation qui comporte à la fois menace et promesse, nous pouvons parler de crise et non point encore de catastrophe.

Cette crise peut marquer le début d'une ère nouvelle. Elle peut être aussi le commencement de la fin.

#### Utiliser rationnellement le pétrole, tant qu'il existe.

Nous avons réduit les distances et accéléré le temps ; pour nombre de nos contemporains, toutefois, nous avons arrêté le cours de l'histoire et élargi les distances sociales. Il existe un dualisme dramatique entre notre accès à d'autres planètes, par la conquête de l'espace sidéral, et la faim et l'insécurité dignes de l'âge néolithique qui subsistent encore sur la nôtre, entre ce que

nous pouvons être et ce que nous sommes réellement, dualisme que seul un instrument de justice efficace devra éliminer si nous savons sagement utiliser à notre avantage l'opportunité que nous offre l'existence d'une ressource énergétique non renouvelable, tant qu'elle existe.

(1) Sous-titres de la Rédaction.

Aucun pays sur terre n'est auto-suffisant. Nous avons tous besoin de tous.

Les excédents de bénéfices des pays riches, industriels ou producteurs de pétrole, sont le déficit des économies faibles, et ces déficits, tôt ou tard, se répercutent et détériorent les économies qui en sont cause.

Nous pouvons distinguer cinq différents groupes de pays en fonction des conditions qui leur sont propres.

Les grands producteurs, simultanément exportateurs de pétrole, presque tous pays en développement.

Les producteurs et importateurs, dont le degré de développement économique moyen ou élevé leur permet de disposer de ressources suffisantes pour couvrir leurs nécessités additionnelles, quelles que soient les hausses de prix.

Les pays peu développés, producteurs mais également importateurs et qui connaissent bien des difficultés pour faire l'acquisition de pétrole étranger sans renoncer pour autant à la réalisation de leurs projets économiques et à vocation sociale au bénéfice de la Nation.

Les pays importateurs, seulement, moyennement ou très développés, qui ont pu ajuster leur croissance à leurs nécessités de produits énergétiques.

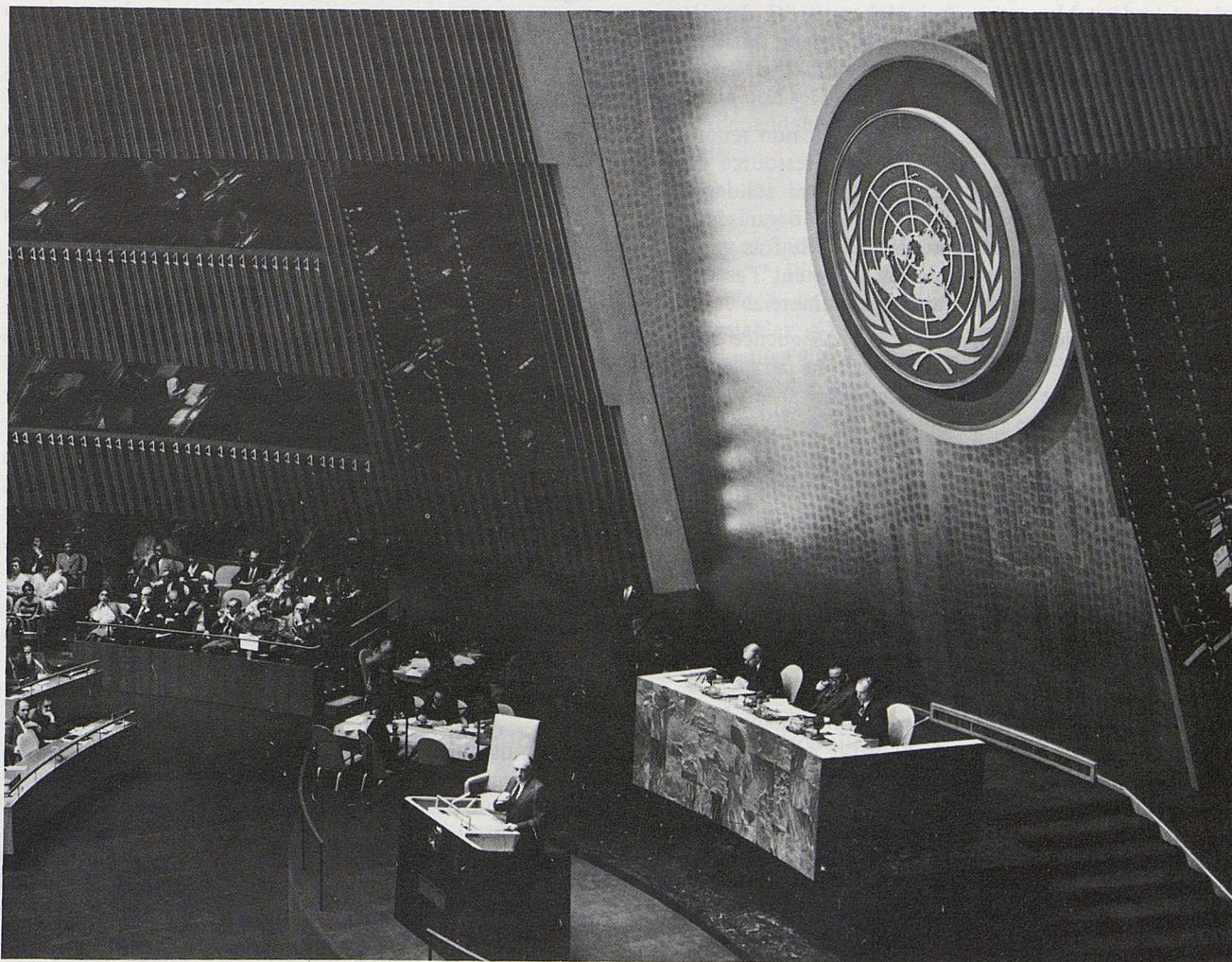
Et enfin, les pays exclusivement importateurs et sous-développés qui ne peuvent se procurer de pétrole ou de produits dérivés qu'au prix d'énormes sacrifices et même de l'abandon de leurs projets nationaux.

Partant d'un autre point de vue, il y a lieu de rappeler que les pays industriels à économie de marché absorbent 60 % de la production totale d'énergie. Alors que dans l'ensemble leur population ne représente que moins d'un cinquième de la population mondiale, d'une production de trois barils de pétrole ils en consomment deux.

Dans ce contexte, il y a lieu de se demander.

Combien de temps les produits énergétiques dont nous disposons pourront-ils alimenter le monde actuel ? A quel prix ? A quelles fins ? Au profit de qui ?

Quand et comment les produits énergétiques actuellement en usage pourront-ils et devront-ils être remplacés par d'autres produits ?



## La recherche du prix optimum. Intérêts nationaux et justice internationale.

Nous sommes engagés dans la course avec le temps pour trouver des solutions avant que ne s'épuisent les sources dont nous jouissons actuellement. Avant que de le perdre, il nous faut apprécier à sa juste valeur le bien dont nous disposons.

Le gaspillage du pétrole — pendant les décennies où les prix en étaient peu élevés — a atteint des proportions aberrantes. Seule la hausse des prix, que lui a redonné sa véritable valeur, a suggéré d'autres alternatives. La majeure partie en a été utilisée à titre de combustible. Cette époque sera à jamais marquée du sceau de la déraison pour avoir brûlé le pétrole au lieu d'en tirer aliments et produits pétrochimiques d'un prodigieux intérêt pour l'humanité tout entière.

Nous avons fait de l'industrie pétrolière une gigantesque source de profit et de revenus fiscaux, sous les pressions immédiates.

L'importance de l'avenir, à long terme devenu un présent redoutable, nous avait échappé ces dernières années. Toute pénurie détermine une hausse. Mais quel peut être le prix d'une denrée qui s'épuise ? D'un produit introuvable ?

Les pays producteurs de pétrole, bien non renouvelable et pour nombre d'entre eux seule ressource dont les a dotés la nature, veulent l'implanter solidement pour garantir leur avenir ; et s'étant organisés, ils défendent et revalorisent, pour la première fois et avec succès, une matière première. Ils imputent l'escalade des prix au désordre monétaire et commercial et à la dévaluation des devises qui en est la conséquence ; et ils se refusent même à débattre des prix du pétrole si ce n'est dans le contexte d'un nouvel ordre international complet.

Quant aux pays industrialisés, ils s'estiment victimes d'une agression de la part des pays producteurs de pétrole qu'ils rendent responsables de l'inflation et de la récession. Faute d'être pleinement organisés, mais

consommateurs par excellence, ils s'en tiennent à un système collectif de rationalisation circonstancielle et par là même éphémère ; ils mettent au point des politiques unilatéralement conçues, ne visant qu'à les rendre moins dépendants et à restreindre leur consommation ; s'obstinent à n'engager le dialogue que pour discuter du prix du pétrole brut, à l'exclusion de toutes autres questions pourtant singulièrement importantes pour tous.

Les pays pauvres, dépendants, sans pétrole, qui connaissent la contrainte et parfois même l'angoisse, n'ont pas, comme les pays riches, la possibilité de parer les effets du prix du pétrole par des exportations dont ne peuvent faire l'objet que des matières premières dévaluées. En même temps que des ressources énergétiques ils importent tout, inflation et récession, et constatent avec désespoir que, en dépit des efforts louables mais isolés et malheureusement insuffisants des producteurs organisés, les pétrodollars réintègrent les économies fortes.

La stratégie de valorisation de toutes les matières premières, adoptée en commun accord par le monde en développement, risque de le diviser, car si la revalorisation du pétrole est aujourd'hui un fait accompli, elle n'a pas joué le rôle de détonateur qui eût permis de faire aboutir les revendications au sujet des autres matières premières. Gardons-nous de compromettre une unité si difficilement réalisée.

Les prix des hydrocarbures ne peuvent être matière à marchandages. Ils ne sauraient dépendre d'un rapport de forces entre producteurs et consommateurs et ce d'autant moins que les positions respectives sont rendues plus radicales encore par d'autres structures, généralement transnationales, sans nationalité propre, et pourtant sans obligations sociales, ni solidarité politique. Nous souhaitons concilier la conscience et les valeurs nationales avec les intérêts d'un internationalisme fécond et harmonieux.

## Vers un nouveau droit international public doté d'un contenu social.

Nous savons, que pour tous les hommes comme pour toutes les nations, le respect du droit d'autrui est la condition de la paix et nous savons aussi que, dans certains cas, il est bon d'accepter de nouvelles responsabilités pour insuffler une vigueur nouvelle au droit, au respect d'autrui et à une paix authentique. Le moment est venu de progresser sur la voie de la normalisation et de la réglementation du droit international, dans un sens non seulement public, mais véritablement

social.

Depuis longtemps déjà — et la Constitution de la République le stipule expressément — mon pays a affirmé que le sol et le sous-sol sont propriété de la Nation. Il a été le premier, en 1938, lors de son processus de décolonisation, à nationaliser le pétrole. Aujourd'hui, devenu producteur potentiel important d'hydrocarbures, il se veut solidaire de tous les peuples de l'univers et, notamment, de ceux qui luttent pour

leur libération, ceux-là même qui sont les moins favorisés et les plus méritants.

Prêts à appuyer par des faits cette déclaration, nous sommes disposés à assumer une obligation non seulement nominative mais effective et à contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre mondial plus équitable d'une part, mieux équilibré d'autre part.

Les ressources énergétiques relèvent de la responsabilité partagée de l'humanité tout entière. Elles ne sauraient être le privilège des puissants car toute abondance est relative. Leur existence a une limite, une fin. Les énergétiques ne sauraient être non plus une force perturbatrice destinée à compenser l'insécurité de ceux

qui ne possèdent pas d'autres moyens de garantir leurs légitimes espoirs de survie et leur autodétermination.

Nous devons faire en sorte de rendre compatibles les extrêmes et d'établir un lien entre les systèmes de l'offre et de la demande, ainsi que de la fixation du prix du pétrole et les options que nous souhaitons pour l'avenir.

L'ordre qui sera nécessairement instauré, et le plus rapidement possible nous l'espérons, peut être le fruit de la participation des pays souverains, de leur conviction, de leur libre arbitre, à moins qu'il ne nous soit imposé par la violence du plus puissant. Et nous ne pouvons exclure l'éventualité d'un holocauste insensé.

### Le rôle irremplaçable de l'O.N.U.

Telle est l'alternative qui nous est offerte, telle est la raison de la proposition que nous soumettons ici aujourd'hui.

L'organisation des Nations Unies est la seule instance rationnelle et institutionnelle qui a le pouvoir de combattre les hégémonies politiques et économiques.

En son sein seulement un ordre juridique et moral égalitaire peut régner entre les états ; ainsi, et ainsi seulement, nous pouvons mettre fin aux polémiques, déjouer tout abus et toute prépondérance et définir ensemble dans le cadre de la justice, les règles qui, approuvées par la majorité obligeront tous les pays à adopter des solutions raisonnables et efficaces.

Elle fait toutefois l'objet de critiques acerbes comme si sa génération eût été spontanée. Elle est accusée tour à tour de bureaucratisation excessive, de stagnation désespérante ou encore d'être exagérément politisée, et de permettre aux pays puissants d'user de leur droit de veto ou d'abuser des faibles majorités.

Quelle qu'elle soit en réalité, cette organisation est notre œuvre, elle est ce que nous avons pu concevoir de mieux. Si nous doutons de son utilité, il nous appartient de la modifier, mais nous ne pouvons songer à la réduire à l'impuissance.

Efforçons-nous de découvrir une formule de travail en équipe, une formule de participation cordiale qui intègre et amplifie les efforts isolés.

Depuis de nombreuses années, la question des hydrocarbures a attiré et retenu l'attention de cette organisation.

Il serait trop long de passer en revue tous les rapports et les résolutions présentés à ce sujet au sein des diverses instances. D'aucuns prétendent encore traiter les problèmes de l'énergie en fonction de l'origine de celle-ci, donc de manière fragmentaire, séparément, mode d'action non seulement illogique, mais incompatible avec l'interdépendance et les dimensions de la problématique actuelle.

Quel est le critère objectif sur lequel pourrait être fondée l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, indépendamment de la production d'hydrocarbures ? Pourrions-nous concevoir une conférence consacrée à l'étude de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à l'exclusion des sources conventionnelles déjà connues ? N'est-il pas plus indiqué d'en promouvoir la coordination dans le cadre, d'une politique globale, compte tenu des particularités de chaque source d'énergie ?

Nous nous proposons d'utiliser ce qui est utilisable et, mettant à profit notre capital d'expérience et de pratique quotidienne, d'établir un programme commun de développement et de distribution équitable des ressources énergétiques actuelles et potentielles.

### Un plan mondial de l'énergie en neuf points.

Nous disposons déjà de normes et de dispositions de caractère économique, généralement acceptées par les États membres. Nous pourrions, sur cette base, d'une teneur concrète, tracer la stratégie globale d'un développement collectif équilibré, ayant forme juridique et

relevant du droit international. Si à Brettonwoods a pu être établi un ordre relatif à la monnaie et à la reconstruction, pourquoi ne pas envisager de faire de même au sein de cette Organisation, déjà pleinement instituée et restructurer le rapport entre l'énergie et

un nouvel essor.

Je suis donc, de ce fait, en mesure d'affirmer qu'un débat général sur ce thème est non seulement indispensable, mais qu'il est possible.

Par conséquent, je vous proposerai l'adoption d'un plan mondial de l'énergie, susceptible de convenir à tous, tant aux possédants qu'aux dépossédés ; un programme qui nous engage tous, ayant pour objectif essentiel d'assurer la transition méthodique, progressive, intégrale et juste entre deux époques de l'humanité.

Le plan ainsi conçu doit comporter des programmes visant à :

— Garantir la souveraineté absolue et imprescriptible des peuples sur leurs ressources naturelles.

— Rationaliser l'exploration, la production, la distribution, la consommation et la conservation des sources actuelles d'approvisionnement énergétique, d'hydrocarbures notamment, en donnant plus largement libre cours aux ressources financières et technologiques.

— Favoriser et accroître l'exploitation systématique des réserves potentielles de toute nature traditionnelles et non conventionnelles qui, faute de financement ou de recherche appliquée, n'ont pu être exploitées ; le soleil qui irradie nos tropiques et calcine tant de déserts ; l'eau qui cascade inutilement des sommets et érode le sol sur son passage ; l'énergie thermique encore mal connue que recèle la terre ; la force inemployée du vent et de la mer ; de l'atome et de la vie elle-même.

— Donner à toute nation la possibilité d'élaborer des plans énergétiques en accord avec la politique mondiale,

de telle sorte qu'objectifs, contenus et instruments soient incompatibles et qu'ils soient assurés d'efficacité.

— Implanter des mesures propres à permettre aux pays en développement de créer et d'intégrer des industries auxiliaires, de biens d'équipement en particulier, dans le secteur énergétique.

— Créer un système qui, à court terme et dans l'immédiat, donne aux pays importateurs de pétrole les moyens de résoudre leur problème, leur garantissant l'approvisionnement et le respect des contrats ; qui ne laisse aucune place à la spéculation, prévoit des compensations en cas de hausse des prix et même des conditions spéciales de la part des pays exportateurs.

— Constituer des fonds de financement et de promotion au moyen, éventuellement, d'apports proportionnels et équitables des pays développés consommateurs et des pays producteurs exportateurs destinés à la fois à permettre la réalisation des objectifs lointains et à résoudre les problèmes des pays sous-développés importateurs de pétrole.

— Instaurer un système de diffusion et de transfert de technologies, associé à la formation de techniciens, et comportant l'établissement du registre mondial des résultats positifs et de la suite donnée aux recherches et expériences portant sur les produits énergétiques.

— Appuyer la création d'un institut international de l'énergie — suggestion en tous points en accord avec les idées que je viens d'exposer — déjà proposée par le secrétaire de l'organisation des Nations Unies, que je remercie de son orientation à ce sujet.

## Horizon 2000

Je propose donc, pour mener à bien ce plan mondial d'énergie :

— De former un groupe de travail dont seraient invités à faire partie des représentants des pays producteurs de pétrole, des pays industrialisés, ainsi que des pays importateurs en développement. Il appartiendrait à ce groupe de travail d'élaborer les documents et de formuler des propositions concrètes en la matière.

Vingt et un ans seulement nous séparent encore de

l'an 2000 ; les enfants qui naissent aujourd'hui seront alors des hommes et des femmes et auront atteint leur majorité. Il semble bien que d'ici là le seul produit énergétique susceptible de remplacer le pétrole sera encore le pétrole qui reste à découvrir ; il ne faut pas espérer que nous puissions disposer d'autres sources d'énergie avant le début du XXI<sup>e</sup> siècle. De là l'impérieuse nécessité de rationaliser l'usage et la destination donnés aux hydrocarbures.



# L'EXPROPRIATION PÉTROLIÈRE

## UNE PAGE D'HISTOIRE

Par Fernando BENÍTEZ

*En quelles circonstances le Président Lázaro Cárdenas a-t-il pris la décision de nationaliser les gisements pétroliers mexicains, le 18 mars 1938 ? Comment la population mexicaine, et plus particulièrement les travailleurs du pétrole, ont-ils vécu cet événement ? Et de quelle façon les sociétés expropriées ont-elles réagi face à cette décision qui constituait, le premier des pays du Tiers*

*Monde pour échapper à l'hégémonie des Transnationales. C'est ce que Fernando Benítez narre de façon vivante et documentée dans le III<sup>e</sup> Tome, paru l'an dernier, de sa monumentale Biographie du Président Lázaro Cárdenas, encore inédite en France. Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits du chapitre de cette importante étude historique intitulé « L'expropriation pétrolière ».*

Les compagnies pétrolières ont toujours été les ennemies des syndicats. Si elles avaient réussi à soustraire leur immense territoire à la souveraineté de l'État en utilisant des mercenaires, des contremaîtres et des gardes, il leur avait été encore beaucoup plus facile de contrôler leurs ouvriers et employés par la création de syndicats « jaunes ».

La situation s'altéra radicalement en 1935. Et, en 1936, tous les syndicats privés appuyés par le gouvernement s'unirent dans le Syndicat des Travailleurs Pétroliers de la République Mexicaine. Une fois groupés, ils exigèrent un contrat collectif et des avantages économiques et sociaux.

### LE CONFLIT ENTRE LES COMPAGNIES ET LES SYNDICATS

Les grèves de 1935 reprirent et toute cette énorme agitation sembla se résoudre en une bataille légale. Les escadrons d'avocats des entreprises — presque tous mexicains — luttèrent, armés de textes de lois contre les avocats syndicaux, sans arriver à un accord. Devant la menace d'une grève générale, le gouvernement proposa une convention de 120 jours entre ouvriers et patrons pour trouver une solution au conflit. En mai 1937, la convention termina ses travaux, les deux parties maintenant leurs points de vue et, à la fin de ce mois, la grève générale redoutée éclata.

Le Président, comme au cours de la précédente grève des électriciens, laissa le conflit se dérouler de lui-même. La grève, cependant, affecta le pays, et les compagnies surent profiter du mécontentement du public : ils publiaient dans les journaux leurs alliés, d'énormes dépliants, dans lesquels ils accablaient de reproches les ouvriers parce qu'ils jouissaient des salaires les plus élevés de la République et que, malgré cela, ils exigeaient une augmentation de 70 millions par an, somme que les entreprises étaient incapables de payer.

Les Compagnies, sous la pression des événements, semblèrent céder en offrant 14 millions, somme qui, d'après elles, constituait la limite de leurs possibilités. Les ouvriers, devant l'impossibilité de continuer une grève impopulaire, refusèrent l'offre et décidèrent de soumettre à la Commission Fédérale de Conciliation et d'Arbitrage ce conflit d'ordre économique, en lui demandant de désigner des experts chargés d'analyser la situation financière des entreprises et de dire si oui ou non elles étaient en mesure d'accéder en tout ou en partie aux demandes des travailleurs.

La Commission nomma comme experts Efrain Buenrostro, Sous-Secrétaire aux Finances, Mariano Moctezuma, Sous-Secrétaire à l'Économie et Jesus Silva Herzog, Conseiller des Finances : Évidemment la Loi du Travail n'avait pas prévu qu'un conflit avec 16 grandes entreprises pût se présenter simultanément ni que, en l'espace d'un mois on pût enquêter sur leur histoire, leur comptabilité, leurs marchés, les conditions du transport ou du travail et que l'on rendit le rapport correspondant.

La direction de cet immense travail incombait à Jesus Silva Herzog. Il avait sous ses ordres 14 spécialistes chargés de rédiger les différents chapitres en lesquels se divisait l'enquête, 28 comptables, différents calculateurs et conseillers juridiques et un bataillon de dactylos et d'auxiliaires. Tous travaillèrent de 12 à 14 heures par jour, et la veille de l'échéance, les 2 700 pages du rapport s'empilaient en bon ordre sur le bureau de Silva Herzog, chargé également de rédiger les 40 conclusions qui devaient éclairer la Commission.

La Commission accorda aux entreprises un délai de 20 jours pour présenter leur point de vue sur les expertises, et non les 72 heures fixées par la Loi du Travail.

Le 18 décembre, la Commission, sur la foi de l'expertise, rendit sa décision : les compagnies devaient payer à leurs ouvriers les 26 millions réclamés, et, comme il était à prévoir, les compagnies saisirent la Cour Suprême de Justice d'une demande d'*amparo*.

En février 1938, les compagnies, craignant que la sentence leur fût contraire, renvoyèrent leurs bateaux

et leurs camions-citernes aux États-Unis, retirèrent leurs fonds des banques et, d'après ce qu'affirme Silva Herzog, ils propagèrent la nouvelle que le taux de change de 3,60 pesos par dollar ne pouvait être maintenu, ce qui, effectivement eut lieu.

A la fin de ce même mois, Jesus Silva Herzog reçut l'ordre d'informer notre Ambassadeur Francisco Castillo Najera de la situation, et, à son arrivée à Washington, le 2 mars, il apprit que, le jour précédent, la Cour Suprême de Justice avait ratifié la décision de la Commission.

Au cours de la première conversation, Castillo Najera lui demanda :

- Que croyez-vous qui va se passer ?
- Je crois qu'il s'agit d'une mesure temporaire
- Si c'est cela, je puis le régler.
- Il peut s'agir aussi de l'expropriation des biens des compagnies.
- Ah m.... — s'écria Castilla Najera, — s'il y a expropriation, il y aura des coups de canon.



*Le Président du Mexique parmi les ouvriers du pétrole. Au cours d'une visite aux exploitations pétrolifères de l'État de Tamaulipas le Président Cárdenas écoute les doléances des ouvriers. Les champs de pétrole de cette région appartenaient à des compagnies étrangères ; celles-ci, on le sait, ont été expropriées par le gouvernement mexicain.*

*Le Président Lázaro Cárdenas prononçant son discours devant un million de mexicains, annonçant l'expropriation pétrolière.*



## L'HEURE DE LA DÉCISION

Le 7 mars, à la demande de l'Ambassade des États-Unis, les représentants des entreprises eurent une réunion avec le Président. Ils firent valoir l'impossibilité où ils se trouvaient de se conformer aux décisions de la Commission et demandèrent s'ils pouvaient retarder son exécution.

Cárdenas leur répondit que le délai était expiré et qu'ils leur fallait se soumettre au jugement. A 10 heures du soir, ce même jour, les dirigeants du Syndicat lui firent savoir qu'ils étaient d'accord pour « considérer comme rompus leurs contrats de travail par suite de l'attitude rebelle des entreprises », et ils renouvelèrent leur appui « aux dispositions que prendrait le Gouvernement ».

La rupture des contrats signifiait la suspension des travaux dans toute l'industrie et, par conséquent, sa paralysie définitive.

Le 17 mars, à 11 heures du matin, le Président convoqua son Cabinet au Palais National. Il parla laconiquement, en usant, suivant sa coutume, le pluriel qui le dépersonnalisait :

— Messieurs, nous avons observé l'attitude des compagnies. Elles refusent d'accepter la résolution de la Cour Suprême et elles se livrent à une campagne de discrédit, en s'efforçant de créer alarme et désordre. Étant donné que le gouvernement ne peut, dans ces conditions, tolérer une rébellion semblable ni se désintéresser d'un

problème capable de paralyser l'industrie et les services publics, ou permettre une agitation politique, nous devons exproprier leurs biens pour cause d'intérêt national.

La nouvelle, présentée non en forme de projet mais de résolution, provoqua différentes réactions. Eduardo Suárez, le Ministre des Finances, objecta que peut-être il serait possible de trouver un autre moyen qui, sans présenter aucun risque international atteindrait les mêmes résultats pratiques, et il fut appuyé par le Secrétaire d'État Ramon Beteta. En revanche, Mujica, Buenrostro, García Tellez, Castellano et Hay, appuyèrent résolument la mesure ; d'autres observèrent un silence prudent.

Devant ce manque évident d'unanimité, le Président se borna à dire :

— Si le pétrole a toujours été et continue d'être l'élément principal de la discorde, il vaudrait mieux brûler les puits.

Toute discussion sur l'opportunité ou l'inopportunité de l'expropriation devenait inutile après une telle phrase, et le Conseil de Cabinet se borna à prendre les mesures nécessaires pour éviter les désordres et s'assurer que ni les champs, ni les raffineries ne subiraient de dommages. A 4 heures de l'après-midi, le Président leva la séance et convoqua son Cabinet pour le lendemain à 8 heures du soir.

## LE MESSAGE DU PRÉSIDENT CARDENAS

Le 18 au matin, Cárdenas dit à son secrétaire, Raul Castellano :

— Avez-vous remarqué hier, que Suárez s'est montré réticent, Beteta méfiant, Hay prudent. Certains ont donné tout leur appui mais d'autres sont restés silencieux.

A huit heures du soir, il fit savoir à ses ministres que peu de temps plus tard il annoncerait au pays la décision d'exproprier les biens des entreprises rebelles. Le Palais National présentait un aspect insolite. Des Ministres d'État, de hauts fonctionnaires, des conseillers, des avocats et des généraux parcouraient les salons dans l'attente d'un événement. Ils ignoraient de quoi il s'agissait, mais l'annonce que le Président avait pris une décision sur le conflit pétrolier et la ferait prochainement connaître créait une atmosphère d'attente.

A neuf heures et demie, Raul Castellano avertit le Président que les représentants des compagnies et leurs avocats sollicitaient d'urgence une rencontre. Cárdenas donna l'ordre de les faire entrer dans son bureau privé. L'un d'entre eux lui dit :

— Monsieur le Président, en réexaminant le problème, nous sommes arrivés à la conclusion que, si nous rétablissons nos affaires, nous pouvons, en faisant des sacrifices, honorer la sentence de la Cour Suprême.

— Messieurs, répondit Cárdenas, vous n'êtes pas sans savoir que le Gouvernement a fait de grands efforts pour vous faire renoncer à votre attitude intransigente. Je vous remercie beaucoup d'être venus me voir, mais j'ai le regret de vous informer que vous arrivez trop

tard. Dans quelques instants je vais adresser un message au peuple du Mexique et vous pourrez prendre connaissance de son contenu.

Dans un discours d'une demi-heure, Cárdenas, de sa voix assourdie, parla à la radio : « Le refus des compagnies d'obéir à un ordre de la justice nationale impose à l'Exécutif de l'Union le devoir de chercher un remède efficace qui évite définitivement, pour le présent et le futur, que les décisions de la justice soient frappés de nullité ou que la seule volonté des parties ou de l'une d'elles les rende nulles par une simple déclaration d'insolvabilité ainsi que l'on prétend le faire actuellement.

Les compagnies pétrolières, en dépit de l'attitude sereine adoptée par le gouvernement et de la considération qu'il n'a cessé de leur témoigner, se sont obstinées à organiser à l'intérieur et hors du pays, une campagne sourde et habile qui a eu comme résultat que ces mêmes compagnies ont essayé de contrecarrer sérieusement les intérêts économiques de la nation, en s'efforçant, par ce moyen, de rendre nulles les décisions légales prises par les autorités mexicaines.

Il est évident que le problème que les compagnies pétrolières posent au Pouvoir Exécutif de la Nation, par leur refus de se soumettre à la sentence que leur a imposé le plus haut tribunal de justice, n'est pas un simple cas d'exécution de sentence, mais une situation définitive qui doit être résolue de façon urgente.

Il s'agit d'un cas évident et caractérisé qui oblige le gouvernement à appliquer la Loi d'Expropriation en vigueur, non seulement pour obliger les compagnies pétrolières à obéir et à se soumettre, mais parce que, les contrats de travail ayant été rompus entre les compagnies et leurs travailleurs, les autorités du Travail en ayant décidé ainsi, si le Gouvernement n'occupait pas les installations des compagnies, la paralysation de l'industrie pétrolière serait immédiate, et provoquerait des maux incalculables pour le reste de l'industrie et de l'économie générale du pays. »

## L'HEURE LA PLUS HEUREUSE DE NOTRE VIE

Les paroles de Cárdenas furent entendues par des milliers d'ouvriers réunis autour de leurs postes de radio et, lorsqu'elles cessèrent de se faire entendre, l'empire rebelle s'écroula. Les 2 500 travailleurs — presque tous indiens — qui se trouvaient dans la salle du Syndicat des Travailleurs Pétroliers du port de Tampico se levèrent et marchèrent vers la raffinerie, située à quatre kilomètres de là. A l'entrée principale ils plantèrent un drapeau et placèrent des gardes, afin de prévenir tout acte de sabotage.

### QUATRE-VINGTS ANS DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE AVANT ET APRÈS L'EXPROPRIATION

Année	Nombre de barils/jour
1901	28
1921	529,856
1926	247,729
1930	108,301
1937	128,511
1938	106,351
1943	97,147
1948	163,762
1953	203,007
1958	275,729
1963	345,157
1968	439,686
1972	505,494
1973	524,608
1976 (30 Nov)	907,200
1977 (11 Fev.)	1.000,522
1978 (12 Déc.)	1.505,693
1979 (13 Juin)	1.609,000
1979 (23 Nov.)	1.817,800
1980 (12 Mars)	2.000,900

Sources : *Petroleos mexicanos (PEMEX)*

Les ouvriers les plus humbles, investis d'un nouveau pouvoir, ordonnèrent l'arrêt temporaire du complexe. Un chef, ignorant ce qui s'était passé se plaça devant eux :

— Je ne reconnais pas votre autorité et je n'accepte pas vos ordres. Je ne peux pas arrêter une tour qui travaille à une pression de 250 degrés centigrades.

— Vous allez l'arrêter ou nous l'arrêtons nous-mêmes par la force, répondit l'ancien fondeur Manuel Díaz Ríos, devenu Président de la Commission d'Administration.

A Agua Dulce, loin de Tampico, les ouvriers se rendirent chez le super-intendant pour lui annoncer l'expropriation. Le fonctionnaire arriva en pyjama.

« Comment osez-vous me déranger à une heure pareille ? » demanda-t-il furieux.

« C'est l'heure la plus propice », lui répondit un autre chef du Syndicat., « parce que c'est l'heure la plus heureuse de notre vie ».

Dans tous les complexes, les champs pétrolifères dispersés sur une étendue allant du nord de Tampico à l'Isthme de Tehuantepec, les ouvriers exercèrent un contrôle immédiat.

Des étrangers comme le Hollandais Oor, remirent les clefs de façon assez flegmatique : « Mes enfants, tout ça vous appartient maintenant, demandez une voiture pour que je puisse m'en aller ».

Et d'autres, comme les techniciens nazis du Caracol, parvinrent à saboter certaines machines et à jeter des pièces et des documents importants dans le fleuve. Presque tous restèrent sous surveillance dans leurs maisons, entourées de prairies, contemplant de leur vérandas les danses des ouvriers qui poussaient des cris de joie, au son des orchestres et des marimbas et dans l'éclatement des pétards et la grande rumeur des cloches.

## L'AUTRE COTÉ

En retirant leurs fonds, les compagnies avaient provoqué non seulement la chute du peso, mais une baisse sensible des réserves. Autrement dit, le Gouvernement manquait d'argent et de crédit pour financer la marche de l'industrie. Dès lors, la vente locale de produits ne représentait que des rentrées modestes, mais les compagnies s'étaient chargées d'envoyer aux États-Unis la plus grande partie des camions-citernes de sorte que les moyens de transport adéquats vinrent à manquer.

On ne savait pas si les raffineries pourraient fonctionner. Les Compagnies avaient emmené tous les techniciens étrangers, et les rares techniciens mexicains qui avaient pu se former continuèrent à percevoir le même traitement à condition de refuser leurs services à l'entreprise nationalisée. Les plans des raffineries et des installations disparurent mystérieusement ce qui ne fit qu'aggraver le problème.

Trois ou quatre jours plus tard le boycottage décidé par le Trust Pétrolier commença à se préciser. Aucun pays n'acheta plus un seul baril, ni vendit de pièces de rechange ou de machines, ni de produits vitaux, tels que le tétraéthyle de plomb, indispensable pour améliorer la qualité de l'essence. Même si le Gouvernement parvenait à maintenir la production, il n'y avait aucune possibilité pour la transporter, puisque les bateaux-citernes des flottes pétrolières étaient inclus dans le boycottage. Sans argent, sans techniciens, sans moyens de transport, sans possibilités de réparations, sans ventes à l'extérieur, le Mexique, dans le meilleur des cas, était condamné à périr noyé dans son propre pétrole.

Mais dès l'après-midi du 19, commencèrent à arriver par avion, de petits groupes d'ingénieurs et de chimistes qui avaient reçu des télégrammes, des messages radio, ou des appels téléphoniques des Ministères les invitant à accepter des postes dans les installations abandonnées. Quelques-uns, en très petit nombre, avaient servi les compagnies pétrolières et décidèrent de se joindre au Gouvernement, mais la plus grande partie était des professionnels qui connaissaient théoriquement les processus mais n'avaient jamais mis les pieds dans une raffinerie.

Pour ce qui a trait à la distribution de combustible, deux problèmes se posaient : le manque de camions-citernes et la fermeture des pompes à essence qui appartenaient aux compagnies. Le premier fut résolu en donnant une priorité absolue aux trains pétroliers. Bien des fois, une locomotive détraquée fut échangée en cours de route contre celle d'un train de voyageurs et ceux-ci restaient dans une gare à regarder, impuissants, le train sale chargé de pétrole qui se perdait au loin. Le deuxième fut affronté d'une façon radicale, en donnant aux commerçants de l'essence et du diesel qu'ils vendaient devant les pompes vides dans des barils ou n'importe quelle sorte de récipient.

A mesure que le temps passait les effets du boycottage mondial se faisaient sentir plus durement. Les pipe-lines manquaient. Des milliers et des milliers de mètres exposés à la corrosion de l'air maritime et des acides étaient inutilisables, et il n'y avait pas moyen de les remplacer. On organisa des groupes de travailleurs qui dès le matin, allaient à la pêche de vieux tuyaux enfoncés dans les marais ou retournaient les cimetières de ferraille à la recherche de pièces de rechange. Les ateliers travaillèrent jour et nuit, coupant, soudant, rapiécant.

Rien de spectaculaire. Ce fut l'aventure du rapiécage, de l'improvisation, des petites et grandes réparations réalisées par les ouvriers habitués à obéir aux ordres de leurs chefs, pour la plupart analphabètes, malades ou fatalistes, et auxquels l'expropriation avait rendu l'esprit créateur.

## LA BATAILLE DIPLOMATIQUE

Le 25 mars, SUMNER Welles communiqua à l'Ambassadeur Castillo Najera que les représentants des compagnies devaient le rencontrer le 28 afin qu'il appuie un mémorandum où ils affirmaient avoir été victimes d'un délit de justice.

— « Il n'existe aucune base sur laquelle ils puissent fonder une telle affirmation » répondit Castillo Najera. Le Département d'État doit faire tout son possible pour convaincre les compagnies d'accepter l'indemnisation promise par le Président Cárdenas.

— Quelles seraient les garanties effectives assurant le paiement de l'indemnisation ?

— Cela pourrait être discuté au cas où les compagnies acceptent l'indemnisation ».

— Ces négociations seront difficiles. Les représentants ne veulent pas aller à Mexico étant donné l'ambiance hostile qui y règne.

— Il n'y a pas d'autre solution que d'accepter l'indemnisation proposée. De plus, les nouvelles d'après lesquelles il y aurait au Mexique un sentiment anti-américain sont fausses.

— Écoutez, Monsieur l'Ambassadeur ; malheureusement ce sentiment est indéniable, ainsi que le prouve l'avis de grève prévu pour le 10 avril par les ouvriers de la Foreign Power Corporation, qui quatre fois déjà a cédé à des exigences excessives. En ce qui concerne le pétrole, le Département désire un règlement rapide, par la reprise des conversations suspendues avec les techniciens ; d'un autre côté, comme la presse attaque la faiblesse de notre Gouvernement, en attendant que les conversations reprennent, nous allons donner l'ordre à l'Ambassadeur Daniels d'informer le Gouvernement du Mexique de la suspension des achats d'argent. Il ne faut pas interpréter cette mesure comme des représailles, mais comme une nécessité de réviser nos relations économiques et financières ».

## MODIFICATION DE L'ÉQUILIBRE DES FORCES

L'annonce de la suspension des achats d'argent, bien que les propriétaires des mines fussent américains, ébranla encore plus la situation économique et causa une telle sensation que le Général Cardenas lui-même avoua à Suarez n'avoir pu dormir de la nuit.

Les choses étant ainsi et alors que toutes les portes paraissaient fermées, un étrange personnage appelé William R. Davis entra en scène. Cet américain du nord

propriétaire de la « Davis & Co » et de la « Parent Petroleum Interest Ltd » de Londres, ayant des intérêts en Allemagne et aux États-Unis, proposa au Général Cardenas de s'occuper de toute l'industrie. Le Président se garda d'accepter l'offre, mais il comprit que Davis, propriétaire d'une flotte et d'une raffinerie à Hambourg représentait l'unique possibilité de rompre le boycottage mondial du Trust Pétrolier. Malgré l'opposition de la « Standard » et du Département d'État, Davis put exporter du pétrole, une partie vendue en effectif et l'autre en échange de produits industrialisés, à partir d'avril 1938, ce qui allégea considérablement la pression exercée sur le Mexique.

Au cours des mois suivants un certain nombre de facteurs contribuèrent à modifier l'équilibre des forces entre le Gouvernement mexicain et les Trusts Pétroliers.

En premier lieu, il y avait des entrepreneurs du type de Davis capables de profiter des conditions créées par le Gouvernement des États-Unis, par les rivalités des compagnies pétrolières, et par la division des pays capitalistes eux-mêmes. En second lieu, les grandes entreprises virent avec inquiétude s'établir un système de troc défavorable à leur marché traditionnel avec l'Amérique Latine, et, en troisième lieu, le Département d'État désirait voir les pays du Continent rester unis afin qu'ils ne soient pas influencés par les doctrines nazifascistes.

Le Mexique sut tirer parti de toutes ces contradictions. Il profita des divisions des pays industrialisés pour vendre du pétrole à l'Italie, l'Allemagne et le Japon, au moyen d'entreprises nord-américaines, sans exaspérer le nationalisme croissant des États-Unis. Dans la bataille légale livrée contre l'Amérique du Nord, l'Angleterre et la Hollande, il ne recula pas d'un pas. Il garda en ordre de marche les installations et enfin, aux approches de la guerre, il fit en sorte que le Département d'État lui-même se convertît en son avocat et retirât sa protection aux compagnies rebelles.

De 1933 à 1938, une foule de tractations, propositions et contre propositions se succédèrent — en certains cas avec la participation du Président Roosevelt —.

Les Compagnies repoussèrent l'avaloir et toute autre proposition qui ne serait pas la dévolution de leurs biens. Elles attendaient un changement de Gouvernement pour négocier dans une position de force en gagnant du temps, et Cárdenas à son tour, voyant approcher la guerre, désirait lui aussi, gagner du temps.

## LA TRANSACTION AVEC LA SINCLAIR

Déjà depuis le mois d'octobre 1939, la possibilité d'arriver à un accord avec le Groupe Sinclair se profila.

Le Colonel Patrick Hurley, héros de la Première Guerre Mondiale, Ministre de la Défense dans le Gouvernement du Président Hoover, et négociateur très habile, avait présenté à l'Ambassadeur Castillo Najera une proposition concrète :

Sinclair sollicitait, en paiement de ses biens, 40 millions de barils de pétrole brut, ce qui signifiait au prix d'alors, environ 38 millions de dollars.

Bien que cette somme fut excessive, la proposition était très tentante, car elle supposait la rupture du front uni que les compagnies avaient formé jusque-là, et les conversations commencèrent.

Au mois de janvier 1940, Castillo Najera, Eduardo Suárez et Jesus Silva Herzog, après plusieurs entrevues auxquelles assistait le fameux leader ouvrier John Lewis, partisan de l'expropriation, obtinrent que la Sinclair ramenât ses exigences à 14 millions de dollars seulement.

Durant les premiers jours de février 1940, les conversations entre Castillo Najera et le Colonel Hurley avaient progressé au point que le 12, notre Ambassadeur put envoyer au Président Cárdenas un télégramme chiffré dans lequel il lui exposait les bases du futur accord : accepter 9 millions de dollars en effectifs, dont 5 seraient payés cette même année et le reste en bons de deux millions. La Sinclair pouvait utiliser à sa convenance cette somme pour acheter du pétrole et s'engageait, de plus, à signer un contrat pour 20 millions de barils.

Le 3 Avril, Castillo Najera écrivait à Cárdenas l'informant que le Sous-Secrétaire Sumner Welles lui avait remis dans une enveloppe fermée une note demandant que le conflit pétrolier soit soumis à un arbitrage. Il lui faisait savoir, de plus, qu'on était sur le point d'arriver à un accord avec la Sinclair et que Summer Welles avait déclaré « qu'il serait très important qu'un tel arrangement se réalise, mais que, de toutes façons la proposition d'arbitrage pour le règlement avec les autres compagnies tenait toujours ».

En recevant la note, Castillo Najera et Silva Herzog craignirent que les pourparlers soient interrompus. Hurley cependant, continua à sa rendre à l'Ambassade mexicaine, 4 heures par jour, durant tout le mois d'Avril, et les trois fonctionnaires élaborèrent lentement deux documents. Dans le premier le Gouvernement mexicain s'engageait à payer 8 millions 500 mille dollars de compensation en versements annuels à partir du 1<sup>er</sup> Mai 1940, et, dans le deuxième, la Sinclair achetait à Petroleos Mexicanos, 20 millions de barils en quatre ans à un prix plus élevé que celui proposé tout d'abord et fixé seulement pour la première année. En fait, comme ces achats seraient payés au comptant, notre pétrole lui-même solderait la dette.

Une fois les documents rédigés, Hurley fit une seule objection : la Sinclair exigeait le changement d'un mot et au lieu de dire que le paiement était fait pour l'expropriation de leurs biens, il faudrait dire que cela se faisait pour l'achat de leurs biens.

## LE CALUMET DE LA PAIX

L'horloge de la bibliothèque marquait 8 heures du matin. Silva Herzog comprit immédiatement la signification de ce changement, et se précipita à la chambre de Castillo Najera. Celui-ci se réveilla en sursaut.

« Monsieur l'Ambassadeur », lui dit Silva Herzog de sa voix tonante, après lui avoir expliqué le problème », nous avons travaillé pendant un mois. Nous devons défendre notre position.

Castillo Najera sortit brusquement de son demi-sommeil, « Vous avez raison, nous ne devons absolument pas céder sur le principe ».

Silva Herzog monta l'escalier et se présenta de nouveau à la bibliothèque.

— Nous n'acceptons pas la modification du texte. Hurley rougit et poussa un cri qu'on entendit dans toute l'Ambassade. Silva Herzog impassible lui demanda :

— Qu'avez-vous Colonel ? Etes-vous malade ?

— Non, je criais comme un peau-rouge, car je suis un peau-rouge. Vous ne le saviez pas ?

— Je ne le savais pas. Au Mexique aussi nous avons des peaux-rouges. Pourquoi ne fumerions-nous pas le calumet de la paix ?

Hurley se tranquillisa petit à petit, finalement il prit une décision :

Je pars immédiatement pour New York. Je discuterai la chose avec la Sinclair. Je ne vous promets rien.

Il n'y avait donc rien d'autre à faire qu'à attendre.

A 11 heures du soir de ce même dimanche, le téléphone sonna à l'hôtel de Silva Herzog. On entendit la voix du peau-rouge :

— O.K., Silva Herzog, nous acceptons la rédaction du texte. Nous avons fumé le calumet de la paix. Vous pouvez le faire savoir. Adieu et félicitations.

Le jour suivant, Silva Herzog convoqua une réunion de presse à l'Ambassade et fit connaître les détails de l'accord. Le bloc des compagnies présentait une première faille, la corde du boycottage que le Mexique portait autour du cou commençant à se desserrer.

## INFORMATIONS

### Décès de deux Mexicains illustres

#### IGNACIO CHAVEZ

Ignacio CHAVEZ SANCHEZ, était né en 1897, à Zirandaro (Guerrero). Après des études à l'Université de Morelia, il obtint son diplôme de Médecin Chirurgien en 1920 à l'Université Nationale de Mexico.

Recteur de l'Université de San Nicolas de Hidalgo, il enseigna, à partir de 1922 à la Faculté de Médecine. Il se spécialisa en Cardiologie à Paris (1926-1927) auprès du Professeur Henri VASQUEZ et du Docteur Charles LAUBRY, ainsi que dans d'autres villes européennes, et notamment à Berlin, Prague, Vienne, Rome et Bruxelles. Placé à la tête de la Faculté Nationale de Médecine (1933-1934), il créa le premier Service de Cardiologie à l'Hôpital Général de Mexico (1924-1944) qu'il dirigea également. Il fonda et dirigea en 1944, l'Institut National de Cardiologie, le premier de ce genre dans le monde (1944-1961) puis de nouveau à partir de 1976.

Recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) 1961-1965, il fonda et présida la Société Mexicaine de Cardiologie (1935) et la Société Inter-américaine de Cardiologie (1946). Vice-Président, puis Président Honoraire à vie (à partir de 1962) de la Société Internationale de Cardiologie, Membre du Conseil Consultatif de l'Organisation Mondiale de la Santé (1955) et de l'Organisation des États Américains (1958-1966). Membre de 18 Sociétés de Cardiologie d'Amérique et d'Europe, il fut Docteur ou Recteur Honoris Causa de 95 universités parmi les plus prestigieuses à travers le monde, dont celles de Paris et Montpellier.

Fondateur et Directeur des revues : *Archivos del Instituto de Cardiología de México* (1944-1961) et *Archivos Latino-Americanos de Cardiología Hematológica* (1930-1943). Professeur, conférencier, il a publié de nombreux ouvrages.

#### AGUSTIN YÁÑEZ

L'inhumation des restes mortuaires du grand écrivain Agustín Yáñez Delgadillo a eu lieu le 18 janvier 1980 à la Rotonde des Hommes Illustres, en présence du Président Lopez Portillo.

Né à Guadalajara, État de Jalisco en 1904, licencié en Droit puis en Philosophie et Lettres, Agustín Yáñez enseigna la littérature et l'Histoire dans divers établissements d'enseignement de Guadalajara et de Mexico, puis à l'Université Nationale Autonome de Mexico. Membre de El

## Les élections législatives

Les élections législatives qui se sont déroulées au Mexique le 1<sup>er</sup> juillet 1979, ont été suivies d'élections partielles, le 2 décembre 1979, dans 5 circonscriptions des États de Guerrero, Puebla, Veracruz, Coahuila et Oaxaca, les résultats du scrutin dans ces districts ayant été annulés par le Congrès lors de la vérification des mandats.

Les élections pour la rénovation complète de la Chambre des Députés se déroulent pour les trois ans au Mexique ; mais les élections de juillet 1979 suscitaient un intérêt particulièrement vif, car elles étaient les premières qui se déroulaient en application des lois de Réforme Politique. Le premier de ces textes, voté par la

Chambre des Députés le 20 octobre 1977, a modifié 17 articles de la Constitution de 1917, en vue de porter à 300 le nombre des députés fédéraux élus dans les circonscriptions à la majorité simple. En outre, la loi précise que cent députés dits « de partis » seront désormais élus selon le système de la proportionnelle.

Par ailleurs, trois partis nouvellement inscrits, le Parti Communiste Mexicain (PCM), le Parti Socialiste des Travailleurs, (PST) et le Parti Démocrate Mexicain (PDM), prenaient part, pour la première fois, au scrutin, en vertu des dispositions de la « Loi sur les Organisations Politiques et le Processus électoral »

NOMBRE DES VOIX ET DES SIÈGES OBTENUS PAR LES DIVERS PARTIS

Partis Politiques	Nombre de voix	Pourcentage	Députés de circonscriptions	Députés de partis	Nombre total des sièges
Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) :	9 418 178	72,85 %	296	—	296
Parti d'Action Nationale (PAN) :	1 525 111	11,80 %	4	39	43
Parti Communiste Mexicain (PCM) :	703 068	5,41 %	—	18	18
Parti Populaire Socialiste (PPS) :	389 590	3,00 %	—	11	11
Parti Socialiste des des Travailleurs (PST) :	311 913	2,40 %	—	10	10
Parti Authentique de la Révolution Mexicaine (PARM) :	298 183	2,28 %	—	12	12
Parti Démocrate Mexicain (PDM) :	293 540	2,26 %	—	10	10
			300	100	400

Colegio Nacional, il représenta le Mexique dans divers congrès internationaux. Il fut gouverneur de l'État de Jalisco de 1953 à 1959, puis Ministre de l'Éducation Publique de 1964 à 1970. Il exerça jusqu'à sa mort les fonctions de Président de l'Académie Mexicaine de la Langue et de Président de la Commission Nationale des livres de textes gratuits.

Essayiste et critique, il a consacré des études au *Père Las Casas*, le *Conquistador conquis* (1942), à *Justo Sierra*, *sa vie, ses idées et son œuvre* (1950) et à

*Fernandez de Lizardi*. Mais il est surtout connu comme romancier. Après *Genio y figuras de Guadalajara* (1941), *Flor de Juegos antiguos* (1941), *Archipiélago de Mujeres* (1943), Agustín Yáñez obtint un grand succès en 1947 avec *Al Filo del Agua* (traduit en français sous le titre *Demain la Tempête*). Après douze années consacrées à la politique, A. Yáñez revient à la littérature en 1959 avec *La Creación* (1959), suivie de deux œuvres d'inspiration rurale : *La Tierra Pródiga* (1960) et *Las Tierras flacas* (1962).

## Le rapport de la Banque du Mexique

### Le taux de croissance du PNB 1979 est le plus élevé des onze dernières années

Le Mexique a surmonté les effets dépressifs provoqués en 1976 par la brusque variation du taux de change. Après un authentique processus de récupération économique, le pays peut envisager d'importants développements dans l'avenir, non seulement en raison de ses énormes ressources naturelles, mais aussi grâce à la stabilité de ses institutions.

Telles sont, en résumé les conclusions formulées par M. Gustavo Romero Kolbeck, Directeur Général de la Banque du Mexique, en présentant le rapport de cette institution pour 1979.

Au cours de l'année 1979 — constate ce rapport — l'économie mexicaine a été animée par une forte poussée de la demande, qui s'est traduite par une augmentation de la production, de l'inflation et du rythme des importations.

En termes réels, les investissements augmentèrent de 18 %. La consommation du secteur public, en valeur constante, s'accrut de 14,5 % et celle du secteur privé de 8,5 %.

Dans le domaine de l'industrie, la production du secteur pétrolier a été la plus rapide : 15 %. La progression de la construction a été de 12 %, de la production électrique de 9 % et de l'industrie manufacturière de 8,5 %, chiffre légèrement inférieur à celui de 1978. En revanche, dans le domaine des services et du commerce, on note des taux de croissance supérieurs à ceux de l'année précédente. La production minière a augmenté de 4 %, taux supérieur à celui des années passées.

On observe, en échange dans le secteur agricole, une légère baisse de 0,4 %, qui s'explique par le faible taux de progression de l'élevage — 2,8 % — et par une baisse de 3 % de la production agricole proprement dite.

Au total, le taux de croissance du produit interne brut a atteint 8 %, niveau le plus élevé que l'on ait constaté depuis onze ans. La hausse de l'inflation, a atteint 20 % en ce qui concerne l'indice général du coût de la vie — au lieu de 16,2 % en 1978 — et 19,9 % en ce qui concerne les prix de gros dans la ville de Mexico — au lieu de 15,8 % l'année précédente.

Les importations de marchandises ont marqué une augmentation de 48,5 %, explicable surtout par les achats de bien de capital nécessaires au développement du Mexique. En ce qui concerne les exportations, la progression est également très sensible : 43,4 %. Cette hausse s'explique

## PLAN GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT 1980 - 1982

Le Ministère du Plan et du Budget a fait connaître à la presse le 18 avril 1980 le plan global de développement adopté pour les deux années 1980-1982.

Ce plan global inclut les Plans Nationaux au cours des dernières années qui concernent le Développement urbain, le Développement industriel, le Développement de la Pêche, le Tourisme, le Développement urbain du District Fédéral, le Commerce, les Communications et Trans-

ports et les industries agro-alimentaires.

Le nouveau Plan Global, qui constitue un premier pas vers l'établissement d'un système national de planification, établit également les principes recteurs de l'action gouvernementale dans les domaines de la politique intérieure, de la politique extérieure, de la sécurité nationale, de la justice, de l'éducation, de la politique démographique, de la santé, de la sécurité sociale, du logement, de l'alimentation, du travail

### LE BUDGET DE 1980

Le budget pour 1980 qui totalise 1 683 412 millions de Pesos est le plus élevé de l'histoire du Mexique. Il est supérieur dans la proportion de 28,7 % à celui de 1979, qui s'élevait à 1 307 600 millions de Pesos.

En présentant le budget au Congrès,

M<sup>r</sup> Miguel de la Madrid Hurtado, Ministre du Plan et du Budget, a fait connaître les objectifs du gouvernement : consolider le développement, accroître l'emploi, combattre l'inflation et redistribuer les dépenses publiques. Le Ministre a affirmé que l'emploi constitue la clef de la politique de développement.

### BUDGET FEDERAL DES DEPENSES

en millions de pesos

Pouvoir législatif . . . . .	1 385	Aménagement du Territoire et Travaux Publics . . . . .	26 197
Présidence de la République . . . . .	1 312	Tourisme . . . . .	4 182
Pouvoir judiciaire . . . . .	1 000	Plan et Budget . . . . .	6 728
Ministère de l'Intérieur . . . . .	3 583		
Relations Extérieures . . . . .	2 753	TOTAL PARTIEL . . . . .	549 333
Finances et Crédit Public . . . . .	132 365		
Défense Nationale . . . . .	13 912		
Agriculture et Ressources		Dépenses additionnelles . . . . .	92 611
Hydrauliques . . . . .	74 973	Dette publique . . . . .	197 074
Communications et Transports . . . . .	37 414		
Commerce . . . . .	28 562	TOTAL PARTIEL . . . . .	289 685
Éducation Publique . . . . .	123 354		
Santé et Assistance Sociale . . . . .	18 743	Organismes décentralisés et entreprises de l'État (PEMEX, Commission Fédérale de l'Électricité, Chemins de Fer Nationaux, Aeromexico, Institut du Café, IMCE, etc. . . . .	844 394
Marine . . . . .	4 903		
Travail et Prévoyance Sociale . . . . .	1 918	TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	1 683 412
Réforme Agraire . . . . .	5 512		
Pêche . . . . .	7 109		
Parquet Général de la République . . . . .	1 050		
Patrimoine et développement industriel . . . . .	50 378		

surtout par les ventes pétrolières, car les exportations non pétrolières n'ont augmenté que de 13 % (chiffre qui, en valeur constante, équivaut pratiquement à l'immobilisme), alors que les exportations pétrolières atteignaient le chiffre de 3,789.3 millions de dollars, représentant 42,5 % du total des exportations mexicaines. Le déficit de la balance marchandises et services s'élève encore à 4,246.6 millions de dollars.

L'endettement extérieur du secteur public s'est accru de 3,334.7 millions de dollars et l'on a enregistré un flux de capitaux privés totalisant 1,118.4 millions de dollars, somme très supérieure à celle des années précédentes. Au total, les réserves d'or et de devises de la Banque du Mexique, se sont accrues de 950.7 millions de dollars et ont atteint, au 31 décembre 1979, le total de 3,087.6 millions de dollars.

# PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE

*Le Ministre Mexicain du Tourisme  
reçoit le titre de « Personnalité de l'Année 1979 »  
dans le domaine du Tourisme International*

« Le Mexique est ouvert au tourisme, parce qu'il est ouvert à l'amitié et à la confraternité avec tous les peuples » – a déclaré l'Architecte Guillermo Rossell de la Lama, Ministre du Tourisme du Mexique, en recevant, le 1<sup>er</sup> avril 1980, le titre de « Personnalité de l'Année 1979 dans le Tourisme International ».

En analysant, dans le discours prononcé à cette occasion « le remarquable redressement économique, social et politique »

opéré au cours des trois dernières années par l'Administration du Président José López Portillo, M<sup>r</sup> Guillermo Rossell de la Lama a mis l'accent sur la récente loi de tourisme promulguée par le Président López Portillo. « Au point de vue opératif, – déclara le Ministre – cette loi garantit l'utilisation rationnelle de nos ressources, la préservation de notre potentiel touristique, la stimulation de l'offre par la concurrence et l'appui à la petite entreprise privée ».

## LE GÉNÉRAL FÉLIX GALVAN LOPEZ REMET LES INSIGNES DE L'AIGLE AZTEQUE AU MINISTRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

Le Ministre de la Défense Nationale du Mexique, le Général Felix Galvan Lopez a remis les insignes de l'Ordre de l'Aigle Aztèque au Ministre Français de la Défense Nationale, M<sup>r</sup> Yvon Bourges, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le 17 mai 1979 à la Résidence de l'Ambassade du Mexique à Paris, en présence de M<sup>r</sup> Horacio Flores de la Pena, Ambassadeur du Mexique en France.

En expliquant, dans le discours prononcé à cette occasion, le rôle de l'Empereur Aztèque Cuauhtémoc, qui a donné son nom à la décoration décernée au Ministre français, le Général Galvan Lopez a déclaré : « L'Empereur Aztèque incarne notre volonté irrévocable de sauvegarder notre souveraineté ».

## VISITE EN FRANCE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT MEXICAIN AUX TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Arrivé à Paris le 7 avril, M<sup>r</sup> Miguel Angel Barberena Vega, Secrétaire d'État mexicain aux transports et communications, a effectué en France une visite d'information en vue d'étudier les solutions apportées par ce pays à certains problèmes d'ordre technique et d'explorer les voies permettant de conduire à un resserrement de la coopération technologique franco-mexicaine.

Au cours de la journée du 8 avril, l'Ingénieur Miguel Angel Barberena Vega a visité le centre aéro-spatial de « Les Mureaux » et s'est entretenu avec M<sup>r</sup> André Giraud,

Ministre français de l'Industrie.

Après une visite à l'aéroport de Paris, où il a pu examiner le projet de participation de l'aéroport de Paris au nouvel aéroport de Mexico, M<sup>r</sup> Miguel Angel Barberena Vega a assisté à un déjeuner offert en son honneur par M<sup>r</sup> Joël Le Theule, Ministre des transports du Gouvernement Français. Au cours des journées du 10 et 11 avril, le Secrétaire d'État mexicain a visité les installations portuaires du Havre ; il s'est réuni avec les représentants de l'industrie ferroviaire française pour étudier les problèmes de l'électrification, et il s'est rendu à Montchanin-Le Creusot où il a visité les ateliers de la SNCF.

## A l'occasion de la Fête nationale en 1979

A l'occasion de la Fête nationale 1979, l'Ambassadeur H. Flores de la Pena a offert, le 13 septembre, à la résidence de l'Ambassade, une réception au cours de laquelle un photographe a pu saisir, réunis pour la dernière fois, les trois grands écrivains latino-américains : Carlos Fuentes, A lejo Carpentier et Gabriel Garcia Marquez.



## MADAME ROSA LUZ ALEGRIA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉVALUATION DONNE, AU MICRO DE TVI, DES PRÉCISIONS SUR LA POLITIQUE PÉTROLIÈRE DU MEXIQUE

« Nous pensons que le pétrole peut être un facteur fondamental en ce qui concerne l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial » – a déclaré Madame Rosa Luz Alegria, Secrétaire d'État à l'Évaluation, au Ministère du Plan et du Budget, au cours d'une émission de TVI, le 28 juin 1979.

Arrivée en France le 24 juin, Madame Rosa Luz Alegria a été reçue en audience par le Président Giscard d'Estaing.

Interviewée à TVI par Dominique Baudis, au cours de l'émission du journal de 13 heures, le 18 juin, Madame Rosa Luz Alegria a donné des précisions sur la politique pétrolière du Mexique : « Il ne faut pas penser – dit-elle – que le pétrole est la seule matière première qui doit faire l'objet de négociations. Le Mexique n'entend pas avoir des relations uniquement pétrolières avec les autres pays, en particulier avec la France ».

## JOURNÉES CULTURELLES DU MEXIQUE A L'UNESCO

Parmi les diverses activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, il est de tradition de présenter des « Journées Nationales », organisées pour promouvoir la connaissance des Pays Membres. Après le Japon, l'Espagne, la Pologne, le Canada, etc. le Mexique a présenté, à son tour, un panorama de sa culture (Maison de l'UNESCO, 28 février - 14 mars 1980).

Parmi les personnalités présentes à l'inauguration de cet événement - où assisteront plus de 500 personnes - se trouvaient le Directeur Général Adjoint de l'UNESCO, Monsieur Federico Mayor ; l'Ambassadeur Chams Eldine El-Wakil, Président du Conseil Exécutif ; l'Ambassadeur Horacio Flores de la Peña, Ambassadeur du Mexique ; l'Ambassadeur Victor Flores Olea, Délégué Permanent du Mexique auprès de l'UNESCO, et le Gérant Général du Comité d'Administration du Programme Fédéral pour la Construction d'Écoles du Mexique (CAPFCE), Monsieur Daniel Ruis Fernandez.

L'Ambassadeur Victor Flores Olea, dans son discours d'inauguration, a dit :

### L'ARCHITECTE MEXICAIN PEDRO RAMIREZ VASQUEZ ENTRE A L'ACADÉMIE FRANÇAISE D'ARCHITECTURE

« Les problèmes socio-économiques de notre époque confèrent un caractère de plus en plus social, de moins en moins individualiste à l'architecture actuelle » a déclaré l'architecte mexicain Pedro Ramirez Vasquez devant l'Académie Française d'Architecture. Cette dernière a rendu hommage à l'architecture mexicaine en accueillant parmi ses membres l'illustre architecte mexicain, actuellement Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics de son pays, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le 13 mars 1980 au siège de l'Académie, Place des Vosges.

A cette occasion, le Ministre mexicain a effectué en France une visite-éclair de caractère exclusivement privé. Déjà en février 1979, l'Académie Française d'Architecture avait décerné sa Médaille d'Or à M<sup>r</sup> Ramirez Vasquez pour l'ensemble de ses œuvres, parmi lesquelles il convient de citer le Musée National d'Anthropologie de Chapultepec, la nouvelle Basilique de Notre-Dame de Guadalupe, le Stade Aztèque, le Musée d'Art Moderne de Mexico, la Galerie d'Histoire de Chapultepec et le Ministère des Affaires Étrangères à Tlatelolco.



« La volonté du Mexique de participer de façon constructive aux activités des organismes internationaux ». M. Victor Flores Olea, Ambassadeur du Mexique auprès de l'UNESCO, prononçant le discours d'inauguration des « Journées Culturelles du Mexique ». A ses côtés, on reconnaît, M. Horacio Flores de la Peña, Ambassadeur du Mexique en France.

« En présentant ces "Journées Culturelles" dans la Maison de l'UNESCO, le Mexique veut souligner l'importance qu'il attache à l'Organisation, la confiance qu'il a en son rôle de promotrice du développement et en sa volonté de participer de manière constructive aux activités des Organismes Internationaux. »

A cette occasion, le Gouvernement mexicain a offert à l'UNESCO deux reproductions d'œuvres de l'ancienne civilisation aztèque : Xochipilli (divinité solaire, dieu de la jeunesse, de la joie, de la poésie et de la fécondité masculine) et Tétéoinam (mère des dieux, principe de tous les êtres).

Pour donner quelques exemples significatifs de la diverse et grande tradition culturelle mexicaine on a présenté plusieurs expositions :

a) Exposition d'art précolombien : sélection d'œuvres des civilisations maya, aztèque, etc. aimablement prêtées par le Musée de l'Homme de Paris.

b) Exposition de peinture contemporaine comprenant les œuvres de trois artistes : Luis Lopez Loza, Gilberto Aceves Navarro et Edmundo Aquino.

c) Exposition des œuvres du grand photographe mexicain, Manuel Alvarez Bravo.

d) Exhibition de céramique populaire.

D'autre part, quelques institutions mexicaines présentèrent aussi des expositions :

a) Le Comité d'Administration du Programme Fédéral pour la Construction d'Écoles (CAPFCE) montra une synthèse graphique de l'expérience acquise au Mexique en ce domaine.

b) L'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) présenta une exposition et un spectacle audiovisuel sur son histoire pendant ces dernières cinquante années et, surtout, les principales réalisations qu'elle a pu mener à bien.

A côté de ces exhibitions ; il y eut un grand nombre de spectacles parmi lesquels on remarqua la projection des « classiques » de la production cinématographique mexicaine, le concert de Maître Henryk Szeryng, violoniste mexicain renommé, accompagné au piano par le pianiste Harald Ossberger ; la présentation du magnifique Ballet Folklorique National « Aztlan » ; la Conférence du professeur Jacques Soustelle sur l'art ancien du Mexique et la présentation du ballet moderne « Forion Ensemble ».

Les Journées Culturelles du Mexique eurent un grand succès et furent très bien accueillies par le public de l'Unesco et le public français. Journallement plus de 1 200 personnes admirèrent les expositions et assistèrent aux spectacles.

M. M.

Ces pages culturelles ont été réalisées avec le concours de M<sup>r</sup> Luciano Joubanc Montano, Conseiller culturel à l'Ambassade du Mexique en France, et de M<sup>mes</sup> Martha Millan, Première Secrétaire auprès de la Délégation mexicaine à l'UNESCO, Mercedes Iturbe, Directrice du Centre Culturel Mexicain à Paris, Mercedes Garcia Ochoa, Correspondante en France du quotidien « Novedades », de Mexico et Gloria Ribe.

## Une Année de Culture Mexicaine en France

La période 1979-1980 a été particulièrement marquée par la présence culturelle du Mexique en France dans divers domaines.

### Orozco et Octavio Paz en France

La grande exposition de l'œuvre de chevalier de José Clemente Orozco au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (février-mars), a été un événement exceptionnel. Avec plus de 180 toiles, aquarelles et dessins, cette exposition – encadrée par deux cents mètres carrés de reproductions photographiques de l'œuvre murale de l'artiste – a été visitée par des milliers de connaisseurs d'art.

Le Festival International du Livre de Nice a décerné son « Grand Aigle d'Or » au poète mexicain Octavio Paz, en reconnaissance de la profonde valeur de son œuvre littéraire.

Dans le cadre de la musique, le violoniste mexicain Henryk Szeryng a été l'invité d'honneur à l'Opéra du Palais de Versailles, pour commémorer le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de l'École Centrale des Arts et Manufactures. Dans ce cadre fastueux, il a exécuté – comme chef et soliste – accompagné de Jean-Pierre Rampal et de l'ensemble orchestral de Paris, des œuvres de J.S. Bach et W.A. Mozart.

Le violoniste mexicain Hermilo Novelo a souligné la présence du Mexique avec sa participation au Festival du Marais, pendant l'été parisien. Également, il a été le soliste des Concerts Passetou au Théâtre des Champs Élysées en octobre ; à cette occasion il a interprété le concerto de Mendelssohn et l'Ouverture d'Obéron de Weber.

### Présence du Mexique dans les provinces françaises

La peinture, la musique, l'histoire, le folklore du Mexique ont été présents continuellement dans la province française grâce aux manifestations organisées par les autorités municipales, les universités et les Maisons de la Culture des diverses villes, avec la collaboration de l'Ambassade du Mexique. Parmi les manifestations les plus importantes en ce genre, nous pouvons citer : La quinzaine mexicaine de Vire (Calvados) réalisée du 12 au 27 mai 1979 sous le patronage de l'Ambassadeur du Mexique, Monsieur Horacio Flores de la Pena, et du Maire de la ville, M<sup>r</sup> Olivier Stirn, également Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. A cette manifestation ont participé les divers services de l'Ambassade du Mexique à Paris, l'Office du Tourisme Mexicain, Aeroméxico, l'Institut Mexicain du Commerce Extérieur, M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Soustelle, le Professeur Paul Gendrop, les peintres José Juárez, Saul Kaminer, Aguedo Lozano, Fernando

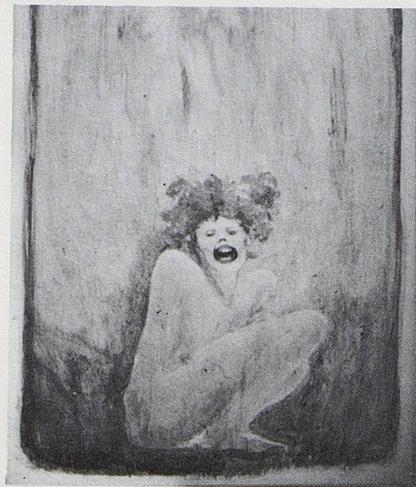
Robles Garcia, Juan Soriano, Carlos Torres, Martha Torres, Remigio Valdés de Hoyos, Leopoldo Vasquez, Eduardo Zamora et Luis Zarate, ainsi que le guitariste Mario Beltran del Rio et le Ballet Folklorique de l'État de Mexico... A cette occasion, il a été décidé le jumelage entre les villes de Vire et Atlacomulco (état de Mexico).

Signalons également la Semaine Mexicaine à Reims, avec la participation de l'U.E.R. de Lettres et Sciences Humaines de l'Université de cette ville, du Professeur Joaquin Galarza (du Musée de l'Homme), du Professeur Paul Gendrop (de l'Université de Mexico) et des peintres Gerardo Albarran, Carlos Torres et Remigio Valdés de Hoyos.

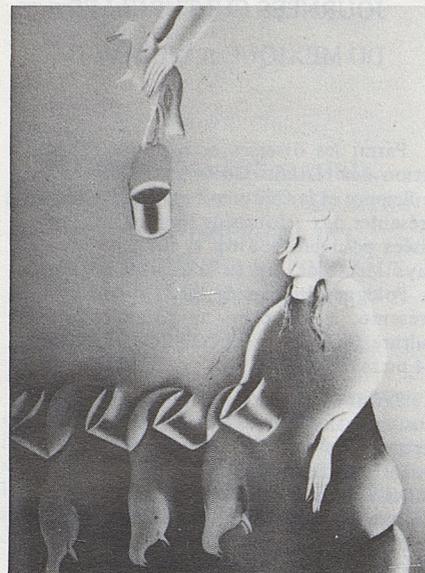
### Succès de la jeune peinture mexicaine

La jeune peinture mexicaine a été l'objet de deux des plus importants prix d'art contemporain en Europe : Fernando Robles Garcia obtint la « Palette d'Or » du Festival International de Peinture Contemporaine de Cagnes-sur-Mer, et Luis Zarate fût en décembre 1979, le lauréat du « Prix du Gouvernement Princier » dans le grand Concours International d'Art Contemporain de Monte-Carlo.

Un nombre important de peintres mexicains ont exposé leurs œuvres à Paris. Parmi eux : José Juárez, à la Galerie de Neuilly, Cristina Ruvalcaba à la Galerie Findlay, Martha Torres et Enrique Bryant à Massy, Leopoldo Vasquez et Luis Zarate à la Galerie Faure ; Agueda Lozano à la Galerie Maître Albert ; Luis Rivas G. Savir au Salon d'Automne ; Juan Soriano au Centre



Fernando Robles Garcia : « Le cri primal » « Palette d'Or » du Festival International de Cagnes-sur-Mer (1979)



Luis Zarate : Primé à Monte-Carlo

Olivetti et Jorge Alberto Zabaleta à l'Hôtel Ramada INN de Vélizy...

### Folklore, poésie et cinéma

Le Festival International de Folklore de Confolens, dans la Charente, a accueilli plus de trente ensembles internationaux dont le Ballet Folklorico de la Academia de la Cultura de Saltillo, qui remporta un vif succès et les applaudissements de plus de 30 000 assistants au Festival.

L'Institut Italien de Culture à Paris a organisé une cérémonie au cours de laquelle le Président, M<sup>r</sup> Antoni Bruni Di Fratta, a décerné à M<sup>me</sup> Ulalume González de León « la Fleur de Laure », par laquelle le Centre d'Études sur Pétrarque manifesta sa reconnaissance à l'égard de la poétesse de langue latine dont l'œuvre a été la plus remarquée au cours de l'année écoulée.

Dans le domaine du Cinéma, la « Semaine de la Révolution Mexicaine » à l'UNESCO a reçu un public nombreux vivement intéressé à l'art et l'histoire mexicains. Nicolas Echavarría a présenté trois de ses courts métrages qui reflètent la vie, la mort, les problèmes et la beauté des groupes indigènes et leur environnement géographique au Mexique ; Pola Weiss a présenté ses productions vidéo au Centre Georges Pompidou, faisant de cette nouvelle technique un moyen d'expression artistique d'avant-garde. Par ailleurs, la Galerie Perspectives a présenté à partir du 12 mai 1980, une exposition de photographies de la Révolution mexicaine, œuvres de Agustin Victor Casasola. Ces impressionnants documents saisis sur le vif par celui qui fut un des pionniers du journalisme, dans le Mexique du début du siècle, ont été sélectionnés par Madame Paloma Millan Game.

L.J.M.

*Raul Anguiano  
expose au Centre culturel  
mexicain*

Le Centre Culturel mexicain de Paris a accueilli pendant un mois un bel ensemble d'œuvres du peintre Raul Anguiano comprenant des dessins, des peintures à l'huile, des lithographies, des eaux fortes et des tapisseries réalisées entre 1967 et 1979.

Raul Anguiano est un artiste profondément lié au Mexique, à son peuple, à ses coutumes et ses traditions, à son régionalisme, son histoire et sa tragédie. Anguiano expose pour la quatrième fois dans la capitale française. Dans l'exposition de cette année, on perçoit très nettement deux courants : l'un traditionnel, l'autre de recherche néo-cubiste, marqués tous deux d'ailleurs par la rigueur du trait et de la composition. L'artiste est principalement connu par son œuvre d'inspiration traditionnelle, qui trouve son origine dans l'école mexicaine de peinture. La recherche cubiste fait son apparition dans son œuvre à l'occasion d'un voyage à Paris, au cours duquel Anguiano découvre, au Musée de l'Homme, « la Vénus de Lespugue », figurine d'une déesse de la fécondité. Cette rencontre est, en 1967, le point de départ d'une époque de recherche plastique néocubiste qui a donné naissance à une série de peintures, et même de sculptures. « *Ce n'est pas la perfection que je recherche en étudiant la Vénus de Lespugue – dit Raul Anguiano – mais la voie d'une technique plus dépouillée me permettant d'éliminer le superflu pour atteindre à une synthèse formelle des valeurs plastiques.* »

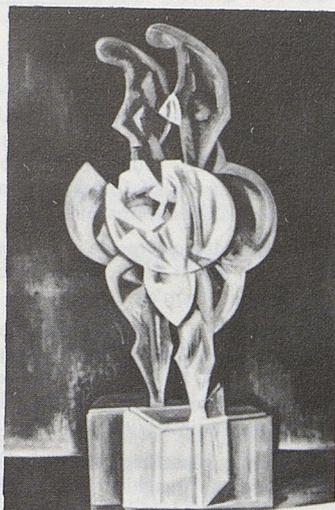
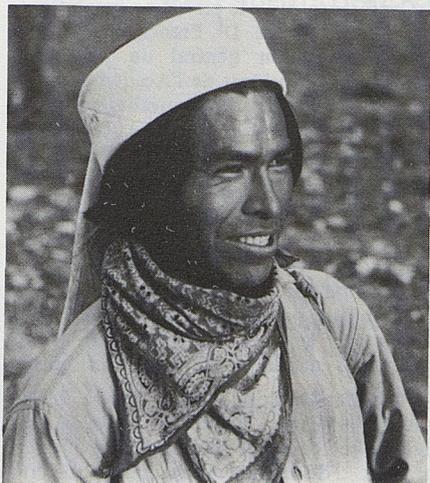


Photo Gloria RIBE

Cette évolution donnerait lieu de croire que Raul Anguiano a pu, dans une certaine mesure, être influencé par Picasso. L'artiste mexicain s'explique sur ce point : « *Je ne suis pas réfractaire aux influences. Il est peut être possible de déceler dans mon œuvre certaines références à Picasso, bien que les cubistes n'aient pas connu la Vénus de Lespugue. Et moi j'ai repris le drapeau du cubisme, je l'ai régénéré.* » Anguiano revient au style traditionnel dans sa dramatique série des « larmes », inspirée par ses contacts avec le peuple mexicain, mais aussi par ses états d'âme personnels. M.G.O.

*Exposition de photographies d'Arturo Garcia Formenti*



*Le paysage et l'homme, la réalité géographique et l'émotion humaine. Un Indien Tarahumara rencontré dans la Sierra de Chihuahua. Photo A.G. Formenti.*

Sous le titre « *Mexique, pays lumière,* » une exposition de photographies d'Arturo Garcia Formenti a été inaugurée le 12 mars 1980 au nouveau Centre Culturel Mexicain de Paris par M. Horacio Flores de la Pena, Ambassadeur du Mexique en France et M. Victor Flores Olea, Ambassadeur du Mexique auprès de l'Unesco.

Les images photographiques qui sont présentées captent le paysage, l'homme et la lumière de ce pays, la réalité géographique et l'émotion humaine. C'est une exposition émouvante et artistique. Elle se compose de 55 photographies en couleurs

Arturo Garcia Formenti étudia la photographie et le cinéma à l'Université de California à Los Angeles (U.C.L.A.). Ses photographies murales ont accompagné l'Exposition de la collection d'Art Maya de Manuel Barbachano Ponce, qui a été présentée dans 20 musées en Europe, parmi lesquels le Musée de l'Homme à Paris, le British Museum à Londres, le Palais des Beaux Arts à Bruxelles et l'Institut de

**LE NOUVEAU CENTRE CULTUREL  
MEXICAIN A PARIS**

Le 16 mai 1979, le Centre Culturel mexicain à Paris était inauguré par M<sup>r</sup> Horacio Flores de la Pena, Ambassadeur du Mexique en France, et M<sup>r</sup> Victor Flores Olea, Ambassadeur du Mexique à l'Unesco, en présence de l'ex-Président Luis Echeverria.

Depuis sa création, les activités du Centre se sont déroulées en étroite collaboration avec l'Ambassade du Mexique en France et la Mission Permanente du Mexique auprès de l'Unesco.

A l'occasion de son inauguration le Centre Culturel Mexicain a présenté une exposition de gravures de José Guadalupe Posada et quelques toiles de José Clemente Orozco.

Posada fut un artisan d'une énorme importance dans le panorama culturel mexicain, puisque son œuvre a rompu avec le colonialisme auquel étaient sujettes les manifestations artistiques de l'époque. Le thème de la mort fut son obsession principale et il le traita toujours avec infiniment d'ironie ; à travers les « calaveras » (têtes de mort), il a fait la satire de la société de son temps et il est arrivé à imposer la gravure populaire authentique, dont le propos était d'inciter le peuple à se libérer de l'oppression.

Le Centre a présenté ensuite une exposition de Juan Soriano artiste mexicain résidant à Paris.

Soriano est un peintre profond et poétique, qui s'efforce toujours de comprendre le rôle de l'artiste dans la société ; ses inquiétudes vont au-delà de la toile et de la palette et le portent à approfondir l'étude des différents courants historiques et philosophiques et à comprendre tout ce qui le pousse à créer. Sa vie intérieure domine son œuvre, toujours pleine d'inquiétude et d'émotion. Chez Juan Soriano, la peinture est une nécessité ludique.

Dans sa troisième exposition, le Centre a présenté deux jeunes peintres mexicains qui vivent à Paris : Teodulo Rómulo et Luis Zárate. M.I.

Culture Hispanique à Madrid. M<sup>r</sup> Garcia Formenti est l'auteur du livre « *Mexique pays lumière* » édité en Suisse.

Commentant cette exposition dans *Le Figaro* (1<sup>er</sup> avril 1980), Michel Nuridsany écrit : « *Les photographies d'Arturo Garcia Formenti sont simples, directes, elles accueillent avec humilité la beauté émouvante et splendide d'un pays fascinant, dont ces photos nous disent le passé, le présent et l'avenir dans ses résurgences et ses jaillissements.* »

## Un film mexicain primé en France

Le jury du dernier Festival International du Film Documentaire et du Court-métrage de Lille (France, octobre 1979), a décerné le « Grand Prix de Fiction » au film mexicain « Polvo Vencedor del Sol » réalisé par le jeune cinéaste Juan Antonio de la Riva.

Ce film a été produit par le « Centro de Capacitacion Cinematografica », école de cinéma créée en septembre 1975 avec le concours de la Banque Nationale Cinématographique et le Ministère de l'Intérieur.

Une visite aux installations dont bénéficie cette école que les dirigeants n'ont rien négliger pour la formation des nouvelles équipes de cinéastes : équipement professionnel 16 mm, salle de projection, salle de mixage et repiquage, laboratoire photographique, salles de montage, table de dessin animé, bibliothèque, constituent l'équipement de base. Un groupe de professeurs, des metteurs en scène et des techniciens de renom pour la plupart, animent l'école.

Le film lauréat à Lille avait été présenté comme thèse de fin d'études par un élève de la première promotion, sortie en Juin 1979. Quelques mois plus tard, l'Académie mexicaine d'Arts et Techniques Cinématographiques, sélectionne trois films, dont deux réalisés par de jeunes cinéastes du CCC : « Polvo Vencedor del Sol » de Juan Antonio de la Riva, et « Monse » de Gloria Ribé, pour l'attribution de l'« Ariel », équivalent mexicain de l'Oscar américain. Le film de Juan Antonio de la Riva était lauréat /pour/ une deuxième fois.

Au même temps, le film « La Salve Furtiva » réalisé par Daniel Gonzalez Duenas, toujours élève de la première promotion, obtient des félicitations du jury lors de sa présentation comme thèse.

### LOLA BELTRAN A PARIS

Le récital donné le 18 juin 1979 à l'Olympia, par la célèbre chanteuse mexicaine Lola Beltran, accompagnée de son groupe de 10 Mariachis, a obtenu un très vif succès.

Ce récital, qui constituait son premier contact avec le public parisien, a marqué une étape importante dans la carrière exceptionnellement brillante qui a conduit celle que l'on a surnommé « La Reine de la Cancion Ranchera » tour à tour dans les diverses villes du Mexique, dans les capitales de l'Amérique Latine, aux États-Unis, en Espagne, en URSS, au Japon... Les publics les plus divers ont apprécié l'ampleur de sa voix aux accents prenans et la qualité artistique de ses interprétations. Rendant compte de ce récital dans le quotidien « L'Aurore » (20 juin 1979), Renaud Revel écrit : « *Interprète des plus grands compositeurs de son pays, Lola Beltran a conquis Paris en une soirée. L'autre soir, à l'Olym-*

## ACTIVITÉS CULTURELLES DE LA MAISON DU MEXIQUE

La Maison du Mexique à la Cité Universitaire de Paris a organisé, au cours de la période 1979-1980, sous l'active impulsion de son directeur, le D<sup>r</sup> Jorge Silva Castillo, une série de manifestations culturelles :

– **Exposition des œuvres de Jorge Velarde.** Inaugurée le 8 mai 1979, cette exposition s'est poursuivie jusqu'au 15 mai.

– **Exposition de Teodulo Romulo.** Ce jeune artiste mexicain, qui a déjà exposé à diverses reprises à la Maison du Mexique, y a présenté un nouveau choix de peintures du 19 mai au 8 juin 1979.

– **Récital avec la participation de la Chorale de l'Université de Ouachita.** 13 juin 1979.

– **Récital de piano de Daniel Salgado.** 18 juin 1979.

– **Récital de guitare de Luis Villagomez,** avec accompagnement d'orchestre, le 21 juin 1979.

– **Représentation du Groupe Folklorique de la Maison du Mexique** au Théâtre de la Maison Internationale de la Cité Universitaire, le 6 juillet 1979.

– **Hommage à Renato Leduc.** 29 octobre 1979. A cette occasion, un discours a été prononcé par M. Arturo Garcia Formenti, Directeur Général du Tourisme mexicain en Europe.

– **Conférences sur la Culture et l'Art Meso-américain,** par M<sup>r</sup> Felix Corella de la Vega, de l'Institut Ibéro-américain, le 22 novembre 1979.

*pia, ce fut pour elle l'ovation. Immense. Le déclin Lola Beltran, cela ne s'analyse pas. C'est la séduction immédiate. Si peu de choses, si peu de mots, tant de réalisme et d'émotion. Cette voix d'abord, on n'imagine pas que des cordes vocales puissent évoluer avec de telles inflexions une telle liberté, une telle effusion sonore.»*

### BOURSE HIDALGO

Le jury chargé de l'attribution de la Bourse Hidalgo 1980 a décidé de la décerner à M<sup>lle</sup> Sylvie Lecoin, Professeur d'Histoire, pour son mémoire intitulé : « *L'influence des idées philosophiques du "Siècle des Lumières" sur les Constitutions mexicaines du XIX<sup>e</sup> siècle.* »

La Bourse Hidalgo a été créée en 1954 par le Gouvernement mexicain en vue d'aider un universitaire français désireux d'écrire un ouvrage sur un thème d'Histoire mexicaine. La bourse comprend le voyage aller et retour en première classe et une somme de mille dollars mensuels afin que le lauréat puisse poursuivre ses recherches au Mexique.

– **Concert de flûte et piano** de Jane Rutter et David Selig, le 2 décembre 1979.

– **Concert du violoniste mexicain Henryk Szeryng.** Ce concert marquait la fin des manifestations culturelles diverses organisées au cours de la période 1979-1980 à l'occasion du XXV<sup>ème</sup> anniversaire de la Fondation de la Maison du Mexique. Au cours de ce récital qui s'est déroulé le 13 décembre 1979, dans le grand salon de la Chancellerie de la Sorbonne, en présence de M<sup>r</sup> Horacio Flores de la Peña, Ambassadeur du Mexique en France, le célèbre violoniste Henryk Szeryng était accompagné par le pianiste autrichien Harald Ossberger. Au programme, les œuvres de Brahms, Beethoven, Manuel de Falla, Darius Milhaud et du grand Compositeur mexicain Manuel Ponce.

– **Conférence sur l'Architecture Mudejar,** par le professeur Adrian Miro, de la Sorbonne, le 7 février 1980.

– **Concert à la mémoire de Paula Eréndira Urreta de Iniguez,** le 21 mars 1980. Ce concert a été donné par des boursiers du Gouvernement français, originaires de divers pays, à la mémoire d'une jeune boursière mexicaine brusquement décédée en France. Au programme, des œuvres de J.S. Bach.

– **Récital de piano d'Irma Toudjan,** le 27 mars 1980.

– **Exposition d'émaux sur cuivre,** œuvres de l'artiste mexicain Eugenio Luna Loyo, du 9 au 18 avril 1980. Eugenio Luna, qui a mis au point une technique originale et nouvelle, a participé, au cours des huit dernières années, à de nombreuses expositions à Mexico, Guadalajara, Puebla et Veracruz et aux États-Unis.

– **Conférence sur « le problème énergétique mexicain »** par le D<sup>r</sup> Francisco Vizcaino Murray, Directeur général de l'Uranium mexicain, et Président de l'Académie mexicaine pour l'étude des nouvelles énergies. Cette conférence a eu lieu le 10 avril à 9 heures du soir en présence d'un nombreux public.

### Autres activités culturelles

– **Bibliothèque « Benito Juárez ».** Cette bibliothèque possède 13 000 volumes qui composent la plus importante collection d'ouvrages mexicains existant en Europe.

– **Groupe Folklorique.** Ce groupe, dirigé par M<sup>lle</sup> Martha Peimbert, Professeur de danse, se compose d'étudiants de deux niveaux : débutants et chanteurs ou danseurs possédant déjà une certaine expérience. Les deux groupes, qui comptent chacun 4 heures d'entraînement par semaine, ont déjà participé à un grand nombre de représentations.

# NOUVELLES DU MEXIQUE

Revue fondée en 1955 par Jaime Torres Bodet

Abonnement :  
1 an : 20 F

N<sup>os</sup> 1 à 4  
2<sup>e</sup> époque mai 1979-mai 1980

## SOMMAIRE

*Couverture* : une raffinerie de pétrole, la nuit.

### PREMIÈRE PARTIE : LE MEXIQUE EN MARCHÉ (p. 1 à 26)

PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES DE LA VILLE DE MEXICO (2<sup>e</sup> couverture et p. 1)

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MEXICAIN (p. 2 à 5)

Extraits du discours prononcé par le Président Lopez Portillo, le 18 mars 1980.

LES NOUVEAUX IMPÉRATIFS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE MEXICAINE  
défini par le Chancelier Jorge Castaneda (p.6 à 9)

LE PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (p. 10 à 12)

par José Andrés Oteyza  
Ministre du Patrimoine et du Développement Industriel

L'ÉCONOMIE MEXICAINE (p. 13 à 15)

par Gustavo Romero Kolbeck  
Directeur de la Banque du Mexique

LE PÉTROLE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE (p. 16 à 21)

Extraits du rapport de l'Ingénieur Jorge Diaz Serrano  
Directeur de PEMEX

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA FRANCE ET LE MEXIQUE (p. 22)

par l'Ingénieur José Pérez Moreno  
Conseiller Commercial du Mexique et Représentant de l'IMCE en France

ÉLECTRICITÉ : PRODUCTION DOUBLÉE TOUS LES 6 ANS (p. 23 à 26)

### DEUXIÈME PARTIE : DOCUMENTS (p. 27 à 41)

LE III<sup>e</sup> RAPPORT DU GOUVERNEMENT DU PRÉSIDENT LOPEZ PORTILLO (p. 27 à 29)

LE PRÉSIDENT LOPEZ PORTILLO PROPOSE A L'ONU UN PLAN MONDIAL DE L'ÉNERGIE (p. 30 à 34)

L'EXPROPRIATION PÉTROLIÈRE, UNE PAGE D'HISTOIRE (p. 35 à 41)  
par Fernando Benitez

### TROISIÈME PARTIE : NOTES INFORMATIVES (p. 42 et 43)

Élections législatives — Rapport de la Banque du Mexique — Plan Global de Développement — Budget de l'année 1980 —  
Décès du Docteur Chavez et d'Augustin Yanez.

### QUATRIÈME PARTIE : PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE (p. 44 à 48)

Visites de personnalités mexicaines en France — Activités culturelles de l'Ambassade, du Centre culturel mexicain et de la  
délégation mexicaine auprès de l'Unesco — etc.

*Dos de couverture* : Le Président Lazaro Gardenas

---

Directeur : Luciano Joubanc  
Rédacteur en Chef : Elena de Ribera y La Souchère  
Traductions : Gabrielle Cabrini, Micheline Durand, Gloria Ribé.

AMBASSADE DU MEXIQUE EN FRANCE  
SERVICES CULTURELS  
9, RUE DE LONGCHAMP  
75116 PARIS

Les articles contenus dans cette publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ;  
la reproduction partielle ou intégrale de ces textes et des informations, reste autorisée à condi-  
tion qu'en soit indiquée la provenance.

Le directeur de la publication : Luciano Joubanc, Conseiller Culturel  
Dépôt légal en 1980 (2<sup>e</sup> trimestre) Numéro Commission Paritaire : 30303.  
Imprimé par EDICOMM - CERGY 95 - Tél. : 032.41.11

# XLII ANNIVERSAIRE DE L'EXPROPRIATION PÉTROLIÈRE



Le Président Lázaro CARDENAS